



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2020



01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Evaluation
		Initiales	Finales			
010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
001 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
001-1 Assurer le fonctionnement général des services de la Présidence						
001-1-1 Assurer la coordination et le suivi des activités et projets relevant de la Présidence de la République						
001-1-1-1	Les distinctions honorifiques , toutes les grades confondus sont décernées aux bénéficiaires					
001-1-1-1-R1	Nb	27 000	27 000	27 000	0	A
001-1-1-2 Le budget alloué à la Présidence est utilisé à bon escient						
001-1-1-2-R1	%	98	98	83	-15	NA
001-1-1-4 Coordination de suivi des Projets présidentiels assurée						
001-1-1-4-R1	%	100	100	95	-5	NA
001-1-1-5 Divers matériels acquis						
001-1-1-5-R1	Nb	14	14	0	-14	NA
001-1-1-6 Les dossiers de demande de distinctions honorifiques et de proposition de liste de bénéficiaires à soumettre à l'approbation du Président de la République sont instruits						
001-1-1-6-R1	Nb	35 419	35 419	33 479	- 1 940	NA
001-1-1-7 L'animation, la coordination et la supervision des activités et projets des services relevant de la Présidence sont assurées efficacement						
001-1-1-7-R1	Nb	4	4	3	-1	NA
001-1-1-8 Sécurité des Palais assurée						
001-1-1-8-R1	M	3 800	3 800	2 166	-1 634	NA
001-1-3 Assurer le bon fonctionnement de DGPP						
001-1-3-1 Réalisation des activités						
001-1-3-1-R1	%	100	100	80	-20	NA
001-1-4 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de la sécurité nationale et des réformes y afférentes						
001-1-4-1 La contribution à la sécurisation du territoire nationale est apportée						
001-1-4-1-R1	Nb	9	9	9	0	A
001-1-4-1-R2	Nb	3	3	1	-2	NA
001-1-4-1-R3	Nb	27 000	27 000	26 470	-530	NA
001-1-4-1-R4	Nb	2	2	2	0	A
001-1-5 Préserver la paix et protection sociale						
001-1-5-1 Participation des populations défavorisées à la vie sociale et au progrès collectif						
001-1-5-1-R1	%	35	35	0	-35	NA
001-1-6 Assurer de façon permanente la sécurité des hautes personnalités, des infrastructures et du patrimoine de la						

Présidence

001-1-6-1	La sécurisation du Président de la République et de son entourage est assurée							
001-1-6-1-R1	Assurance de la Sécurité du Président de la République et son entourage	%	100	100	100	0	A	
001-1-6-2	Formations et recyclages organisés							
001-1-6-2-R1	Organisation effectives de la formation et de recyclage	Nb	3	3	0	-3	NA	
001-1-6-3	La sécurisation et l'entretien des biens de la Présidence sont assurés							
001-1-6-3-R1	Garant de la Sécurité et des biens de la Présidence	Nb	80	80	80	0	A	
001-1-8	Réorienter les activités de l'ANRE pour devenir le principal FAIE et MVNO pour l'Etat							
001-1-8-1	Agence apte à acquérir les équipes de développement et de formation							
001-1-8-1-R1	Taux des Equipements techniques de développemnt acquis	%	0	0			Autres	
001-1-8-2	Infrastructure à clés publiques : partie opérationnalisation effectuée							
001-1-8-2-R1	Taux d'opérationnalité Infrastructure PKI opérationnel	%	0	0			Autres	
001-1-8-3	Agents de l'ANRE à jour et aptes à vulgariser les Technologies et les normes en matière de TIC							
001-1-8-3-R1	Nombre de Bundles Support de Cours achetés	Nb	2	2	0	-2	NA	
001-1-8-4	Capacités des agents de l'ANRE renforcées							
001-1-8-4-R1	Nombre de Personnel ANRE formés	Nb	6	6	0	-6	NA	
001-1-8-4-R2	Taux de visibilité de l'ANRE	%	100	100	0	-100	NA	
001-1-8-5	Infrastructure à clés publiques : partie logicielle et équipement acquise							
001-1-8-5-R1	Processus d'acquisition de package de Logiciels de PKI terminé	%	9	9	0	-9	NA	
001-1-8-7	Salle de formation équipée en Système de sonorisation, Matériels de vidéo projection et équipement réseau et matériels informatiques pour recevoir des cours à distance						Autres	
001-1-8-7-R1	Taux d'opérationnalité du Système de sonorisation pour formation	%	0	0				
001-1-8-7-R3	Taux d'opérationnalité des Matériels de vidéo projection	%	0	0			Autres	
001-1-8-8	Salle de formation équipée en matériel de Visio conférence pour recevoir des cours à distance							
001-1-8-8-R1	Taux d'opérationnalité du Matériel visioconférence	%	0	0			Autres	

138 APPUI A LA GOUVERNANCE ET A L'ETAT DE DROIT

138-1 Renforcer l'autorité de l'Etat, la bonne gouvernance et l'état de droit

138-1-1 Renforcer les systèmes judiciaires, anti-corruption, anti-blanchiment et anti-financement du terrorisme

138-1-1-1	Le système de lutte contre la corruption est renforcé						
138-1-1-1-R1	Dossiers jugés par les PAC(et/ou Juridictions) (1)	Nb	275	275	0	-275	NA
138-1-1-1-R2	Dossiers de corruption dénoncés, traités et transmis par le BIANCO aux juridictions (2)	Nb	550	550	138	-412	NA
138-1-1-1-R3	Pourcentage (Taux en %) des dossiers jugés par les PAC(et/ou Juridictions) par rapport aux dossiers de corruption dénoncés, traités et transmis par le BIANCO aux juridictions: (Augmentation de 10% par année pour atteindre 60% en 2020)	%	50	50	0	-50	NA
138-1-1-2	Les principes de gouvernance publique dans les institutions et administration sont promus						

138-1-1-2-R1	Taux de textes mis en conformité identifiés	%	50	50	0	-50	NA
138-1-1-2-R2	Nombre du personnels bénéficiaires de formation	Nb	5	5	5	0	A
138-1-1-2-R3	Nombre des secteurs prioritaires actifs dans la lutte contre la corruption et la promotion de la Gouvernance	Nb	6	6	9	3	A
138-1-1-2-R4	Nombre de séances d'informations tenues	Nb	7	7	8	1	A
138-1-1-2-R5	Nombre de thématiques sur les principes de Gouvernance développés	Nb	12	12	12	0	A
138-1-1-2-R6	Document référentiel sur la Gouvernance Publique	Nb	10	10	10	0	A
138-1-1-3	Le système judiciaire est renforcé						
138-1-1-3-R1	Nombre de doléances reçues par le CSM (indicateur de résultat traduisant des gains en réduction)	Nb	33	33	58	25	NA
138-1-1-4	Le dispositif national de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est conforme aux normes requises						
138-1-1-4-R1	Pourcentage des critères conformes à recommandations du GAFI	%	60	60	0	-60	NA
138-1-1-5	Les mesures de renforcement de l'efficacité du SAMIFIN sont mises en oeuvre						
138-1-1-5-R1	Taux d'absorption des DOS traitées et transmises aux autorités compétentes	%	58	58	58	0	A
138-1-2	Améliorer la qualité de service rendu aux usagers						
138-1-2-1	La défense des usagers contre les dysfonctionnements de l'Administration est assurée						
138-1-2-1-R1	Nombre de dossiers traités	Nb	264	264	275	11	A
138-1-2-2	La gestion axée sur les résultats est appropriée par les agents de l'Etat						
138-1-2-2-R2	Contrat de performance	Nb	4	4	4	0	A
138-1-2-3	Les réformes initiées auprès du Ministère des Finances et du Budget (DGI,DGD), Ministère de l'Education Nationale (MEN), Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), Ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et des Pétroles (MPMP)						
138-1-2-3-R1	Taux des réformes réalisés / prévues	%	40	40	40	0	A
138-1-2-4	L'évaluation des contrats/programmes des performance effectué						
138-1-2-4-R1	Nombre de bureaux de perception dont les contrats/programmes de performance ont fait l'objet d'une évaluation externe	Nb	4	4	6	2	A
138-1-2-5	Le FEFFI mis en place et PEC opérationnel dans les écoles primaires des Régions de Analamanga, Alaotra Mangoro et Sofia						
138-1-2-5-R1	Proportion des écoles ciblées par la composante dotée d'un FEFFI opérationnel planifiant et mettant en oeuvre un PEC	%	60	60	77	17	A
138-1-2-6	Le Système d'Administration Fiscale Intégrée (SAFI) opérationnel						
138-1-2-6-R1	Taux d'opérationnalisation du Système d'Administration Fiscale Intégrée (SAFI)	%	60	60	60	0	A
138-1-2-7	Les transactions douanières suspectes découvertes						
138-1-2-7-R1	Taux de confirmation de transactions douanières suspectes (en cas d'inspection physique)	%	>12,5	>12,5	18	5,50	A

138-1-3 Inciter et tisser des relations permanentes et durables avec les parties prenantes en vue d'éviter des crises politiques

138-1-3-1	Une base politique solide est créée et occupée								
138-1-3-1-R1	Nombre annuel de comités de base mis en place et opérationnels	Nb	300	300	0	-300	NA		
138-1-4	Promouvoir l'adhésion populaire à la Politique adoptée								
138-1-4-1	Dialogue politique et social pérenne								
138-1-4-1-R1	Taux de participation de la population par rapport aux directives émises	%	50	50	0	-50	NA		
138-1-5	Assurer le bon fonctionnement de la DGPAP								
138-1-5-1	Efficacité et épanouissement dans l'exécution des missions attribuées								
138-1-5-1-R1	Taux d'accomplissement des missions attribuées	%	100	100	0	-100	NA		
138-1-6	Assurer la mise en oeuvre des directives du Président de la République								
138-1-6-1	Stabilité et sérénité politique								
138-1-6-1-R1	Taux d'adhésion des partis politiques et organisations à la plate-forme de soutien au Président	%	50	50	0	-50	NA		
138-1-7	Améliorer la fonction de coordination et de contrôle de la gestion des ressources publiques								
138-1-7-1	Les liaisons entre les entités étatiques chargées de la sécurité publique et de la défense nationale sont sécurisées et interconnectées par un système commun								
138-1-7-1-R1	Pourcentage des entités étatiques connectées et sécurisées	%	100	100	100	0	A		
138-1-7-2	Les contrôles des activités des grandes formations de la Gendarmerie Nationale (GN) et lutte contre la fraude et les trafics de tout genre sont intensifiés								
138-1-7-2-R1	Nombre d'inspection effectuée	Nb	16	16	3	-13	NA		
138-1-7-3	IGE doté en véhicules d'inspections								
138-1-7-3-R1	Nombre de véhicules acquis	Nb	7	7	0	-7	NA		
138-1-7-4	La qualité et l'efficacité des contrôles à postériori de la gestion des finances et des ressources publiques, du patrimoine public et du bon fonctionnement de l'administration sont améliorées								
138-1-7-4-R1	Pourcentage de rapports de vérification ayant fait l'objet de suivi des recommandations	%	40	40	0	-40	NA		
138-1-7-5	Le fonctionnement administratif, financier et les matériels techniques des unités militaires sont contrôlés et suivis								
138-1-7-5-R1	Réunions avec les chefs hiérarchiques	Nb	25	25	25	0	A		
138-1-7-5-R2	Nombre de missions	Nb	42	42	39	-3	NA		
138-1-7-5-R3	Nombre de rapport d'activités	Nb	42	42	39	-3	NA		
138-1-7-5-R4	Dossiers traités et taux de répartition équitable l'effectif des éléments de l'Armée	Nb	30	30	0	-30	NA		
138-1-7-5-R5	Taux d'insécurité	%	30	30	0	-30	NA		
138-1-7-5-R6	Nombre de PV de réception	Nb	42	42	39	-3	NA		
138-1-7-5-R7	Ratio éléments-Formation	Nb	30	30	15	-15	NA		
138-1-7-6	Le système commun est fonctionnel, constamment amélioré et maîtrisé par les agents de l'Etat								
138-1-7-6-R1	Pourcentage de réalisation du système commun	%	785	785	0	-785	NA		
138-1-7-7	Les systèmes d'informations sur les finances publiques et le fonctionnement des services publics sont contrôlés par l'IGE								
138-1-7-7-R1	Nombre de systèmes d'informations concernant les finances publiques, les ressources et patrimoines publics auxquelles l'IGE peut se connecter	Nb	2	2	2	0	A		
138-1-8	Assurer la coordination des investissements et de leurs financements								
138-1-8-1	Les investissements prioritaires programmés sont effectivement exécutés								
138-1-8-1-R1	Volume d'investissement décaissé par an	USD	700 000 000	700 000 000	743369359	43369359	A		

138-1-9 Valoriser l'éthique politique

138-1-9-1	Opérationnalisation de la plateforme de dialogue politique entre les parties prenantes							
138-1-9-1-R1	Taux de participation des parties prenantes	%	60	60	0	-60	NA	
138-1-9-2	Sérénité politique							
138-1-9-2-R1	Taux d'adhésion des partis politiques et organisations à la plateforme de soutien au Président	%	60	60	0	-60	NA	

138-2 Evaluer la contribution de l'Armée dans la réalisation du volet défense et sécurité**138-2-1 Appui à la restauration de la discipline au sein des formations militaires**

138-2-1-1	Amélioration du professionnalisme de l'Armée Malagasy							
138-2-1-1-R1	Ratio éléments-Formation	%	50	50	15	-35	NA	
138-2-1-2	Augmentation de confiance de la population vis-à-vis de l'Armée Malagasy							
138-2-1-2-R1	taux d'insécurité	%	70	70	0	-70	NA	

138-2-2 Suivi et évaluation du fonctionnement administratif et logistique des formations

138-2-2-1	Harmonisation de l'administration militaire en général							
138-2-2-1-R1	Dossiers traités et taux de répartition équitable l'effectif des éléments de l'Armée	Nb	50	50	0	-50	NA	
138-2-2-2	Développement économique grâce à l'optimisation des décisions en terme de répartition des Forces de sécurité en fonction du niveau d'insécurité de chaque region.							
138-2-2-2-R1	Taux d'insécurité	%	70	70	0	-70	NA	
138-2-2-3	Contribution à la préparation de la prise de décision du Président de la République en matière de défense							
138-2-2-3-R1	Réunions avec les chefs hiérarchiques	Nb	50	50	50	0	A	

138-4 Appliquer la politique de tolérance zéro pour la corruption**138-4-1 Système judiciaire impartial et indépendant, administration publique et sécurité**

138-4-1-1	Défi 69: Lutte contre la corruption à tolérance zéro							
138-4-1-1-R1	Pourcentage de rapports de vérification ayant fait l'objet de suivi des recommandations	%	40	40	0	-40	NA	

620 APPUI AU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET ECONOMIQUE**620-1 Contribution à un environnement favorable au développement social et économique****620-1-1 Réduire d'au moins 50% le nombre de nouvelles infections à VIH dans les sous**

620-1-1-1	Les populations clés les plus exposés au VIH et les personnes ayant des rapports sexuels occasionnels adoptent des comportements et pratiques sexuelles à moindre risque							
620-1-1-1-R1	Pourcentage des populations clés les plus exposés au VIH ayant utilisé un préservatif au cours de leur dernier rapport sexuel/anal-	%	PS=90	PS=90	82	-8	NA	
620-1-1-2	Les besoins en ressources pour la mise en œuvre du plan stratégique national de riposte au SIDA couverts à la réponse nationale au SIDA							
620-1-1-2-R1	Montant des ressources allouées	USD	>613,583	>613,583	150	-463,58	NA	
620-1-1-3	Les adultes de 15-49 ans ont des attitudes de non stigmatisation et non discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH							
620-1-1-3-R1	Pourcentage des adultes de 15-49 ans qui expriment les 4 attitudes de tolérance vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH	%	Homme:>50	Homme:>50	48	-2	NA	
620-1-1-3-R2	Pourcentage des adultes de 15-49 ans qui expriment les 4 attitudes de tolérance vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH	%	Femme:>50	Femme:>50	51	1	A	
620-1-1-4	Les adultes et enfants vivants avec le VIH bénéficient d'une prise en charge médicale, psychologique, sociale et juridique de qualité							
620-1-1-4-R1	Pourcentage de personnes vivant	%	87	87	85	-2	NA	

avec le VIH (adultes et enfants) qui ont bénéficié des services de soutien psychologique, social et juridique parmi celles qui sont suivies

620-1-2 Préserver la paix sociale et protection sociale

620-1-2-1 SPDSN opérationnel

620-1-2-1-R1	Taux de réalisations des objectifs liés à la gestion administrative et financière	%	100	100	100	0	A
--------------	---	---	-----	-----	-----	---	---

620-1-2-2 Les capacités technologiques et industrielles relatives à la défense et la sécurité nationale développées

620-1-2-2-R1	Nombre de départements ou services dotés d'outils et de matériels de sécurité adéquats	Nb	22	22	0	-22	NA
--------------	--	----	----	----	---	-----	----

620-1-2-3 Participation des populations défavorisées à la vie sociale et au progrès collectif

620-1-2-3-R1	Taux de populations bénéficiaires	%	100	100	75	-25	NA
--------------	-----------------------------------	---	-----	-----	----	-----	----

620-1-2-4 Insécurité sur l'ensemble du territoire réduite

620-1-2-4-R1	Taux d'insécurité par zone et par secteur d'intervention réduit	%	10	10	9	-1	NA
--------------	---	---	----	----	---	----	----

620-1-3 Pilotage de la réforme relative à la RSS

620-1-3-1 Documents de politique de défense et de stratégie de sécurité nationale élaboré

620-1-3-1-R1	Nombre de documents cadres relatifs au renforcement de sécurité national validés	Nb	2	2	1	-1	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

620-1-3-2 Insécurité sur l'ensemble du territoire réduite

620-1-3-2-R1	Taux d'insécurité par zone et par secteur d'intervention réduit	%	10	10	0	-10	NA
--------------	---	---	----	----	---	-----	----

620-1-3-3 Capacités du SPDSN renforcées

620-1-3-3-R1	Nombre de Personnel du SPDSN performant dans la gestion de la sécurité nationale	Nb	1	1	0	-1	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

620-1-3-3-R2	Nombre de succursales mis en réseau	Nb	0	0			Autres
--------------	-------------------------------------	----	---	---	--	--	--------

620-1-3-4 Les capacités technologiques et industrielles relatives à la défense et la sécurité nationale développées

620-1-3-4-R1	Nombre de départements ou services dotés d'outils et de matériels de sécurité adéquats	Nb	2	2	0	-2	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

620-1-3-5 Pilotage de la RSS appuyé

620-1-3-5-R1	Nombre de documents stratégiques validés et appliqués par les secteurs sécuritaires	Nb	2	2	0	-2	NA
--------------	---	----	---	---	---	----	----

620-1-3-5-R2	Nombre de personnel du SPDSN performant en matière de pilotage de la RSS	Nb	1	1	1	0	A
--------------	--	----	---	---	---	---	---

620-1-3-6 SPDSN opérationnel

620-1-3-6-R1	Taux de réalisations des objectifs liés à la gestion administrative et financière.	%	100	100	100	0	A
--------------	--	---	-----	-----	-----	---	---

620-1-3-7 Salle de crise pour la gestion de la sécurité nationale mise en place

620-1-3-7-R1	Taux cumulé de l'opérationnalisation de la salle de crise	%	50	50	50	0	A
--------------	---	---	----	----	----	---	---

620-1-4 Promouvoir le développement du secteur rural

620-1-4-1 Stabilité au niveau des communes et Fokontany améliorées

620-1-4-1-R1	Pourcentage des activités/projets ayant atteint les résultats escomptés	%	55	55	0	-55	NA
--------------	---	---	----	----	---	-----	----

620-1-5 Développer le secteur privé et le secteur relais

620-1-5-1 Les investissements privés notamment le textile ont augmenté

620-1-5-1-R1	Volume d'exportation AGOA	DTS	>500	>500	0	-500	NA
--------------	---------------------------	-----	------	------	---	------	----

(en DTS)

620-1-5-2	Le climat des affaires est amélioré							
620-1-5-2-R1	Classement Doing business	rang	<130	<130	161	31	NA	
620-1-5-3	Le partenariat public privé est développé							
620-1-5-3-R1	Nombre de contrats PPP établis	Nb	1	1	0	-1	NA	

02 SENAT

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
020 SENAT						
002 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
002-1 Promouvoir la bonne gouvernance au niveau de l'administration du Sénat						
002-1-1 Assurer la bonne gestion des moyens matériels, financiers et humains bonne coordination des activités du Sénat						
002-1-1-1 Agents efficaces, compétentes et motivés						
002-1-1-1-R1	Durée moyenne du traitement des dossiers	Jour	28	28	27	-1 A
002-1-1-2 Environnement de travail décent						
002-1-1-2-R1	Nombre de locaux répondant aux normes	Nb	40	40	21	-19 NA
002-1-2 Assurer une bonne coordination des activités du Sénat						
002-1-2-1 Gestion transparente et efficiente des activités du Sénat						
002-1-2-1-R1	Nombre de rapport et compte rendu	Jour	8	8	4	-4 NA
119 GESTION OPERATIONNELE DES MISSIONS DES PARLEMENTAIRES DU SENAT						
119-1 Promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance du sénat						
119-1-1 Renforcer les rôles: législatif, du conseil au Gouvernement et du contrôle sur l'exécutif du sénat et évaluation						
119-1-1-1 Pouvoir législatif opérationnel et efficace						
119-1-1-1-R1	Taux d'assiduité des sénateurs aux travaux parlementaires	%	80	80	44	-36 NA
119-1-2 Renforcer la culture de redevabilité, de transparence et le rôle des sénateurs dans le processus de la décentralisation						
119-1-2-1 Sénateurs redevables et responsables						
119-1-2-1-R1	Pourcentage de compte rendu périodique pour chaque mission des sénateurs	%	95	95	0	-95 NA
119-1-3 Renforcer la stabilité institutionnelle						
119-1-3-1 Apaisement politique						
119-1-3-1-R1	Diminution de taux des manifestations	%	15	15	20	5 A

03 ASSEMBLEE NATIONALE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Eval
			Initiales	Finales	réalisées		uatio
							n
030	ASSEMBLEE NATIONALE						
003	ADMINISTRATION ET COORDINATION						
003-1	Rendre l'Administration parlementaire plus performante en vue d'accroître son efficacité						
003-1-1	Renforcer l'administration parlementaire en vue d'accroître son efficacité						
003-1-1-1	Administration parlementaire efficace renforcée						
003-1-1-1-R2	Delai de traitement des dossiers	Nb de jr	10	10	10	0	A
101	GOVERNANCE RESPONSABLE						
101-1	Renforcer l'Etat de droit et affirmer la démocratie au niveau international						
101-1-1	Renforcer les relations entre les élus et les citoyens						
101-1-1-1	Relations entre les élus et les citoyens renforcées						
101-1-1-1-R1	Nombre de contrôles parlementaires	Nb	10	10	10	0	A
101-1-1-1-R2	Nombre de tournées parlementaires	Nb	1 500	1 500	1 562	62	A
101-1-2	Soutenir le renforcement des capacités des parlementaires et assurer le paiement des salaires et avantages des députés						
101-1-2-1	Capacités des parlementaires renforcées, et paiement des salaires et avantages des Députés assuré						
101-1-2-1-R1	Nombre de lois votées	Nb	48	48	28	-20	NA
101-1-2-1-R2	Taux d'exécution budgétaire	%	99,65	99,65	100	0,35	A
101-1-3	Participer à des réunions internationales						
101-1-3-1	Relations internationales raffermiss						
101-1-3-1-R1	Nombres de participations à des réunions internationales	Nb	15	15	35	20	A

04 HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
			Initiales	Finales			
040 HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE							
004 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
004-1 Promouvoir une justice constitutionnelle moderne et indépendante							
001-4-1 Assurer le fonctionnement optimal de l'Institution et préserver son indépendance							
004-1-1-1	Coordination des activités assurée et améliorée						
004-1-1-1-R1	Nombre de réunions du staff et/ou de la Cellule Financière	Nb	24	24	28	4	A
004-1-1-2	Système de contrôle et de suivi évaluation rigoureux et efficace						
004-1-1-2-R1	Nombre de contrôles effectués	Nb	3	3	8	5	A
004-1-1-2-R2	Nombre de Directions ayant fait leurs rapports d'activités	Nb	8	8	8	0	A
004-1-1-3	Effectivité de l'autonomie de l'Institution						
004-1-1-3-R1	Nombre de délibérations à caractère administratif et financier adoptées	Nb	4	4	9	5	A
004-1-1-4	Visibilité et présence effective de l'Institution						
004-1-1-4-R2	Nombre de déplacements, représentations et visites	Nb	32	32	45	13	A
004-1-1-5	Centre de documentation et d'études opérationnel						
004-1-1-5-R1	Nombre de consultation et de prêts enregistrés	Nb	210	210	30	-180	NA
004-1-2 Assurer la sécurité des hautes personnalités, des infrastructures et du patrimoine de la HCC							
004-1-2-1	Sécurité assurée, sérénité de la Cour						
004-1-2-1-R1	Pourcentage des agents de sécurité ayant suivi de formation	Taux	35	35	4,30	-30,70	NA
004-1-2-1-R3	Taux de satisfaction des besoins en matériels et en infrastructures de sécurité	Taux	50	50	20	-30	NA
004-1-3 Gérer les ressources de l'Institution selon les règles de la bonne gouvernance							
004-1-3-1	Entretien des biens de la HCC assurée						
004-1-3-1-R1	Taux de réalisation des entretien et maintenance	Taux	75	75	75	0	A
004-1-3-2	Gestion des ressources automatisée, bonne gouvernance assurée						
004-1-3-2-R1	Nombre de manuels de procédure élaborés	Nb	2	2	2	0	A
004-1-3-2-R2	Nombre d'applications informatiques de gestion développées	Nb	2	2	2	0	A
004-1-3-3	Capacités techniques et opérationnelles des agents améliorées						
004-1-3-3-R1	Taux de réalisation des activités de formation	%	60	60	0	-60	NA
004-1-3-4	Dossiers du personnel en souffrance réduits						
004-1-3-4-R1	Taux de dossiers du personnel traités	%	75	75	67	-8	NA
004-1-3-5	Environnement de travail favorable au dialogue						
004-1-3-5-R1	Structure de dialogue mise en place et opérationnelle	Logique	oui	oui	non	non	NA
004-1-3-5-R2	Taux de doléances traitées	Taux	85	85	0	-85	NA
004-1-3-6	Personnel en bonne santé et dynamique						
004-1-3-6-R1	Nombre d'activités physiques et sportives organisées	Nb	25	25	0	-25	NA
004-1-3-6-R2	Service Médico-social mis en	Logique	oui	oui	non	non	NA

	place et opérationnel							
004-1-3-7	Utilisation des ressources financières optimisée							
004-1-3-7-R1	Taux d'exécution du budget	%	96	96	99,91	3,91	A	
004-1-3-8	Efficacité de l'organe de commande publique							
004-1-3-8-R1	Taux de réalisation des marchés publics	%	95	95	91	-4	NA	
004-1-3-9	Besoins en matériels et en infrastructures satisfaits, condition de travail décente							
004-1-3-9-R1	Ratio du nombre de postes informatiques/nombre d'agents	ratio	0,7	0,7	0,90	0,20	A	
004-1-3-9-R2	Taux de satisfaction des besoins en matériels et en infrastructures	%	75	75	70	-5	NA	

102 GOUVERNANCE RESPONSABLE

102-1 Consolider ou renforcer l'état de droit et la démocratie

102-1-1 Avoir des élections fiables, crédibles et transparentes

102-1-1-1	Capacités électorales de la HCC améliorées ou renforcées						
102-1-1-1-R1	Nombre de sessions, d'ateliers ou séminaires d'appropriation des cadres légaux et réglementaires des élections organisés	Nb	5	5	2	-3	NA
102-1-1-1-R2	Disponibilité du manuel de procédure sur le contentieux électoral	Logique	oui	oui	oui	oui	A
102-1-1-1-R3	Nombre de réunions avec les autres Institutions impliquées dans le processus électoral	Nb	2	2	1	-1	NA
102-1-1-1-R6	Nombre d'acteurs du processus électoral formés	Nb	36	36	1	-35	NA
102-1-1-1-R7	Nombre de voyages d'études ou d'échanges d'expériences en matière électorale avec les Cours étrangères organisés	Nb	1	1	0	-1	NA
102-1-1-2	Régularité et sincérité du scrutin assurée						
102-1-1-2-R1	Nombre d'applications informatiques de gestion du contentieux et de traitement des résultats développées	Nb	1	1	1	0	A
102-1-1-3	Transparence des actions de l'Institution en matière électorale						
102-1-1-3-R1	Nombre de Régions bénéficiant des séances de sensibilisation et d'information	Nb	12	12	22	10	A

102-1-2 Promouvoir le respect de la constitution par les organes étatiques

102-1-2-1	Respect de la Constitution garanti						
102-1-2-1-R1	Nombre d'audiences	Nb	32	32	18	-14	NA
102-1-2-1-R2	Nombre de décisions prises, d'arrêts rendus et d'avis émis	Nb	42	42	58	16	A
102-1-2-2	Professionalisme des juges, des cadres et du personnel du Greffe						
102-1-2-2-R1	Nombre de formations, de voyages d'étude et/ou d'échanges d'expériences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur	Nb	2	2	0	-2	NA
102-1-2-2-R2	Nombre de participations aux réunions statutaires des Cours ou Conseils constitutionnels étrangers	Nb	2	2	0	-2	NA

102-1-3 Améliorer le système d'information

102-1-3-1	Citoyens mieux informés : citoyens responsables et participatifs à la vie socio-politique et économique						
102-1-3-1-R1	Nombre de visiteurs du site web	Nb	80 000	80 000	138 188	58 188	A
102-1-3-1-R2	Nombre de portes ouvertes	Nb	6	6	0	-6	NA

	organisées							
102-1-3-1-R3	Disponibilité de la stratégie de l'information	Logique	oui	oui	oui	oui	A	
102-1-3-1-R4	Nombre de personnes ayant accédé au Centre de documentation	Nb	120	120	5	-115	NA	
102-1-3-2	102-1-3-2 Système informatique sécurisé et efficace							
102-1-3-2-R1	Système informatique intègre	Logique	oui	oui	oui	oui	A	
102-1-3-2-R2	Taux de bureaux interconnectés	Taux	70	70	70	0	A	
102-1-3-2-R3	Nombre de techniciens et d'utilisateurs informatiques formés	Nb	12	12	12	0	A	

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 ADMINISTRATION ET COORDINATION

005-1 Assurer les conditions favorables au bon fonctionnement de l'Administration générale de la Primature

005-1-1 Assurer une gestion efficace des ressources

005-1-1-1 Administration de la primature performant

Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
005-1-1-1-R1 Administration performant (Oui-Non)	Logique	oui	oui	oui	A

005-1-2 Assurer la sécurité du Premier Ministre, et du domaine de Mahazoarivo en tant que Palais d'Etat (DS)

005-1-2-1 Domaine de Mahazoarivo en tant que Palais d'Etat (DS) sécurisée

005-1-2-1-R1 Domaine de Mahazoarivo en tant que Palais d'Etat (DS) sécurisé (oui-non)	Logique	oui	oui	oui	A
---	---------	-----	-----	-----	---

005-1-2-2 Sécurité du Premier Ministre assurée

005-1-2-2-R1 Intégrité physique et morale du PM assurées(oui-non)	Logique	oui	oui	oui	A
---	---------	-----	-----	-----	---

005-1-3 Améliorer les stratégies de communication et la télécommunication au sein de la Primature

005-1-3-1 L'image du Premier Ministre protégée

005-1-3-1-R1 Taux de critiques à l'encontre du Premier Ministre par rapport aux articles de presses axées sur la vie de la Nation	%	10	10	2,65	-7,35	A
---	---	----	----	------	-------	---

005-1-3-2 Délai de traitement des dossiers réduit, économie de coût et d'énergie

005-1-3-2-R1 Doléances réduites (gain en réduction)	Nb	6	6	5	-1	A
---	----	---	---	---	----	---

139 PILOTAGE ET COORDINATION, APPUI, MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET CONTRÔLE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES

139-1 Harmoniser la mise en œuvre des actions relatives à la politique générale de l'Etat des départements ministériels

139-1-1 Assurer le processus d'élaboration des textes et la défense de l'intérêt de l'Etat

139-1-1-1 Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégé

139-1-1-1-R1 Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégé (OUI-NON)	Logique	oui	oui	oui	oui	A
---	---------	-----	-----	-----	-----	---

139-1-2 Harmoniser la mise en œuvre des actions dans le domaine de la sécurité et de la défense nationale

139-1-2-1 Plans stratégiques en matière de sécurité et défense élaborés et opérationnels

139-1-2-1-R1 Nombre de documents de stratégie nationale de sécurité élaboré et validé	Nb	2	2	2	0	A
---	----	---	---	---	---	---

139-1-3 Coordonner la mise en œuvre des actions de lutte contre toutes formes de trafics illicites

139-1-3-1 Les actions de lutte contre toutes formes de trafics illicites sont effectives

139-1-3-1-R1 Actions de lutte contre toutes formes de trafics illicites effectives (OUI-NON)	Logique	oui	oui	oui	oui	A
--	---------	-----	-----	-----	-----	---

139-1-4 Pilotage des actions du gouvernement

139-1-4-1 Administration publique efficiente et efficace

139-1-4-1-R1 Indice de performance	i	1	1	0	-1	NA
------------------------------------	---	---	---	---	----	----

827 APPUI AU DEVELOPPEMENT

827-2 Soutenir le développement durable pour Madagascar

827-2-1 Soutenir les activités économiques, sociales et environnementales face aux risques et aux aléas climatiques

827-2-1-1 Résilience socio-économique, environnementale et infrastructures clés renforcée

827-2-1-1-R1 Ratio des nombres de personnes touchées par des aléas avant et après le projet	ratio	3	3	2	-1	NA
---	-------	---	---	---	----	----

827-2-2	Améliorer le secteur social des populations défavorisées pour un développement durable et inclusif							
827-2-2-1	Les conditions de vie des personnes vulnérables pour une autonomie financière améliorées							
827-2-2-1-R1	Conditions de vie des personnes vulnérables pour une autonomie financière améliorées(OUI-NON)	Logique	oui	oui	oui	oui	A	
827-2-3	Coordonner la mise en œuvre des actions et des aides au développement							
827-2-3-1	Un dispositif de coordination et un document de politique générale régissant la gestion de la coopération au développement est disponible et approprié par tous les acteurs de développement							
827-2-3-1-R1	Disponibilité d'un document de politique de coopération au développement (OUI-NON)	Logique	oui	oui	non	non	NA	
827-2-3-2	Les interventions en milieu rural ainsi que les acteurs au développement rural sont coordonnés et harmonisés suivant le cadre des documents stratégiques en matière de développement rural (PGE,IEM)							
827-2-3-2-R1	Interventions en milieu rural ainsi que les acteurs au développement rural sont coordonnés et harmonisés (Oui-Non)	Logique	oui	oui	oui	oui	A	
827-2-4	Renforcer les capacités et développer les compétences (capacity development) à travers l'accès à des formations et des connaissances de haut niveau							
827-2-4-1	Informations et connaissances déterminantes dans l'accompagnement du changement et du développement socio-économique							
827-2-4-1-R1	Taux d'impact socio-économique	%	80	80	54	-26	NA	

06 CONSEIL FAMPPIHAVANANA MALAGASY

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uatio n
060 RECONCILIATION MALAGASY						
057 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
057-1 Promouvoir la bonne gouvernance						
057-1-1 Instaurer une administration publique orientée vers l'efficacité et l'efficacé						
057-1-1-1 Ressources financières utilisées a bon escient						
057-1-1-1-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	98,47	1,47 A
057-2 Assurer les conditions favorables au bon fonctionnement de l'Administration du CFM						
057-2-1 Instaurer une administration efficace et efficace						
057-2-1-1 Ressources financières utilisées à bon escient						
057-2-1-1-R1	Ressources financières utilisées à bon escient	%	98	98	98	0 A
057-2-1-2 Gestion améliorée des Ressources humaines et du Patrimoine						
057-2-1-2-R1	Gestion améliorée des Ressources humaines et du Patrimoine	%	95	95	90	-5 NA
057-2-2 Assurer la coordination des activités du CFM						
057-2-2-1 Activités du CFM coordonnées						
057-2-2-1-R1	Activités du CFM coordonnées	Nb	15	15	15	0 A
057-2-2-2 Communication interne et externe renforcée						
057-2-2-2-R1	Communication interne et externe renforcée	%	80	80	80	0 A
823 RECONCILIATION NATIONALE						
823-1 Promouvoir une population réconciliée, une société paisible et une nation développée						
823-1-1 Eradiquer et prévenir les crises récurrentes						
823-1-1-3 Environnement favorable au respect de la démocratie, instauré						
823-1-1-3-R1	Nombre d'initiatives de réconciliation et de paix déployées	Nb	6	6	7	1 A
823-1-1-4 Respect mutuel de la culture, tradition et religion, consolidé						
823-1-1-4-R1	Nombre d'initiatives entreprises	Nb	6	6	7	1 A
823-1-1-5 Dynam-piarahamonina en conformité avec les lois et textes en vigueur						
823-1-1-5-R1	Nombre d'initiatives entreprises	Nb	6	6	4	-2 NA
823-1-1-7 Respect de l'Etat de droit et de la démocratie , renforcé						
823-1-1-7-R1	Nombre d'initiatives entreprises	Nb	6	6	7	1 A
823-1-2 Promouvoir une refondation de la nation de la République						
823-1-2-2 Stabilité sociale restaurée et consolidée						
823-1-2-2-R1	Nombre de forums organisés	Nb	22	22	22	0 A
823-1-2-3 Processus pour la paix durable opérationnalisés						
823-1-2-3-R1	Nombre d'initiatives de réconciliation et de paix déployées	Nb	7	7	9	2 A
823-1-4 Réparer et/ou indemniser les victimes des conflits politiques						
823-1-4-1 Victimes réparées et/ou indemnisées						
823-1-4-1-R1	Nombre de victimes identifiées	Nb	1 000	1 000	Nd	Nd Nd
823-1-4-2 Instrument juridico-politique élaboré						
823-1-4-2-R1	Nombre de textes	Nb	1	1	Nd	Nd Nd
823-1-4-3 Victimes identifiées						
823-1-4-3-R1	Victimes identifiés	Nb	1 500	1 500	Nd	Nd Nd
823-1-4-4 Dossiers parvenus au CFM, traités						
823-1-4-4-R1	Nombre de dossiers traités	Nb	50	50	Nd	Nd Nd
823-1-5 Finaliser le processus de l'amnistie concernant les événements politiques de 2002 à la fin de la transition						
823-1-5-1 Dossiers parvenus au CFM, traités						
823-1-5-1-R1	Nombre d'initiatives entreprises	Nb	28	28	18	-10 NA

823-1-5-2	Respect de l'Etat de droit et de la démocratie, renforcé							
823-1-5-2-R1	Nombre d'initiatives entreprises	Nb	6	6	0	-6	NA	
823-1-6	Procéder à la gestion efficace des ressources humaines							
823-1-6-1	Ressources humaines gien gérées							
823-1-6-1-R1	Poucentage de personnel assidu et compétant	%	50	50	97	47	A	

07 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
		Initiales	Finales			
070 ELECTIONS						
060 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
060-1 Assurer l'indépendance, l'opérationnalité et le professionnalisme de la CENI						
060-1-1 Assurer l'indépendance de la CENI						
060-1-1-1 Adéquation: statut-mission-règles (administratif et financier) -moyens de mise en œuvre						
060-1-1-1-R1	Utilisation de ressources en Frais médicaux payés moyennant Remboursement frais médicaux et paiement des prises en charge auprès des établissements agréés (IPM, IMM) pour les agents de la CENI et de ses démembrements ainsi que leur famille (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R2	Utilisation en Produits alimentaires moyennant Eau minérale et collations pour réunions Siège CENI (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R3	Utilisation de ressources en Mission extérieure pour Siège CENI: déploiement ou rapatriement de matériel et fourniture vers ou à partir district (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R4	Utilisation de ressources en Documents divers moyennant Documents divers pour Siège CENI (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R5	Utilisation en Produits de nettoyage pour le Siège CENI (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R6	Utilisation de ressources en Bâtiments entretenus/réparés pour Siège CENI , 6 CEP, 22 CER et 119 CED (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R7	Utilisation de ressources en Quote part eau et électricité ININFRA pour contribution mensuelle aux charges communes de JIRAMA (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R8	Utilisation de ressources en Matériels informatiques, électrique, électroniques réparés pour Ordinateurs, imprimantes, climatiseurs du Siège de la CENI (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-R9	Utilisation en Imprimés, cachets et documents pour le Siège CENI, 6 CEP, 22 CER, 119 CED	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-RA	Utilisation des Indemnités mensuelles de Salaires/indemnités et charges sociales de 293 agents du SEN (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-RB	Utilisation en Eau et électricité pour Siège CENI, d'un CEP et 35 districts (%)	%	100	100	100	0 A
060-1-1-1-RC	Utilisation en Consomptibles	%	100	100	100	0 A

	informatiques pour le Siège CENI, 6 CEP, 22 CER et 119 CED							
060-1-1-1-RD	Utilisation de ressources en Véhicules entretenus/réparés pour 40 voitures et 29 motos cross du Siège de la CENI, 6 motos cross des CEP, 22 motos cross des CER et 119 motos cross des CED(%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RE	Utilisation en Fournitures et articles de bureau pour le Siège CENI, 6 CEP, 22 CER, 119 CED(%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RF	Utilisation en Carburants pour fonctionnement du Siège CENI, 6 CEP, 22 CER, 119 CED (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RG	Utilisation de ressources en Ateliers, cadre de concertation pour Siège CENI, pour 6 CEP et 22 CER (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RH	Utilisation de ressources en Cotisation pour Cotisation annuelle au RECEF (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RI	Utilisation des Indemnités mensuelles de 39 membres de cabinet (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RJ	Utilisation des Indemnités mensuelles de 9 commissaires électoraux nationaux (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RK	Utilisation en Petit outillage médical pour le Service médical Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RL	Utilisation de ressources en Mission intérieure pour personnel du Siège CENI, des 6 CEP, 22 CER et 119 CED (%)	%	100	100	0	-100	NA	
060-1-1-1-RM	Utilisation en Produits pharmaceutiques Médicaments pour le Service médical Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RN	Utilisation des Indemnités mensuelles de Salaires/indemnités et charges sociales des démembrés (en 6 chefs-lieux de province CEP, 22 chefs-lieux de région CER, 119 districts CED) (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RP	Utilisation en Internet pour Siège CENI : abonnement fibre optique (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RQ	Utilisation en Consommables médicaux pour le Service médical Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A	
060-1-1-1-RR	Utilisation de ressources en Transports divers pour Siège CENI: déploiement ou rapatriement de matériel et fourniture vers ou à partir district (%)	%	100	100	100	0	A	

060-1-2 Assurer l'opérationnalité de la CENI

060-1-2-1 Adéquation: statut-mission-règles (administratif et financier) -moyens de mise en œuvre

060-1-2-1-R1	Utilisation de ressources en Batiments administratifs pour Construction de batiments administratifs pour CER et CED (%)	%	100	100	100	0	A
--------------	---	---	-----	-----	-----	---	---

126 MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS ELECTORAL

126-1 Garantir le droit de vote pour tous les citoyens ayant droit

126-1-1 Assurer l'indépendance de la CENI

126-1-1-1 SUPPRIME

126-1-1-1-R1	ANNULE	%	100	100			
126-1-1-1-R2	Paiement des charges permanentes de la CENI et de ses démembrements	%	100	100	100	0	A

126-1-2 Renforcer les capacités d'organisation des élections de la CENI

126-1-2-1 Les matériels électoraux sont renouvelés et sont disponibles pour les scrutins à organiser

126-1-2-1-R1	Acquisition de matériels électoraux	%	72	72	0	-72	NA
--------------	-------------------------------------	---	----	----	---	-----	----

126-1-2-2 Le siège de la CENI comme ses démembrements disposent de locaux et mobiliers adéquats pour gérer efficacement les opérations électorales

126-1-2-2-R1	Acquisition de mobiliers	%	72	72	0	-72	NA
126-1-2-2-R2	Renforcement de la sécurité des bureaux de 114 CED	%	72	72	0	-72	NA
126-1-2-2-R3	Construction/réhabilitation des bureaux	%	72	72	0	-72	NA

126-1-2-3 Le Centre national de traitement des données informatiques, les centres informatiques régionaux ainsi que les centres informatiques de district sont opérationnels et sont à même de réaliser effectivement et efficacement les tâches qui leur incombent

126-1-2-3-R1	Utilisation de ressources en Ordinateurs et imprimantes pour Ordinateurs de bureau, serveur et imprimantes à grande capacité	%	72	72	72	0	A
126-1-2-3-R2	Taux d'Acquisition de mobiliers pour le CNTDI, les CIR et les CID	%	72	72	0	-72	NA
126-1-2-3-R3	Réparation de matériels informatiques usagés	%	72	72	72	0	A

126-1-2-4 Les capacités du Service de la logistique électorale sont améliorées

126-1-2-4-R1	Entretien des véhicules administratifs réquisitionnés au niveau régional	%	79	79	0	-79	NA
126-1-2-4-R2	Acquisition de matériels et outillages pour le Service de la logistique électorale au niveau du Siège	%	72	72	0	-72	NA
126-1-2-4-R3	Acquisition de véhicules multifonction pour la logistique électorale au niveau du Siège	%	100	100	0	-100	NA

126-1-3 Renforcer les capacités de communication de la CENI

126-1-3-1 La population est mieux informée du déroulement des activités du processus électoral

126-1-3-1-R1	Acquisition de matériels informatiques pour le Service de la communication de la CENI	%	72	72	0	-72	NA
--------------	---	---	----	----	---	-----	----

126-1-4 Organiser des élections crédibles, transparentes et accepter par tous

126-1-4-2 Tous les personnels responsables des opérations électorales sont indemnisés et assument de manière efficace leurs tâches

126-1-4-2-R1	Utilisation de ressources en Indemnités de session pour Indemnités de session: - 6x3 membres de CEP - 22x3	%	72	72	72	0	A
--------------	--	---	----	----	----	---	---

membres de CER - 119x3
membres de CED - 1695x3
membres de CEC - 174 membres
de Structures d'appui - 18 990
agents électoraux - 18 990x2
membres de CLRE - Opérateurs
de saisie (nombre variable) - 119
chefs de districts - 119 agents du
Trésor public

126-1-5 Promouvoir la participation des citoyens au vote responsable

126-1-5-1 SUPPRIME

126-1-5-1-R1	Taux de réalisation de toutes les élections prévues dans l'échéance électorale 2018 - 2020	%	100	100	100	0	A
126-1-5-1-R2	Pourcentage de bureaux de vote servis à temps des matériels sensibles et fournitures électoraux	%	100	100	100	0	A
126-1-5-2	Les citoyens sont informés de leurs droits et leurs responsabilités vis-à-vis de l'élection						
126-1-5-2-R1	Utilisation de ressources en Abonnement mensuel : téléphone moyennant Flotte téléphonique pour Siège CENI, 6 CEP, 22 CER et 119 CED	%	72	72	72	0	A

126-1-6 Assurer une lecture commune des dispositions légales et réglementaires sur les élections

126-1-6-1 Les parties prenantes aux élections sont informées et s'approprient des activités dans le processus électoral

126-1-6-1-R1	Pourcentage des nouveaux titulaires de CNI inscrits dans la liste électorale	%	100	100	100	0	A
126-1-6-2	Elections présidentielles, législatives et communales réalisées dans les meilleures conditions juridiques (le nombre de recueils est suivant le type de l'élection)						
126-1-6-2-R1	Nombre des intervenants outillés et utilisant les recueils de textes régissant les élections	Nb	30 000	30 000	0	-30000	NA
126-1-6-3	Procédure contentieuse plus allégée et accessible à tous						
126-1-6-3-R1	Pourcentage de couverture nationale de cadre de concertation (119/119 district, 6/6 provinces)	%	100	100	25	-75	NA
126-1-6-4	Observations électorales bien encadrées et bien organisées						
126-1-6-4-R1	Nombre des intervenants outillés et utilisant les recueils de textes régissant les élections	Nb	30 000	30 000	0	-30000	NA
126-1-6-4-R2	Pourcentage de rapport d'observation exploité	%	100	100	100	0	A
126-1-6-6	Connaissance des procédures contentieuses en matière électorale appropriée par tous						
126-1-6-6-R1	Pourcentage de manuel de procédure conçue par rapport au nombre d'élection organisé	%	100	100	100	0	A
126-1-6-6-R2	Pourcentage de partie prenante dotée de manuel de procédure	%	100	100	100	0	A
126-1-7	Assurer l'efficacité de la gestion de la logistique électorale						
126-1-7-1	Tous les bureaux de vote mis en place sont opérationnels						
126-1-7-1-R1	Pourcentage de textes législatifs et réglementaires relatifs au processus électoral étoffés et en cohérence	%	95	95	95	0	A
126-1-7-2	BV servis à temps pour les élections						
126-1-7-2-R1	Pourcentage de bureaux de vote servis à temps des matériels sensibles et fournitures électoraux	%	100	100	100	0	A

126-1-8 Renforcer les capacités d'organisation des élections de la CENI

126-1-8-1 Le Centre national de traitement des données informatiques, les centres informatiques régionaux ainsi que les centres informatiques de district sont opérationnels et sont à même de réaliser effectivement et efficacement les tâches qui leur incombent

126-1-8-1-R1	Taux d'acquisition de matériels informatiques pour le CNTDI, les CIR et les CID	%	72	72	0	-72	NA
--------------	---	---	----	----	---	-----	----

126-1-8-3 Le Siège de la CENI comme ses démembrements disposent de locaux et mobiliers adéquats pour gérer efficacement les opérations électorales

126-1-8-3-R1	Taux de construction d'un bâtiment R+1 pour le Siège des structures de la CENI (CEP+CER+CED) au niveau de chaque chef-lieu de région	%	72	72	0	-72	NA
--------------	--	---	----	----	---	-----	----

126-1-8-4 Les matériels électoraux sont renouvelés et sont disponibles pour les scrutins à organiser

126-1-8-4-R1	Taux d'acquisition de matériels électoraux	%	72	72	0	-72	NA
--------------	--	---	----	----	---	-----	----

126-2 Mettre en oeuvre la stratégie nationale d'éducation civique électorale**126-2-1 Promouvoir l'inscription dans la liste électorale**

126-2-1-1 Atteindre un taux d'inscription de 90% sur la liste électorale jusqu'en 2022 (norme internationale =90%)

126-2-1-1-R1	Utilisation de ressources en Transports pour Transports des imprimés et fournitures de la RALE	%	100	100	100	0	A
--------------	--	---	-----	-----	-----	---	---

126-2-1-1-R2	Utilisation de ressources en Imprimés, fournitures et consommables informatiques pour Achat d'imprimés, de fournitures et consommables informatiques pour la RALE	%	100	100	100	0	A
--------------	---	---	-----	-----	-----	---	---

126-2-1-1-R3	Utilisation de ressources en Indemnités de session pour Indemnités de session: - 6x3 membres de CEP - 22x3 membres de CER - 119x3 membres de CED - 1695x3 membres de CEC - 174 membres de Structures d'appui - 18 990 agents électoraux - 18 990x2 membres de CLRE - Opérateurs de saisie (nombre variable) - 119 chefs de districts - 119 agents du Trésor public	%	100	100	100	0	A
--------------	--	---	-----	-----	-----	---	---

126-2-1-1-R4	Utilisation de ressources en Fichier électoral pour Mise à jour annuelle (du 1er décembre au 15 mai) de la base de données des électeurs	%	100	100	100	0	A
--------------	--	---	-----	-----	-----	---	---

126-3 Assurer l'indépendance, l'opérationnalité et le professionnalisme de la CENI**126-3-1 Assurer le professionnalisme de la CENI**

126-3-1-1 Election organisées de manière professionnelle

126-3-1-1-R1	Utilisation de ressources en Indemnités des intervenants pour Indemnités de session: - 6x3 membres de CEP - 22x3 membres de CER - 119x3 membres de CED - 1695x3 membres de CEC - 174 membres de Structures d'appui - 18 990	%	100	100	100	0	A
--------------	---	---	-----	-----	-----	---	---

	agents électoraux - 119 chefs de districts - 119 agents du Trésor public - Personnel de la CENI						
126-3-1-1-R2	Utilisation de ressources en Imprimés, documents et matériels électoraux pour Imprimés (bulletins de vote, PV, badges, ...), documents (guides, recueil de textes...), matériels (encre, emballages divers, panneaux...) et fournitures et consommables (kits BV, consommables informatiques, papiers ...)	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R3	Utilisation de ressources en Tenue du jour "J" pour Prise en charge des indemnités des membres de BV	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R4	Utilisation de ressources en Ordinateurs et imprimantes pour Ordinateurs de bureau, serveur et imprimantes à grande capacité	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R5	Utilisation de ressources Résultats provisoires pour '- Recrutement d'agents d'exploitation, d'opérateurs de saisie -Achat de fournitures et consommables -Location des matériels et restauration - Cérémonie de proclamation des résultats	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R6	Utilisation de ressources en Supports de communication pour Diffusion de spots audiovisuels dans les média impression et diffusion d'affiches et flyers (%)"	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R7	Utilisation de ressources en Missions de supervision pour Supervision des opérations réalisée par le Siège et par les membres des CEP, CER et CED	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R8	Utilisation de ressources en Liste électorale pour Edition de la liste des grands électeurs	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-R9	Utilisation de ressources en Résultats provisoires pour Recrutement d'agents d'exploitation, d'opérateurs de saisie -achat de fournitures et consommables -cérémonie de proclamation des résultats	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-RA	Utilisation de ressources en Liste électorale pour Edition des listes électorales	%	100	100	100	0	A
126-3-1-1-RB	Utilisation de ressources en Session de formations pour Formations en cascade sur fonctionnement des BV, des SRMV et des OVEC : -formation de formateurs Siège CENI : CEN	%	100	100	100	0	A

	et personnel SE -formations de formateurs niveau région : CEP, CER, CED -formations des membres des OVEC niveau province -formation des membres BV niveau district							
126-3-1-1-RC	Utilisation de ressources en Election des Sénateurs pour Suffrage universel indirect Collège électoral : élus des organes des CTD (maires et conseillers en l'absence d'élus régionaux) (%)"	%	100	100	100	0	A	
126-3-1-1-RD	Utilisation de ressources en Référendum pour Consultation populaire au suffrage universel direct	%	100	100	0	-100	NA	
126-3-1-1-RE	Utilisation de ressources en Transports de matériels électoraux pour Conditionnement en entrepôt, manutention, déploiement des matériels électoraux, collecte et acheminement des résultats	%	100	100	100	0	A	
126-3-1-1-RF	Utilisation de ressources en Session de formations pour Formations en cascade sur fonctionnement des BV et des SRMV: -formation de formateurs Siège CENI : CEN et personnel SE -formations de formateurs niveau région : CEP, CER, CED - formation des membres BV (25896 BVx5 personnes) niveau commune	%	100	100	0	-100	NA	

825 EDUCATION ELECTORALE ET COMMUNICATION

825-1 Mettre en œuvre la stratégie nationale d'éducation civique électorale

825-1-1 Promouvoir la participation des citoyens au vote responsable

825-1-1-1 Les citoyens sont informés de leurs droits et leurs responsabilités vis-à-vis de l'élection

825-1-1-1-R1	Utilisation de ressources en Fournitures et articles de bureau pour Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A
825-1-1-1-R2	Utilisation de ressources en Insertions publicitaires pour Insertion dans les journaux par Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A
825-1-1-1-R3	Utilisation de ressources en Consomptibles informatiques pour Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A
825-1-1-1-R4	Utilisation de ressources en Abonnements journaux moyennant Abonnement journaux pour Siège CENI (%)	%	100	100	100	0	A
825-1-1-1-R5	Utilisation de ressources en Abonnement mensuel : téléphone moyennant Flotte téléphonique pour Siège CENI, 6 CEP, 22 CER et 119 CED (%)	%	100	100	100	0	A

12 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
122 DEFENSE ET SECURITE						
007 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
007-1 Entretien d'une capacité organisationnelle et administrative en adéquation avec les enjeux de sécurité et de défense						
007-1-1 Coordonner les affaires administratives, techniques et financières en cohérence avec les exigences du secteur de la sécurité et de la défense						
007-1-1-1 Ressources définies conformément aux enjeux de sécurité et de défense						
007-1-1-1-R1	Taux de conformité des ressources définies aux enjeux de sécurité et de défense	%	70	70	70	0 A
007-1-1-1-R2	Taux d'adéquation de l'emploi des ressources face aux enjeux de sécurité et de défense	%	65	65	65	0 A
103 PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE DEFENSE						
103-1 Adapter en permanence le dispositif de sécurité et de défense au contexte						
103-1-1 Promouvoir l'esprit de défense et de sécurité						
103-1-1-1 Lien renforcé entre les forces armées et la société						
103-1-1-1-R1	Taux d'imprégnation de la culture et de l'esprit de défense auprès de la Société	%	70	70	70	0 A
103-1-2 Etablir, planifier et mettre à jour la stratégie de défense nationale 2020-2023 conformément aux défis de la PGE						
103-1-2-1 Doctrine d'emploi des forces armées adaptée et formalisée						
103-1-2-1-R1	Taux de réalisation des besoins capacitaires des forces de défense et de sécurité	%	65	65	65	0 A
008 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
008-1 Gérer rationnellement les ressources pour soutenir les forces armées						
008-1-1 Moderniser les infrastructures dédiées à l'opérationnalité des forces						
008-1-1-1 Infrastructures modernisées et adaptées aux exigences des forces armées						
008-1-1-1-R1	Taux d'avancement des travaux de normalisation des infrastructures militaires	%	40	40	10	-30 NA
008-1-1-1-R2	Taux de normalisation des infrastructures militaires	%	40	40	10	-30 NA
008-1-2 Mutualiser l'emploi, le soutien et l'appui technique des forces						
008-1-2-1 Emploi, soutien et appui technique des forces coordonnées						
008-1-2-1-R2	Taux d'interopérabilité des forces	%	70	70	25	-45 NA
008-1-3 Organiser la gestion des ressources						
008-1-3-1 Ressources adaptées au soutien et à l'opérationnalité des forces						
008-1-3-1-R1	Taux de satisfaction des besoins en soutien opérationnel	%	75	75	45	-30 NA
008-1-4 Renforcer les capacités techniques opérationnelles						
008-1-4-1 Capacité technique et opérationnelle renforcée						
008-1-4-1-R1	Taux d'interopérabilité opérationnels	%	50	50	25	-25 NA
008-1-4-1-R2	Taux d'opérabilité technique	%	50	50	25	-25 NA
008-1-4-1-R3	Taux d'interopérabilité techniques des forces	%	50	50	25	-25 NA
008-1-4-1-R4	Taux d'interopérabilité techniques et opérationnels des forces	%	50	50	25	-25 NA

104 ARMEE DE TERRE

104-1 Assurer la défense opérationnelle terrestre**104-1-1 Développer les acquis militaires (savoir-faire, savoir-être, savoir-vivre)**

104-1-1-1 Connaissances militaires acquises et maîtrisées

104-1-1-1-R1	Nombre de stages effectués par spécialités	Nb	15	15	15	0	A
--------------	--	----	----	----	----	---	---

104-1-2 Ramener et rehausser la confiance de la population envers les forces armées (via les FDS)_ instaurer une dynamique d'actions civilo-militaire (cadre des DINA)

104-1-2-1 Les liens entre les forces armées et la société sont renforcés

104-1-2-1-R1	Nombre de plateformes de dialogue établies et appuyées, avec les communautés par des actions civilo-militaires (ACM)	Nb	20	20	20	0	A
--------------	--	----	----	----	----	---	---

104-1-3 Rétablir la sécurité par la mise en œuvre de la stratégie adoptée de sécurisation des zones rurales incluant la frange maritime

104-1-3-2 Territoire national sécurisé

104-1-3-2-R1	Taux de restitution de zébus volés	%	60	60	60	0	A
104-1-3-2-R2	Taux de réduction du nombre d'actes de vols de zébus	%	60	60	50	-10	NA
104-1-3-2-R3	Taux de réduction du nombre de zébus volés	%	60	60	50	-10	NA
104-1-3-2-R4	Taux de réduction de l'insécurité dans les ZRPS occupés	%	60	60	60	0	A

104-1-4 Appuyer la sécurisation du territoire national (interventions)

104-1-4-1 Territoire national sécurisé

104-1-4-1-R1	Taux de régression de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national	%	65	65	Nd	Nd	Nd
--------------	--	---	----	----	----	----	----

104-1-5 Développer les acquis militaires (savoir faire, savoir être, savoir vivre)

104-1-5-1 Connaissances militaires acquises et maîtrisées

104-1-5-1-R1	Nombre de stages effectués par spécialités	Nb	16	16	Nd	Nd	Nd
--------------	--	----	----	----	----	----	----

104-1-6 Entraîner les forces terrestres (tous corps -MCO)

104-1-6-1 Forces terrestres entraînée et aptes au combat

104-1-6-1-R1	Nombre d'activités d'entraînement effectué par chaque régiment	Nb	50	50	50	0	A
--------------	--	----	----	----	----	---	---

104-1-8 Rassurer la population sur les capacités et les intentions des FDS à la protéger ou rehausser l'efficacité de l'armée

104-1-8-1 La fermeté, la rigueur et l'auto-discipline restaurés dans le rang des éléments des forces armées sur terrain

104-1-8-1-R2	Nombre de missions de contrôle qualité effectuées	Nb	45	45	45	0	A
--------------	---	----	----	----	----	---	---

104-1-8-2 La légalité des règles d'engagement est strictement respectée (application et contrôle)

104-1-8-2-R1	Pourcentage des militaires en opération maîtrisant les règles d'engagement	%	90	90	Nd	Nd	Nd
--------------	--	---	----	----	----	----	----

105 ARMEE DE L'AIR**105-1 Renforcer l'opérationnalité et l'efficacité de la défense aérienne dans les espaces terrestres****105-1-1 Rendre effective la capacité opérationnelle de sécurisation dans les espaces terrestre, aérien et maritime**

105-1-1-1 Maintien en condition opérationnel de la troupe

105-1-1-1-R1	Taux d'avancement global du projet	%	40	40	Nd	Nd	Nd
105-1-1-1-R2	Taux d'avancement du projet	%	40	40	Nd	Nd	Nd
105-1-1-1-R3	Nombre d'entretien périodique effectué	Nb	10	10	Nd	Nd	Nd
105-1-1-1-R4	Nombre de mission opérationnelle effectuée	Nb	10	10	Nd	Nd	Nd

105-2 Renforcer l'opérationnalité et l'efficacité de la défense aérienne sur le territoire national**105-2-1 Rendre effective la capacité opérationnelle de sécurisation dans les espaces terrestre, aérien et maritime**

105-2-1-1 Capacité d'intervention aéroterrestre rapide assurée de manière effective et efficace

105-2-1-1-R1	Heure de vol effectuée	Nb	240	240	1 278	1038	A
--------------	------------------------	----	-----	-----	-------	------	---

105-2-1-2	Capacité de réponse aérienne au besoin de la protection civile							
105-2-1-2-R1	Taux de réponse aérienne aux besoins de la protection civile	%	25	25	37,50	12,50	A	
105-2-1-3	Capacité de réponse sécuritaire pour la surveillance des espaces terrestres, aérien et maritime assurée de manière effective et efficace							
105-2-1-3-R2	Taux de couverture sécuritaire effective et efficace dans le cadre de la surveillance des espaces terrestre, aérien et maritime	%	40	40	38	-2	NA	
105-2-1-4	Capacité opérationnelle de sécurité et de protection civile réévaluée de manière permanente pour répondre à l'attente de la population							
105-2-1-4-R1	Nombre d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population	heures	6	6	6	0	A	
105-2-2	Optimaliser et mutualiser tous les moyens par la formation / planification dans la gestion des ressources (humaines, matérielles,...) et l'appui technique							
105-2-2-1	Formation adaptée et ressources humaines gérées rationnellement							
105-2-2-1-R1	Nombre PN et PNNT formés et affectés	Nb	30	30	31	1	A	

106 MARINE NATIONALE

106-1 Restaurer l'autorité de l'Etat Malagasy en mer

106-1-1 Protéger l'espace maritime malagasy

106-1-1-1 Espace maritime protégé

106-1-1-1-R1	Nombre de jour de patrouille en mer	Nb	477	477	165	-312	NA
--------------	-------------------------------------	----	-----	-----	-----	------	----

106-1-2 Participer à l'action de l'Etat Malagasy en mer: MIN PECHE, MEEF,OLEP,DOUANES,CFIM

106-1-2-1-R1	Taux des infractions (AEM) des accidents en mer et des zones enclavées réduits	%	12	12	9,66	-2,34	A
--------------	--	---	----	----	------	-------	---

11 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uatio n
080 COOPERATION ET DEVELOPPEMENT						
617 COOPERATION INTERNATIONALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE						
617-1 Renforcer la coopération économique internationale à travers la diplomatie						
617-1-1 Optimiser les accords de partenariat économique						
617-1-1-1 Partenariat gagnant-gagnant						
617-1-1-1-R1	Ratio objectifs atteints sur les objectifs planifiés	%	75	75	58	-17 NA
110 AFFAIRES ETRANGERES						
006 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
006-1 Instaurer un cadre propice pour une administration respectant la bonne gouvernance						
006-1-1 Assurer le pilotage stratégique						
006-1-1-1 Administration redevable et efficace						
006-1-1-1-R1	Taux de satisfaction des usagers	%	80	80	80	0 A
006-1-2 Optimiser la gestion des ressources matérielles						
006-1-2-1 Documents relatifs aux comptabilisés matière du MAE mis à jour systématiquement						
006-1-2-1-R1	Obtention de quitus	Nb	1	1	1	0 A
006-1-3 Rationnaliser la gestion des ressources humaines basé d'une diplomatie dynamique et compétitive						
006-1-3-1 Gestion administrative du personnel efficace et efficiente						
006-1-3-1-R1	Nombres de dossiers traités	Nb	250	250	485	235 A
006-1-4 Rationnaliser la gestion des moyens financiers						
006-1-4-1 Un budget programme établi et appliqué						
006-1-2-1-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	95	95	118,86	23,86 A
601 DIPLOMATIE ET COOPERATION						
601-1 Optimiser la coopération internationale pour le développement durable de Madagascar						
601-1-1 Renforcer la place et défendre les intérêts de Madagascar au sein des instances internationales						
601-1-1-1 Coopération internationale de Madagascar optimisée et orientée vers le développement durable						
601-1-1-1-R1	Nombre de personnes immatriculées aux REPEX	Nb	500	500	550	50 A
601-1-2 Coordonner l'action extérieure de l'Etat						
601-1-2-1 Action extérieure de l'Etat harmonisée						
601-1-2-1-R1	Pourcentage des actions coordonnées	%	100	100	57	-43 NA
601-1-3 Asseoir une diplomatie économique active						
601-1-3-1 Diplomatie économique active et harmonisé						
601-1-3-1-R1	Nombre de visites de haut niveau reçues ou effectuées	Nb	15	15	15	0 A

16 MINISTERE DE LA JUSTICE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
			Initiales	Finales			
160 JUSTICE							
012 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
012-1 Optimiser et moderniser l'organisation et la gestion des services de la justice dans un souci d'efficacité et d'efficience							
012-1-1 Rendre l'environnement de travail au niveau de la Chancellerie favorable à l'instauration de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance							
012-1-1-1 Gestion de la logistique du Ministère de la Justice améliorée							
012-1-1-1-R1	Pourcentage des bureaux disposant des matériels et mobiliers respectant les normes minimales au niveau de la Chancellerie	%	50	50	50	0	A
012-1-1-2 Travaux de construction de nouveau bâtiment du Ministère de la Justice achevés							
012-1-1-2-R1	Taux d'avancement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Ministère de la Justice	Taux	40	40	0	-40	NA
012-1-1-3 Implication des Acteurs de la Justice pour l'instauration de l'Etat de droit renforcée							
012-1-1-3-R1	Taux d'exécution physique des plans annuels du PAJMA	%	65	65	21,31	-43,69	NA
012-1-1-3-R2	Taux d'exécution financière des budgets annuels du PAJMA	%	50	50	19,38	-30,62	NA
012-1-2 Mettre les nouvelles technologies au service des réformes engagées au niveau de la justice							
012-1-2-1 Visibilité des actions menées par le département de la justice							
012-1-2-1-R1	Pourcentage des événements et actions en adéquation avec les thèmes et les domaines spécifiques du de la justice faisant l'objet de département couvertures médiatiques	%	90	90	95	5	A
012-1-2-2 Rendement de travail amélioré grâce à l'informatisation							
012-1-2-2-R1	Pourcentage des services des greffes des juridictions et établissements utilisant l'outil informatique	%	50	50	53	3	A
012-1-3 Disposer des ressources humaines motivées et en nombre suffisant pour accompagner la modernisation de la justice							
012-1-3-1 Gestion de carrière plus rationnelle							
012-1-3-1-R1	Nombre de catégorie de corps dont la base des données est disponible et à jour	%	14	14	14	0	A
012-1-3-2 Effectif du personnel de la justice renforcé							
012-1-3-2-R1	Nombre de nouveaux personnels recrutés par voie de concours	Nb	400	400	0	-400	NA
012-1-4 Instaurer la culture de performance dans la gestion opérationnelle et patrimoniale du département de la justice							
012-1-4-1 Système de planification et de suivi-évaluation amélioré							
012-1-4-1-R1	Pourcentage des indicateurs de résultats disponibles	%	100	100	93	-7	NA
012-1-4-1-R2	Pourcentage des indicateurs d'objectifs spécifiques et de résultats disponibles	%	100	100	Nd	Nd	Nd
012-1-4-2 Budget du département de la justice exécuté conformément à la planification stratégique et opérationnelle							
012-1-4-2-R1	Taux d'exécution du budget	%	98	98	98	0	A

111 ADMINISTRATION JUDICIAIRE

111-1 Assurer une justice diligente, intègre, respectueuse des droits humains et sécurisante pour les investissements

111-1-1 Rapprocher les juridictions et les services judiciaires des citoyens

111-1-1-1 Justice plus accessible et plus proche des citoyens

111-1-1-1-R1	Nombre des tribunaux de première instance ouverts et fonctionnels	Nb	43	43	42	-1	NA
--------------	---	----	----	----	----	----	----

111-1-2 Mettre en place un environnement juridique stable et sécurisant, favorisant le développement socio-économique

111-1-2-1 Textes nationaux réformés et davantage connus par les citoyens

111-1-2-1-R1	Pourcentage des textes réformés et/ou des nouveaux textes élaborés soumis aux instances d'adoption	%	86	86	62,50	-23,50	NA
--------------	--	---	----	----	-------	--------	----

111-1-2-2 Vulgarisation juridique accentuée en matière de lutte contre la vindicte populaire

111-1-2-2-R1	Nombre d'actions de vulgarisation et de sensibilisation en matière de lutte contre la vindicte populaire	Nb	7	7	0	-7	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

111-1-3 Accélérer et simplifier les procédures de traitement des dossiers au niveau des cours et tribunaux

111-1-3-1 Outils de travail (standards de service) appliqués au niveau des cours et tribunaux

111-1-3-1-R1	Taux des dossiers jugés au niveau des Cours d'Appel	Taux	70	70	39,11	-30,89	NA
--------------	---	------	----	----	-------	--------	----

111-1-3-1-R2	Rapport Condamnés / Prévenus	Rapport	57/43	57/43	53/47	1	A
--------------	------------------------------	---------	-------	-------	-------	---	---

111-1-3-1-R3	Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat	Taux	70	70	Nd	Nd	Nd
--------------	--	------	----	----	----	----	----

111-1-3-1-R4	Taux des requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs	Taux	65	65	50,82	-14,18	NA
--------------	---	------	----	----	-------	--------	----

111-1-3-1-R5	Pourcentage des jugements/arrêts couchés au niveau des Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire et administratif	%	67	67	69	2	A
--------------	--	---	----	----	----	---	---

111-1-3-1-R6	Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance	%	75	75	51,80	-23,20	NA
--------------	--	---	----	----	-------	--------	----

111-1-3-1-R7	Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation	%	65	65	14,47	-50,53	NA
--------------	---	---	----	----	-------	--------	----

111-1-3-1-R8	Pourcentage des juridictions respectant les standards de service	%	40	40	Nd	Nd	Nd
--------------	--	---	----	----	----	----	----

111-1-4 Renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et développer la coopération internationale et régionale en la matière

111-1-4-1 Obligations et engagements internationaux de Madagascar en matière des droits de l'homme respectés

111-1-4-1-R1	Pourcentage des projets de textes de ratification des conventions internationales, traités et/ou protocoles élaborés et transmis aux instances d'adoption	%	75	75	0	-75	NA
--------------	---	---	----	----	---	-----	----

111-1-5 Accélérer le traitement des dossiers au niveau des juridictions administratives

111-1-5-1 Standards de service des juridictions administratives respectés

111-1-5-1-R1	Pourcentage des juridictions administratives respectant les standards de service	%	50	50	Nd	Nd	Nd
--------------	--	---	----	----	----	----	----

112 ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

112-1 Mettre en place une administration pénitentiaire respectueuse des droits humains, garant de la sécurité et du développement

112-1-1 Promouvoir la politique de la réinsertion sociale en milieu carcéral

112-1-1-1 Accès des personnes détenues à des activités de réinsertion sociale

112-1-1-1-R1	Pourcentage des personnes détenues ayant accès à des	%	56	56	15	-41	NA
--------------	--	---	----	----	----	-----	----

activités de réinsertion sociale

112-1-2 Favoriser le respect des droits de l'homme en milieu carcéral

112-1-2-1	Etablissements pénitentiaires respectant les droits fondamentaux des personnes détenues							
112-1-2-1-R1	Taux de surpopulation carcérale réduit	%	80	80	156	76	NA	
112-1-2-1-R2	Taux maximal de malnutrition sévère	Taux	1,4	1,4	2,60	1,20	NA	

112-1-3 Renforcer la sécurisation des établissements pénitentiaires

112-1-3-1	Etablissements pénitentiaires sécurisés						
112-1-3-1-R1	Taux maximal d'évasion	Taux	0,4	0,4	0,04	-0,36	A

112-1-4 Promouvoir l'approche normative en vue d'améliorer la performance de l'administration pénitentiaire

112-1-4-1	Normes en matière de conditions de travail du personnel pénitentiaire respectées						
112-1-4-1-R1	Niveau d'atteinte des normes	%	36	36	0	-36	NA
112-1-4-2	Formation professionnalisante et gestion rationnelle du personnel pénitentiaire						
112-1-4-2-R1	Niveau de respect du standard en matière de gestion et répartition du personnel	%	36	36	0	-36	NA
112-1-4-2-R2	Taux de réalisation du calendrier de formation	%	58	58	38	-20	NA

127 PROMOTION DE L'INTEGRITE

127-1 Contribuer à la lutte contre la corruption

127-1-1 Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption

127-1-1-1	Capacité institutionnelle des pôles anti-corruption renforcée						
127-1-1-1	Taux des dossiers jugés au niveau des PAC opérationnalisés	%	60	60	46,79	-13,21	NA
127-1-1-3	Chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène mise en place et opérationnelle						
127-1-1-3-R1	Taux des dossiers jugés au niveau de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène	%	40	40	0	-40	NA

127-1-2 Renforcer la promotion de l'intégrité de la crédibilité de la justice

127-1-2-1	Lutte contre les rabatteurs au niveau des juridictions renforcée						
127-1-2-1-R1	Nombre de juridiction (Cour d'Appel, TPI) munie de dispositifs anti-rabatteurs	Nb	4	4	4	0	A
127-1-2-2	Les règles éthiques et déontologiques des magistrats ainsi que les règles de conduite des personnels de la justice sont davantage respectées						
127-1-2-2-R1	Niveau de respect des outils et dispositifs anti-corruption	%	64	64	64	0	A
127-1-2-3	Le fonctionnement des services judiciaires et pénitentiaire est amélioré et ainsi la confiance des usagers et des investisseurs est progressivement restaurée						
127-1-2-3-R1	Niveau de respect des outils de travail (sandards de services , manuels de procédure,...)	%	67	67	67	0	A

132 CONTRÔLE EXTERNE DES FINANCES PUBLIQUES

132-1 Promouvoir la régularité, la performance et la transparence dans la gestion des finances publiques

132-1-1 S'assurer de la régularité des comptes publics à travers les missions juridictionnelles

132-1-1-1	Moyens matériels de la juridiction financière renforcés						
132-1-1-1-R1	Pourcentage des bureaux des juridictions financières disposant des matériels et mobiliers respectant les normes minimales	%	70	70	0	-70	NA
132-1-1-2	Contrôle juridictionnel systématique et à jour						
132-1-1-2-R1	Nombre d'arrêts et jugements définitifs sortis par les juridictions	Nb	85	85	134	49	A

	financières							
132-1-1-3	Contrôle systématique et à jour de l'exécution des lois de finances							
132-1-1-3-R1	Taux d'avancement annuel du contrôle du projet de loi de règlement	%	100	100	100	0	A	
132-1-2	Contribuer à l'amélioration de la performance des services publics (établissements et entreprises publiques, collectivités locales)							
132-1-2-1	Contrôle plus accru de la gestion des services publics							
132-1-2-1-R1	Nombre d'organismes publics audités	Nb	10	10	6	-4	NA	
132-1-3	S'assurer de la régularité et de la transparence des comptes de campagnes électorales							
123-1-3-1	Comptes de campagne exhaustifs contrôlés							
123-1-3-1-R1	Pourcentage de comptes de campagne contrôlés	Nb	80	80	100	20	A	
132-1-4	Cadrer et renforcer les relations avec les pouvoirs publics (gouvernement, parlement, pouvoirs au niveau des collectivités décentralisées)							
132-1-4-1	Cour des comptes et tribunaux financiers sollicités davantage par les pouvoirs publics en matière d'assistance au gouvernement, parlement, pouvoirs publics centralisés effectuée							
132-1-4-1-R1	Nombre d'activités d'assistance au gouvernement, parlement, pouvoirs publics centralisés effectuée	Nb	3	3	1	-2	NA	
132-1-5	Informier les citoyens sur la situation et la gestion des finances publics							
132-1-5-1	Cour des comptes visible et reconnue par le public sur la scène des finances publiques							
132-1-5-1-R1	Nombre de rapports publics thématiques et particuliers sortis	Nb	8	8	7	-1	NA	
132-1-6	Rendre opérationnelle la Commission de Contrôle du Financement de la Vie Politique							
132-1-6-1	Commission fonctionnelle et opérationnelle							
132-1-6-1-R1	Degré de la fonctionnalité (en pourcentage) de la commission	%	100	100	80	-20	NA	
132-1-7	Informier les citoyens sur la situation et la gestion des comptes de campagnes							
132-1-7-1	Rapport sur le contrôle du financement des comptes de campagnes disponible et publié							
132-1-7-1-R1	Nombre de rapport émis et publié	Nb	1	1	1	0	A	
132-1-8	Participer aux activités organisées au niveau des instances internationales (INTOSAI, AFROSAI, CREFIAF) et renforcer la capacité des membres des juridictions financières							
132-1-8-1	Capacité renforcée des membres des juridictions financières en matière de contrôle des finances publiques							
132-1-8-1-R1	Nombre d'ateliers, réunions, conférences, symposiums, congrès, colloques assistés	Nb	7	7	22	15	A	

140 REPRESSION DES ACTES DE CORRUPTION

140-1 Contribuer à la lutte contre la recrudescence de la corruption et infractions assimilées, du blanchiment du produit du crime, du financement du terrorisme et des infractions économiques et financières

140-1-1 Renforcer continuellement la capacité institutionnelle des PAC en vue d'être crédibles et efficaces dans tout le territoire national

140-1-1-1	Disponibilité et efficacité des PAC à travers tout le territoire national							
140-1-1-1-R1	Pourcentage des services et juridiction dématérialisés au niveau de la DCN et des PAC	%	65	65	50	-15	NA	
140-1-1-1-R2	Nombre de PAC opérationnels	Nb	2	2	2	0	A	
140-1-1-1-R3	Pourcentage du personnel de la DCN, des Magistrats et des Greffiers des PAC bénéficiant au moins d'une formation	%	80	80	60	-20	NA	
140-1-1-1-R4	Nombre de PAC opérationnels disposant de bâtiment administratif adéquat (Bâtiment Public)	Nb	1	1	0	-1	NA	
140-1-1-2	Crédibilité et performance des PAC							
140-1-1-2-R1	Taux des pièces d'exécution	%	100	100	100	0	A	

	établies							
140-1-1-2-R2	Taux des décisions couchées	%	100	100	98	-2	NA	
140-1-1-2-R3	Taux de condamnations assorties de Confiscation	%	25	25	100	75	A	
140-1-1-2-R4	Taux d'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC: emprisonnement	%	100	100	100	0	A	
140-1-1-2-R5	Taux de condamnations assorties de peines complémentaires /accessoires	%	80	80	100	20	A	
140-1-1-2-R6	Taux d'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC: amendes	%	8	8	0	-8	NA	

21 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
		Initiales	Finales			
220 FINANCES ET BUDGET						
013 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
013-1 Contribuer à piloter la gestion des finances publiques						
013-1-1 Améliorer la disponibilité et la cohérence des supports techniques pour rendre efficace, transparente et rigoureuse la budgétisation des politiques publiques						
013-1-1-1 Les documents et informations sur la gestion des finances publiques sont disponibles et cohérents						
013-1-1-1-R1	Pourcentage des documents et informations disponibles sur les finances publiques	%	100	100	79	-21 NA
013-1-2 Renforcer les normes et les contrôles en matière de finances publiques						
013-1-2-1 La gestion des finances publiques est améliorée						
013-1-2-1-R1	Pourcentage des normes et procédures mise en place en matière de gestion publiques	%	100	100	94,02	-5,98 NA
013-1-3 Piloter efficacement les réformes						
013-1-3-1 Les réformes sont effectives						
013-1-3-1-R1	Pourcentage des réformes mise en place	%	100	100	99	-1 NA
013-1-3-1-R2	Taux de disponibilité des rapports et compte rendu d'état d'avancement des actions stratégiques du ministère de l'économie et des finances	%	néant	néant	néant	néant Autres
013-1-4 Coordination et gestion des financements de l'union européenne						
013-1-4-1 Les ressources financées par l'union européenne sont bien gérées						
013-1-4-1-R1	Nombre de rapports trimestriels de suivi de la mise en œuvre des programmes financés par l'UE par type de financement	Nb	4	4	4	0 A
013-1-5 Développer les compétences, l'éthique et les performances des fonctionnaires						
013-1-5-1 Les agents sont motivés et efficaces						
013-1-5-1-R1	Pourcentage des agents motivés et efficaces	%	100	100	95,33	-4,67 NA
013-1-6 Renforcer le système statistique						
013-1-6-1 Informations et données à jour et fiables mises à disposition des acteurs de développement						
013-1-6-1-R1	Subvention reçu	%	100	100	100	0 A
013-1-6-1-R2	Pourcentage des arrières apurés	%	65	65	25	-40 NA
013-1-6-1-R3	Hangar construit	%	90	90	0	-90 NA
013-1-6-1-R4	Textes sur la Loi sur les statistiques et mise en application des organes prévus par la loi (décret , arrêtés, fonctionnement des différents organes...)	Nb	4	4	0	-4 NA
013-1-6-1-R5	Publication des résultats statistiques (IPC..)	Nb	4	4	4	0 A
013-1-6-1-R6	Cartographie censitaire et rapport d'enquete MICS disponibles (Travaux)	Nb	1	1	1	0 A
013-1-6-1-R7	Nombre de données centralisées et gérées par l'INSTAT (DATA CENTER)	Nb	3	3	2	-1 NA
013-1-6-1-R8	Nombre de publication du TBE mise en ligne	Nb	4	4	3	-1 NA

013-1-7 Fournir des données d'analyses et de recherches économiques aux décideurs et intervenants économiques

013-1-7-1 Politiques publiques et économiques favorisant la croissance économique

013-1-7-1-R1	Taux d'utilisation des données d'analyses et de recherches	%	50	50	0	-50	NA
--------------	--	---	----	----	---	-----	----

013-1-8 Améliorer la transparence et l'efficacité de la DIN

013-1-8-1 Les recettes de la DIN sont en hausse

013-1-8-1-R1	Taux d'accroissement des recettes de la DIN	%	55	55	56,36	1,36	A
--------------	---	---	----	----	-------	------	---

114 GESTION DU BUDGET**114-1 Gérer de manière efficace, efficiente et transparente le budget de l'Etat****114-1-1 Renforcer la déconcentration et les services de proximité**

114-1-1-1 STD et CTD appuyés en matière de gestion budgétaire

114-1-1-1-R2	Nombre de CTD formés en budget programme	Nb	800	800	931	131	A
--------------	--	----	-----	-----	-----	-----	---

114-1-1-1-R2	Nombre SRB et CIRFIN mis en place	Nb	4	4	0	-4	NA
--------------	-----------------------------------	----	---	---	---	----	----

114-1-2 Assurer une gestion efficace, transparente et fluide du processus budgétaire (programmation, exécution, suivi évaluation et gestion du patrimoine)

114-1-2-2 Processus programmation, planification, budgétisation, suivi évaluation cohérent

114-1-2-2-R1	Pourcentage des Institutions et Ministères assistés en matière de PPBSE	%	100	100	100	0	A
--------------	---	---	-----	-----	-----	---	---

114-1-2-3 Processus PPBSE cohérent et gestion rationnelle du patrimoine

114-1-2-3-R1	Taux de réalisation de mise à jour du Texte sur la gestion du Patrimoine de l'Etat	%	40	40	40	0	A
--------------	--	---	----	----	----	---	---

114-1-2-3-R2	Taux de réalisation de la Gestion Informatisée du Patrimoine de l'Etat	%	40	40	40	0	A
--------------	--	---	----	----	----	---	---

114-1-3 Développer l'efficacité des services de la DGB

114-1-3-1 Services opérationnels de la DGB fonctionnels et performants

114-1-3-1-R1	Ecart entre les prévisions et les réalisations en termes de produits	%	25	25	0,25	-24,75	NA
--------------	--	---	----	----	------	--------	----

115 GESTION FISCALE**115-1 Améliorer la mobilisation des recettes fiscales****115-1-1 Maitrise de l'assiette fiscale**

115-1-1-1 La population fiscale augmente et respecte les obligations fiscales

115-1-1-1-R1	Taux de défaillance globale (SRE)	%	75	75	Nd	Nd	Nd
--------------	-----------------------------------	---	----	----	----	----	----

115-1-1-1-R2	Taux d'augmentation du nombre de contribuables	%	16	16	7,5	-8,50	NA
--------------	--	---	----	----	-----	-------	----

115-1-1-2 Qualité du contrôle fiscal avérée

115-1-1-2-R1	Taux de contrôle fiscal autorisé avec NCU	%	75	75	20	-55	NA
--------------	---	---	----	----	----	-----	----

115-1-1-3 Amélioration du taux de recouvrement des recettes fiscales des CTD

115-1-1-3-R1	Taux de recouvrement moyen des recettes fiscales des CTD	%	35	35	130,44	95,44	A
--------------	--	---	----	----	--------	-------	---

115-1-1-4 Arriérés fiscaux apurés

115-1-1-4-R1	Taux d'apurement des restes à recouvrer	%	30	30	32,04	2,04	A
--------------	---	---	----	----	-------	------	---

115-1-1-5 Les réseaux de fraudeurs fiscaux sont démantelés

115-1-1-5-R1	Nombre de dossiers de contribuables à risques, objets d'investigation sur place	Nb	60	60	10	-50	NA
--------------	---	----	----	----	----	-----	----

115-1-2 Amélioration de la gouvernance fiscale

115-1-2-1 Les besoins standards de réalisation des activités du programme sont satisfaits

115-1-2-1-R1	Dotation des moyens matériels par rapport aux besoins standards	%	100	100	75	-25	NA
--------------	---	---	-----	-----	----	-----	----

	des services							
115-1-2-2	La compétence des agents est accrue							
115-1-2-2-R1	Nombre d'agents formés	Nb	372	372	Nd	Nd	Nd	
115-1-2-3	Traitement optimum des correspondances							
115-1-2-3-R1	Taux d'apurement des correspondances reçues	%	95	95	82,41	-12,59	NA	
115-1-2-4	Unités opérationnelles performantes							
115-1-2-4-R1	Proportion d'unités opérationnelles ayant atteint la note supérieure ou égale au seuil de performance (600/1000)	%	85	85	Nd	Nd	Nd	
115-1-2-5	Un document analytique chiffré des dépenses fiscales est disponible et validé							
115-1-2-5-R1	Proportion des mesures dérogatoires évaluées	%	30	30	0	-30	NA	
115-1-2-6	Décisions rendues dans le délai en respect de la législation en vigueur							
115-1-2-6-R1	Taux d'apurement des dossiers	%	80	80	12,50	-67,50	NA	
115-1-2-7	L'adhésion volontaire à l'impôt est suscitée							
115-1-2-7-R1	Taux d'accroissement du nombre des contribuables	%	16	16	7,50	-8,50	NA	
115-1-2-8	La base de données des actifs et des informels est mise à jour							
115-1-2-8-R1	Taux de formalisation des contribuables recensés dans l'informel	%	60	60	17	-43	NA	
115-1-2-9	Le SAFI est opérationnel							
115-1-2-9-R1	Nombre d'UO où le SAFI est opérationnel en fin d'exercice	Nb	111	111	0	-111	NA	
115-1-2-A	Meilleure compréhension des procédures contentieuses							
115-1-2-A-R1	Taux d'appui méthodologique en matières de contentieux, de recouvrement forcés et de poursuites (cas IST)	%	100	100	100	0	A	
115-1-2-B	Prévisions de chaque bureau de recettes optimales							
115-1-2-B-R1	Pourcentage de l'écart absolu de prévision de recettes	%	<5	<5	<3,61	1,39	A	
115-1-2-C	Textes fiscaux malgache conformes aux normes, règles et pratiques en matière de fiscalité internationale							
115-1-2-C-R1	Pourcentage de dispositions fiscales modifiées	%	25	25	0	-25	NA	

116 DOUANES

116-1 Accroître les recettes douanières

116-1-1 Renforcer les systèmes et procédures douaniers pour une mobilisation optimisée des recettes

116-1-1-1	Mécanismes de recouvrement et de lutte contre la fraude développés							
116-1-1-1-R2	Taux de réalisation de l'objectif des recettes annuelles	%	100	100	90,33	-9,67	NA	
116-1-1-2	Procédures de dédouanement renforcées							
116-1-1-2-R1	Nombre de bureaux appliquant les procédures de dédouanement dématérialisées	Nb	19	19	19	0	A	
116-1-1-3	Mécanismes de recouvrement et de lutte contre la fraude développés							
116-1-1-3-R1	Taux de réalisation de l'objectif des recettes annuelles	%	100	100	0	-100	NA	

116-1-2 Faciliter et sécuriser les échanges

116-1-2-1	Echanges facilités et sécurisés							
116-1-2-1-R1	Taux de réalisation des activités inhérentes à la facilitation et sécurisation des échanges	%	30,56	30,56	30,25	-0,31	NA	

116-1-3 Optimiser les soutiens des services opérationnels

116-1-3-1	Appuis nécessaires pour les services opérationnels de la Direction Générale des Douanes							
116-1-3-1-R1	Taux de mise à disposition des appuis nécessaires	%	100	100	65,5	-34,50	NA	

116-1-4 Optimiser les soutiens des services opérationnels

116-1-4-1	Appuis nécessaires pour les services opérationnels de la Direction Générale des Douanes mise à disposition								
116-1-4-1-R1	Taux de mise à disposition des appuis nécessaires	%	100	100	0	-100		NA	

117 TRESOR

117-1 Assurer une bonne gouvernance financière dans la conduite de la politique financière de l'Etat et dans la gestion financière et comptable des organismes publics

117-1-1 Assurer la sécurisation des fonds, titres et valeurs publics

117-1-1-1	Sécurisation des sites de conservation des fonds améliorée								
117-1-1-1-R1	Pourcentage des Postes Comptables Conforme aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics	%	63,64	63,64	62,81	-0,83		NA	
117-1-1-2	Moyen de règlement des dépenses publiques modernisés								
117-1-1-2-R1	Part des dépenses dont paiement dématérialisé	%	75	75	80	5		A	
117-1-1-3	Accessibilité aux services de proximité améliorée								
117-1-1-3-R1	Niveau d'extension de la couverture des Ministères	%	17	17	12,39	-4,61		NA	
117-1-1-3-R2	Niveau d'extension de la couverture des Communes	%	8,56	8,56	8,56	0		A	
117-1-1-4	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences des agents améliorée								
117-1-1-4-R1	Pourcentage des agents du Trésor de corps spécifique	%	35,36	35,36	29,05	-6,31		NA	

117-1-2 Renforcer la gestion financière et comptable des organismes publics et des sociétés à participation publique

117-1-2-1	Transparence et mise aux normes de la gestion des finances publiques renforcées								
117-1-2-1-R1	Délais des rapports d'exécution budgétaire (OGT) produits en cours d'année	Jours	60	60	58,75	-1,25		NA	
117-1-2-1-R3	Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion de l'EPN	%	50	50	78,28	28,28		A	
117-1-2-1-R4	Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion des CTD	%	100	100	87,21	-12,79		NA	
117-1-2-1-R5	Régularité et respect des délais pour la production de la loi de règlement	Année	2019	2019	non	non		NA	
117-1-2-1-R6	Nombre de SOA au niveau central dont les actifs publics non financiers sont intégrés dans la comptabilité générale de l'Etat	Nb	32	32	0	-32		NA	
117-1-2-1-R7	Pourcentage des SOA au niveau central dont les actifs publics non financiers sont intégrés dans la comptabilité générale de l'Etat	%	1	1	0	-1		NA	
117-1-2-1-R8	Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion de l'Etat	%	100	100	93,93	-6,07		NA	
117-1-2-2	Gestion de la trésorerie optimisée								
117-1-2-2-R1	Proportion des charges financières liées à la trésorerie	%	<taux directeur+1	<taux directeur+1	5,41			A	
117-1-2-2-R3	Interfaçage du systèmes d'information entre le MFB et la BFM	Logique	oui	oui	non	non		NA	
117-1-2-3	Appui à la réalisation de la mission de la DGT améliorée								
117-1-2-3-R1	Taux d'exécution budgétaire du service administratif et financier	%	100	100	88,13	-11,87		NA	

117-1-2-4 Gestion de la dette améliorée

			plafond d'endettement LF 2020	plafond d'endettement LF 2020	Milliard d'ar pour les dettes extérieures et 3415,54 ar pour les dettes intérieures	dette ext 3 915 mlds ar dette int 3238 mlds ar		
117-1-2-4-R1	Niveau d'endettement du Gouvernement Central							A
		Ariary						
117-1-2-4-R2	Respect des échéances de paiement du service de la dette	%	100	100	100	0		A
117-1-2-5	Gouvernance dans la gestion comptable et financière des fonds publics améliorée							
117-1-2-5-R1	Niveau d'extension du champ de contrôle aux établissements publics et régies non encore contrôlés	%	61	61	58,71	-2,29		NA
117-1-2-5-R2	Niveau de prévalence des détournements du réseau comptable direct du Trésor	%	<3	<3	6,97	3,97		NA
117-1-2-5-R4	Taux de recouvrement des recettes non fiscales incombrant au Trésor Public	%	100	100	50,52	-49,48		NA
117-1-2-5-R5	Taux d'amélioration de la gestion du porte feuille de l'Etat	%	20	20	16,46	-3,54		NA
117-1-2-5-R7	Taux de suivi des dossiers juridiques et contentieux en matière budgétaire	%	100	100	100	0		A
117-1-2-5-R8	Taux de régularisation des arriérés de paiement	%	0	0	0	0		Autres
117-1-3	Développer les services financiers							
117-1-3-1	Accès de la population aux services financiers de proximité amélioré							
117-1-3-1-R1	Nombre de points d'accès pour 10 000 adultes au niveau national	Nb	76	76	Nd	Nd		Nd
117-1-3-2	Rapatriement de devises des exportations amélioré							
117-1-3-2-R2	Taux de rapatriement de devises nées des exportations	%	73	73	69,95	-3,05		NA
117-1-3-3	Tutelle du secteur financier mise en place							
117-1-3-3-R1	Taux d'avancement du processus de mise en place de la tutelle du secteur financier	%	35	35	82,50	47,50		A
117-1-3-4	Fiabilité accru du système de contrôle mis en œuvre au niveau des organismes d'assurance							
117-1-3-4-R1	Niveau de contrôle de compagnies d'assurance	%	60	60	49	-11		NA
117-1-3-5	Opérations en capital réglementées							
117-1-3-5-R1	Taux d'irregularité des opérations en capital	%	<5	<5	1,71	3		A
117-1-3-7	Infractions sur les opérations en capital et opérations courantes détectées et résolues							
117-1-3-7-R1	Taux d'efficacité du contrôle des infractions des changes	%	50	50	Nd	Nd		Nd

129 CONTRÔLE BUDGETAIRE ET FINANCIERE

129-1 Renforcer le contrôle des finances publiques

129-1-1 Alléger le contrôle à priori

129-1-1-1 Ordonnateurs formés en vue de renforcement de leurs capacités

129-1-1-1-R1	Nombre de séances de formation des ordsecs effectuées	Nb	4	4	4	0		A
--------------	--	----	---	---	---	---	--	---

129-1-1-2 Contrôle à priori rendu plus efficace

129-1-1-2-R1	Delai de traitement des dossiers supérieur à 5 jours	%	4	4	4	0	A
129-1-1-2-R2	Taux de rejet	%	4	4	4	0	A
129-1-2 Renforcer les contrôles à posteriori							
129-1-2-1	Audit des procédures de CHED renforcé						
129-1-2-1-R1	Taux de couverture de contrôle par le contrôle financier des crédits mandatés	%	25	25	25	0	A
129-1-2-1-R2	Taux d'infraction / fautes de gestion constatées par le contrôle financier par rapport aux crédits mandatés contrôlés	%	8	8	8	0	A
129-1-2-2	Contrôle à posteriori devenu systématique						
129-1-2-2-R1	Taux de couverture de contrôle par le contrôle financier des crédits mandatés	%	25	25	0	-25	NA
129-1-2-2-R2	Taux de détournement des deniers publics constatés par le contrôle financier par rapport aux crédits mandatés contrôlés	%	8	8	8	0	A

130 GESTION FINANCIERE DU PERSONNEL DE L'ETAT

130-1 Renforcer la gouvernance financière et budgétaire du personnel de l'Etat

130-1-1 Renforcer le mécanisme de gestion et de contrôle des effectifs des agents de l'Etat

130-1-1-1	Prévision de la masse salariale fiable						
130-1-1-1-R1	Taux de réalisation par rapport à la prévision de la masse salariale	%	100	100	98,56	-1,44	NA

130-1-2 Optimiser la gestion financière du personnel de l'Etat

130-1-2-1	Déficit des caisses de retraite réduit						
130-1-2-1-R1	Taux de recouvrement de cotisations sociales	%	80	80	80	0	A
130-1-2-2	Agents plus performants						
130-1-2-2-R1	Taux des dossiers rejetés et en instance	%	20	20	4	-16	A
130-1-2-3	Dépenses de solde exécutées de manière optimale						
130-1-2-3-R1	Taux d'exécution crédit de soldes	%	100	100	100	0	A

130-1-3 Améliorer le cadre organisationnel, physique, légal et règlementaire de la gestion financière du personnel de l'Etat

130-1-3-1	Gestion financière du personnel de l'Etat moderne						
130-1-3-1-R1	Nombre de reformes initiées et réalisées	Nb	3	3	2	-1	NA

803 ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT

803-1 Contribuer à la lutte contre la pauvreté par les appuis transversaux au développement économique et social

803-1-1 Améliorer le niveau de revenu des couches vulnérables et restaurer des infrastructures sociales d'utilité publique

803-1-1-1	Condition de vie de la population améliorée						
803-1-1-1-R1	Nombre de projets réalisés	Nb	61	61	14	-47	NA

803-1-2 Améliorer les infrastructures locales et la concertation au niveau des communes

803-1-2-1	Infrastructures publiques (routières, économiques, sociales, hydrauliques) construites ou réhabilitées						
803-1-2-1-R1	Nombre d'infrastructures publiques réalisées	Nb	7	7	1	-6	NA

290 PILOTAGE DE L'ECONOMIE

604 ECONOMIE

604-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Département Economie et Plan en vue de réalisation de sa mission

604-1-1 Gerer rationnellement et efficacement les ressources des programmes de développement

604-1-1-1	Pilotage budgétaire performant						
604-1-1-1-R1	Document de CDMT de la DGEP mis à jour, cadré et cohérent	%	90	90	90	0	A

604-1-1-1-R2	Nombre de séances de renforcement de capacités et de sensibilisation des acteurs budgétaires	Nb	4	4	2	-2	NA
604-1-1-1-R3	Taux d'exécution budgétaire	%	85	85	72,3	-12,70	NA
604-1-1-1-R4	Pourcentage des projets (PIP) exécutés	%	85	85	0	-85	NA
604-1-1-2	Moyens matériels et humains renforcés et patrimoines de la Direction Générale valorisés						
604-1-1-2-R1	Pourcentage des outils GPEEC informatisés et opérationnels	%	25	25	25	0	A
604-1-1-2-R2	Nombre de séances d'information et de formation réalisé en LOLF et CDMT	Nb	2	2	1	-1	NA
604-1-1-2-R3	Nombre de séances de renforcement de capacités managériales et techniques des agents de la DGEP réalisées	Nb	4	4	2	-2	NA
604-1-1-2-R5	Pourcentage de rénovation et d'entretien du parc de véhicules réalisés	%	75	75	75	0	A
604-1-1-2-R7	Taux d'actes réglementaires établis ,finalisés et mandatés	%	85	85	85	0	A
604-1-1-2-R8	Nombre de bâtiment administratif réhabilité et équipé	Nb	5	5	0	-5	NA
604-1-1-2-R9	Pourcentage des matériels et patrimoines restaurées et sauvegardées	%	100	100	25	-75	NA
604-1-1-3	Gestion de passation de marchés transparente						
604-1-1-3-R1	Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés (PPM)	%	100	100	85	-15	NA
604-1-1-4	Système d'information opérationnel						
604-1-1-4-R1	Taux de satisfaction des usagers sur le site web	%	100	100	100	0	A
604-1-1-4-R2	Pourcentage d'opérationnalisation du standard de service public au sein du Département Economie et Plan	%	50	50	50	0	A
604-1-1-4-R3	Nombre de matériels de communication et d'information acquis	Nb	25	25	0	-25	NA

604-2 Réhabiliter l'administration, instaurer l'autorité de l'Etat et assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire

604-2-1 Renforcer le système statistique

604-2-1-1	Informations et données à jour et fiables mises à disposition des acteurs de développement						
604-2-1-1-R1	Nombre de veilles informationnelles statistiques effectuées	Nb	2	2	0	-2	NA
604-2-1-1-R2	Nombre d'ateliers de dissémination des résultats du RGPH et de l'enquête MICS réalisés	Nb	5	5	0	-5	NA
604-2-1-1-R3	Pourcentage de mise en œuvre de la loi sur les statistiques	%	50	50	0	-50	NA
604-2-1-1-R4	Nombre enquêtes statistiques effectuées	Nb	4	4	0	-4	NA

604-2-2 Développer des politiques publiques orientées vers l'efficacité, l'efficience et l'équité et assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire

604-2-2-1	Outils et mécanismes d'éclairage et de cadrage de la situation économique conçus et disponibles						
604-2-2-1-R1	Nombre de notes de conjoncture élaborées	Nb	3	3	0	-3	NA

604-2-2-1-R2	Nombre de cadrage macroéconomiques à moyen terme élaborés	Nb	2	2	2	0	A
604-2-2-1-R3	Rapport économique et financier disponible	Nb	1	1	0	-1	NA
604-2-2-1-R4	Nombre de notes de politiques économiques ou policy briefs élaborées	Nb	4	4	0	-4	NA
604-2-2-1-R5	Nombre d'outils d'analyse économique disponibles et opérationnels	Nb	0	0			Autres
604-2-2-1-R6	Nombre de modèles macroéconomiques élaborées	Nb	1	1	0	-1	NA
604-2-2-1-R7	Taux de croissance économique	%	5,3	5,3	-3,8	-9,10	NA
604-2-2-1-R9	Nombre d'études effectuées et disseminées	Nb	8	8	0	-8	NA
604-2-2-1-RA	Nombre d'études et analyses économiques et financières disponibles	Nb	2	2	1	-1	NA
604-2-2-1-RB	Nombre d'études spécifiques selon le besoin de l'économie	Nb	0	0			Autres
604-2-2-2	Outils d'appui au développement élaborés et ressources financières mobilisées						
604-2-2-2-R1	Nombre d'outils de politique publiques disponibles	Nb	0	0			Autres

604-2-3 Assurer la coordination de la coopération et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des programmes de développement

604-2-3-1	Politique, stratégies et mécanismes pour la coordination de la coopération avec les partenaires techniques et financiers et les autres partie prenantes développés						
604-2-3-1-R3	Nombre de programmes de coopération économiques extérieures coordonné	Nb	5	5	5	0	A
604-2-3-1-R4	Politique nationale sur la coopération disponible	Nb	1	1	0	-1	NA
604-2-3-1-R5	Rapport sur la coopération au développement disponible	Nb	1	1	1	0	A
604-2-3-1-R6	Nombre de documents de politiques et stratégies disponible	Nb	0	0			Autres

612 PLANIFICATION

612-1 Promouvoir une administration publiques performante et efficiente

612-1-1 Renforcer la planification de développement économique et social à caractère inclusif et durable à tous les niveaux

612-1-1-1	Les cadres de planification de développement à moyen et à long terme sont inclusifs et durables						
612-1-1-1-R1	Pourcentage de réalisation du processus de mise en œuvre de la vision "Madagascar 2045" disponible	Nb	0	0			Autres
612-1-1-1-R2	PTA de la planification de développement, secteur privé et emploi (PDSPE) disponible	Nb	1	1	1	0	A
612-1-1-1-R3	PEM intégrant les dimensions population / genre	Nb	0	0			Autres
612-1-1-1-R5	Rapport national sur le développement humain disponible	Nb	1	1	0	-1	NA
612-1-1-1-R7	PEM intégrant la dimension "capital naturel"	Nb	0	0			Autres
612-1-1-1-R8	Plan Emergence Madagascar et Plan de mise en œuvre élaboré (PDSPE) disponible	Nb	1	1	0	-1	NA
612-1-1-1-R9	Pourcentage de réalisation du processus de mise en œuvre des ODD et de l'agenda 2063	%	50	50	50	0	A

612-1-1-1-RA	Plan Emergence Madagascar intégrant les dimensions transversales	Nb	1	1	0	-1	NA
612-1-1-2	Les cadres de planification nationaux, sectoriels et régionaux sont en synergie						
612-1-1-2-R1	ODD,PEM et PMO articulés aux politiques sectorielles et régionales	Nb	0	0	0	0	Autres
612-1-1-2-R2	Nombre de notes d'analyse sur la synergie sectorielle et régionale des politiques de développement élaborées	Nb	4	4	0	-4	NA
612-1-1-2-R3	Plan de mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilisation de ressources intérieures élaboré et actualisé	Nb	1	1	0	-1	NA
612-1-1-2-R4	Nombre de séance de renforcement de capacités des acteurs en matière de planification et de mise à jour des monographies régionales	Nb	2	2	2	0	A
612-1-1-2-R5	Nombre de régions disposant de plan régional de développement	Nb	10	10	4	-6	NA
612-1-1-2-R6	Pourcentage d'opérationnalisation de la base de données centralisée des politiques sectorielles et régionales	%	15	15	15	0	A
612-1-1-2-R7	Nombre de régions ayant mis à jour leurs monographies régionales	Nb	22	22	10	-12	NA
612-1-1-4	La mise en œuvre du plan emergence Madagascar est renforcée						
612-1-1-4-R1	Nombre d'ateliers de dissémination du plan de mise en œuvre (PMO) régionalisé du PEM au niveau des régions	Nb	10	10	0	-10	NA
612-1-1-4-R2	Pourcentage de PIP cohérents avec le PEM	%	100	100	100	0	A
612-1-2	Assurer le suivi évaluation de la mise en œuvre des programmes de développement						
612-1-2-1	Système national intégré de suivi-évaluation (SNISE) disposant des informations fiables et suivant l'approche de gestion axée sur les résultats (GAR), opérationnel à tous les niveaux						
612-1-2-1-R3	Rapport de suivi évaluation des programmes du gouvernement disponible	Nb	1	1	1	0	A
612-1-2-1-R4	Nombre d'ateliers de suivi du portefeuille des projets réalisés	Nb	4	4	4	0	A
612-1-2-1-R5	Pourcentage d'opérationnalisation de la base de données du SNISE	%	25	25	25	0	A
612-1-2-1-R6	Rapport de suivi de la mise en œuvre des investissements publics disponible	Nb	1	1	1	0	A
612-1-2-1-R7	Rapport de suivi de l'agenda 2063 disponible	Nb	1	1	0	-1	NA
612-1-2-1-R8	Document de politique nationale de l'évaluation et plan de mise en œuvre (PNEVAL) disponible	Nb	1	1	1	0	A
612-1-2-1-R9	Rapport de suivi de la mise en œuvre des ODD disponible	Nb	1	1	1	0	A
612-1-2-1-RB	Nombre de rapports de mise en œuvre des priorités régionales élaborés	Nb	22	22	19	-3	NA
612-1-2-1-RC	Nombre d'ateliers de renforcement de capacités de tous les acteurs en suivi	Nb	4	4	4	0	A

612-1-3 Réhabiliter l'administration, instaurer l'autorité de l'Etat et assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace l'espace budgétaire

612-1-3-1	La transition démographique est cernée dans le temps et dans l'espace							
612-1-3-1-R1	Nombre d'experts en modèles et projections démographiques recruté	Nb	5	5	0	-5	NA	
612-1-3-1-R2	Nombre de tables ronde des acteurs (ministères, société civile, secteur privé, partenaires techniques et financiers) organisées	Nb	2	2	2	0	A	
612-1-3-2	Le Dividende Démographique est paramétré dans la planification sectorielle							
612-1-3-2-R1	Feuille de route de la dividence démographique disponible	Nb	1	1	1	0	A	
612-1-3-2-R2	Nombre d'ateliers de sensibilisation et de validation sur la dividende démographique réalisés	Nb	5	5	1	-4	NA	

14 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecarts	Évaluation
			Initiales	Finales			
142 ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DECENTRALISATION							
063 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
<u>063-1 Redressement de l'Administration générale et territoriale tant déconcentrée que décentralisée</u>							
063-1-1 Assurer une administration optimale des ressources							
063-1-1-1	Gestion du patrimoine foncier, immobilier et matériel du Ministère optimisée						
063-1-1-1-R1	Pourcentage du patrimoine géré	%	60	60	60	0	A
063-1-1-2	Gestion des ressources financières du ministère optimisée						
063-1-1-2-R1	Pourcentage des ressources financières gérées	%	50	50	50	0	A
063-1-1-3	Gestion des ressources humaines optimisée						
063-1-1-3-R1	Pourcentage des ressources humaines gérées	%	25	25	25	0	A
063-1-1-4	Gestion des marchés publics optimisée						
063-1-1-4-R1	Pourcentage des marchés publics gérés	%	50	50	50	0	A
063-1-2 Mettre aux normes le système informatique et le système de communication du ministère							
063-1-2-1	Faire connaître les activités du MID et valoriser son image						
063-1-2-1-R1	Pourcentage de réalisation	%	50	50	50	0	A
063-1-2-2	Système informatique du MID optimisée et aux normes						
063-1-2-2-R1	Pourcentage de l'optimisation et de normalisation	%	25	25	25	0	A
063-1-3 Assurer la bonne marche du processus électoral							
063-1-3-1	Election respectant les valeurs démocratiques						
063-1-3-1-R1	Pourcentage de réalisation	%	30	30	30	0	A
063-1-4 Contribuer à l'amélioration et à la mise en œuvre des cadres de protection de l'environnement écologique au niveau des CTD							
063-1-4-1	Environnement écologique amélioré au niveau des CTD						
063-1-4-1-R1	Pourcentage de réalisation	%	30	30	30	0	A
133 ADMINISTRATION TERRITORIALE							
<u>133-1 Améliorer l'efficience et l'efficacité de l'administration territoriale</u>							
133-1-1 Améliorer la performance des circonscriptions administratives et des CTD							
133-1-1-1	Circonscriptions administratives et CTD performantes						
133-1-1-1-R1	Nombre de structures territoriales bénéficiaires	Nb	900	900	900	0	A
133-1-2 Renforcer l'autorité de l'Etat et la bonne gouvernance							
133-1-2-1	Autorité de l'Etat et bonne gouvernance renforcées						
133-1-2-1-R1	Indice de gouvernance locale	%	60	60	647	587	A
133-1-3 Renforcer la prévention, le maintien de l'ordre et la sécurité publics							
133-1-3-1	Ordre et sécurité publics renforcés						
133-1-3-1-R1	Taux d'insécurité réduit	%	50	50	50	0	A
133-1-4 Faire de l'Etat civil un puissant instrument moderne au service des populations, de la bonne gouvernance, de la sécurité et du développement							
133-1-4-1	L'Etat civil est devenu un puissant instrument moderne au service des populations, de la bonne gouvernance, de la sécurité et du développement						
133-1-4-1-R1	Taux d'instruments de l'état civil harmonisés, normalisés et modernisés	%	30	30	30	0	A
133-1-5 Renforcer le système de contrôle de l'administration territoriale							
133-1-5-1	Système de contrôle de l'administration territoriale renforcé						
133-1-5-1-R1	Taux de dysfonctionnements corrigés	%	90	90	90	0	A

133-1-6 Favoriser la gestion rationnelle de la migration								
133-1-6-1 Migration bien gérée et contrôlée								
133-1-6-1-R1 Taux d'étrangers enregistrés et contrôlés	%	65	65	950	885			A
134 DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL								
<u>134-1 Mettre en œuvre la politique de la décentralisation au profit du développement local</u>								
134-1-1 Améliorer l'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base								
134-1-1-1 Sous projets d'investissements des CTD en infrastructures et services sociaux réalisés								
134-1-1-1-R1 Pourcentage de sous-projets réalisés	%	842	842	842	0			A
134-1-2 Coordonner les appuis aux CTD								
134-1-2-1 Appuis aux CTD coordonnés								
134-1-2-1-R1 Nombre des CTD appuyées	Nb	98	98	114	16			A
134-1-3 Concerner et agir dans le processus de la décentralisation et développement local								
134-1-3-1 Cadre de concertation sont dynamisés autour d'une vision partagée sur la décentralisation et développement local								
134-1-3-1-R1 Nombre de cadres de concertation mis en place aux niveaux central et local	Nb	150	150	30	-120			NA
134-1-4 Renforcer la capacité des responsables de CTD en gouvernance, en développement local, en aménagement du territoire et en urbanisme								
134-1-4-1 Capacités des responsables des CTD renforcées								
134-1-4-1-R1 Nombre des responsables des CTD formés par an	Nb	2 500	2 500	1 716	-784			NA
134-1-5 Mettre en cohérence avec la SNDL les appuis au processus de développement local								
134-1-5-1 Programme d'appuis au développement local mis en cohérence								
134-1-5-1-R1 Nombre d'empiètements thématiques et géographiques des appuis réduit	Nb	80	80	80	0			A
135 REFORMES ADMINISTRATIVES								
<u>135-1 Reforme l'administration du territoire et le fonctionnement des services publics des CTD</u>								
135-1-1 Renforcer la coordination des actions de réforme du MID								
135-1-1-1 Synergie des actions de réforme renforcée								
135-1-1-1-R1 Taux de réalisation des réformes adopté	%	40	40	40	0			A
135-1-2 Piloter les actions de reformes au niveau de l'administration du territoire								
135-1-2-1 Actions de réforme de l'administration du territoire pilotées								
135-1-2-1-R1 Taux de réalisation des actions de réformes de l'administration du territoire	%	50	50	50	0			A
135-1-3 Moderniser les services publics offerts par les CTD								
135-1-3-1 Services publics offerts par les CTD modernisés	%	30	30	30	0			A
135-1-3-1-R1 Taux de satisfaction des usagers (par rapport à la qualité des services offerts)								
216 GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES								
<u>216-1 Accroître la résilience des institutions nationales et collectivités territoriales face aux catastrophes</u>								
216-1-1 Améliorer les outils techniques de préparation								
216-1-1-1 Les capacités des acteurs sont renforcées en matière de préparation et de réponse								
216-1-1-1-R1 Nombre formations ou de remises à niveau des acteurs en préparation et réponse	Nb	20	20	14	-6			NA
216-1-1-2 Les outils techniques de la préparation aux situations d'urgence sont adaptés et opérationnels								
216-1-1-2-R1 Nombre d'outils techniques renouvelés ou nouvellement développés, adaptés et opérationnalisés	Nb	10	10	5	-5			NA
216-1-1-3 Des outils sont développés pour la planification, la mise en oeuvre et le monitoring en matière de la préparation								

	et réponse aux urgences							
216-1-1-3-R1	Nombre d'outils de planification, de mise en oeuvre et de monitoring en matière de la préparation et réponse aux urgences développés	Nb	10	10	9	-1	NA	
216-1-1-4	Les actions de prévention, d'assistance et de reconstruction sont exécutées professionnellement par des antennes locales du BNGRC							
216-1-1-4-R1	Pourcentage des interventions de prévention, d'assistance et de reconstruction exécutées par des antennes locales du BNGRC	%	60	60	40	-20	NA	
216-1-1-5	Mission du BNGRC de prévision, d'assistance et de relèvement assurée							
216-1-1-5-R1	Taux d'interventions du BNGRC par rapport au nombre de sinistres	Nb	80	80	40	-40	NA	
216-1-1-6	Besoins nationaux en logistique et communication évalués afin de garantir une réponse efficace aux désastres							
216-1-1-6-R1	Taux d'accroissement du montant des besoins nationaux en logistique et communication	Nb	5	5	0	-5	NA	
216-1-1-7	Les systèmes d'alerte précoce sont opérationnels au niveau communautaire							
216-1-1-7-R1	Nombre de communes ayant un système d'alerte précoce opérationnel	Nb	50	50	28	-22	NA	
216-1-1-8	Les centres opérationnels sont renforcés aux niveaux national et régional							
216-1-1-8-R1	Nombre de districts dotés de centres opérationnels actifs	Nb	10	10	11	1	A	
216-1-1-9	Une banque de données et d'informations est opérationnelle afin de centraliser les informations							
216-1-1-9-R1	Taux d'accroissement de la taille de la banque de données et d'informations	Nb	25	25	10	-15	NA	
216-1-2	Un système national d'alerte précoce multirisque est renforcé et relayé par les SAP communautaires							
216-1-2-1	Le système national d'alerte précoce multirisque est renforcé et relayé par les SAP communautaires							
216-1-2-1-R1	Nombre de nouveaux SAP multirisques mis en place	Nb	30	30	0	-30	NA	
216-1-3	Les risques majeurs sur l'ensemble du territoire sont connus et évalués et le SAP national multirisques renforcé							
216-1-3-1	Les risques tant au niveau national et local sont identifiés et évalués, et leur profil contribue de façon adéquate à la prise de décision des acteurs							
216-1-3-1-R1	Nombre de risques au niveau national et local étudiés, évalués et documentés de façon à aider à la prise de décision des acteurs	Nb	10	10	4	-6	NA	
216-1-4	Le cadre politique de la RRC et de la GRC est renforcé par la clarification autant que possible de toutes les clauses							
216-1-4-1	Le cadre politique de la RRC et de la GRC est renforcé par la clarification autant que possible de toutes les clauses							
216-1-4-1-R1	Nombre de clauses du cadre politique de la RRC et la GRC clarifiées	Nb	5	5	2	-3	NA	
216-1-4-2	L'intégration de la GRC dans les politiques, plans, programmes sectoriels est améliorée							
216-1-4-2-R1	Nombre de nouveaux documents de politique, plans, programmes sectoriels de développement intégrant la GRC	Nb	25	25	2	-23	NA	
216-1-4-3	Le cadre juridique de la réduction et de gestion des risques des catastrophes est renforcé							
216-1-4-3-R1	Nombre de textes juridiques relatifs à la RRC et la GRC	Nb	15	15	1	-14	NA	

15 MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation	
150 SECURITE PUBLIQUE							
036 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
036-1 Réhabiliter l'administration de la police nationale							
036-1-1 Assurer la gestion optimale des ressources de la police nationale							
036-1-1-1 Les ressources de la police nationale sont renforcées							
036-1-1-1-R1	Taux de réalisation des projets des infrastructures et d'acquisition des matériels roulant, des mobiliers, des équipements et du projet de recrutement	%	100	100	80	-20	NA
036-1-2 Renforcer la lutte contre la corruption							
036-1-2-1 Le cadre d'éthique, de l'intégrité et de la redevabilité sociale est renforcé							
036-1-2-1-R1	Taux de réduction du nombre des Policiers impliqués aux affaires de corruption et similaires	%	5	5	5	0	A
036-1-3 Assurer le pilotage et la coordination des activités du ministère							
036-1-3-1 Le système de contrôle et de suivi-évaluation est renforcé							
036-1-3-1-R1	Transparence et efficience dans la gestion des affaires administratives et financières	%	100	100	100	0	A
120 SECURITE PUBLIQUE							
120-1 Garantir la protection des personnes et des biens							
120-1-1 Renforcer la capacité préventive de la police nationale							
120-1-1-1 La capacité préventive de la police nationale est renforcée							
120-1-1-1-R1	Réduction du taux de criminalité	%	1,63	1,63	1,29	-0,34	NA
120-1-2 Renforcer la capacité de prise en charge judiciaire de la police nationale							
120-1-2-1 Le traitement des affaires à caractères judiciaire et économique est amélioré							
120-1-2-1-R1	Taux d'élucidation des affaires traitées	%	45	45	41,26	-3,74	NA
136 SURVEILLANCE DU TERRITOIRE ET RENSEIGNEMENTS GENERAUX							
136-1 Intensifier la collecte des renseignements et la surveillance du territoire national							
136-1-1 Renforcer la structure de renseignements de la police nationale pour informer les instances étatiques							
136-1-1-1 Renseignements généraux de la police nationale sont pertinents et fiables							
136-1-1-1-R1	Nombre des renseignements exploités, recoupés et communiqués par la Police Nationale	Nb	10 000	10 000	34 870	24 870	A
136-1-2 Renforcer la surveillance du territoire national							
136-1-2-1 La sûreté portuaire et aéroportuaire est renforcée							
136-1-2-1-R1	Taux d'élucidation de traitement des infractions à la législation sur l'immigration et émigration	%	100	100	79,81	-20,19	NA
136-1-2-2 Le contrôle des étrangers est intensifié							
136-1-2-2-R1	Taux d'accroissement du nombre des étrangers contrôlés	%	12	12	14,05	2,05	NA
136-1-2-3 La délivrance des documents des voyages est optimisée							
136-1-2-3-R1	Taux d'accroissement du nombre des documents de voyage délivrés	%	10	10	27,74	17,74	A

137 FORMATION ET REFORME

137-1 Renforcer la capacité professionnelle, opérationnelle des fonctionnaires de police et la structure organisationnelle du ministère

137-1-1 Améliorer le professionnalisme des fonctionnaires de police

137-1-1-1 La formation initiale est améliorée

137-1-1-1-R1	Nombre des élèves formés	Nb	1 250	1 250	1 250	0	A
--------------	--------------------------	----	-------	-------	-------	---	---

137-1-1-2 Capacité opérationnelle de la police nationale améliorée

137-1-1-2-R1	Taux d'accroissement des policiers bénéficiés de renforcement de capacité professionnelle	Nb	60	60	27,78	-32,22	NA
--------------	---	----	----	----	-------	--------	----

137-1-2 Reforme le cadre légal et la structure de fonctionnement de la police nationale

137-1-2-1 Les textes de fonctionnement de la police nationale sont reformés

137-1-2-1-R1	Nombre des textes de fonctionnement mis à jour	Nb	6	6	1	-5	NA
--------------	---	----	---	---	---	----	----

62 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX PUBLICS

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecarts	Eval
			Initiales	Finales	réalisées		uation
460 DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE							
018 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
018-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au ministère à travers une administration et une coordination efficace et efficiente pour l'atteinte de ses missions							
018-1-1 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée							
018-1-1-1 Pilotage stratégique et opérationnel optimale des activités du service foncier							
018-1-1-1-R3	Pourcentage des doléances traitées par rapport à celles enregistrées au niveau du foncier	%	70	70	88	18	A
018-1-1-1-R5	Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis	%	100	100	100	0	A
018-1-1-2 Administration du domaine et sécurisation foncière assurée							
018-1-1-2-R3	Nombre d'agents formés au niveau de la direction générale du foncier	Nb	120	120	605	485	A
018-1-1-2-R4	Taux d'appropriation des standards de services en matière foncière	%	100	100	0	-100	NA
018-1-1-2-R5	Pourcentage des résultats atteints par rapport à ceux prévus dans le contrat programme en matière de foncier	%	100	100	32	-68	NA
018-1-1-3 Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs							
018-1-1-3-R1	Niveau d'effcience du fonds par rapport à l'atteinte des ojectifs du contrat programme	Niveau	effcience maximum	effcience maximum	effcience moyenne	effcience moyenne	NA
018-1-1-3-R2	Pourcentage des activités relevant du contrat programme et disposant de fonds de mise en oeuvre	%	100	100	32	-68	NA
018-1-1-3-R3	Fond National Foncier Opérationnel ou non	oui	oui	oui	oui	oui	A
018-1-1-3-R5	Taux d'exécution budgétaire	%	90	90	99	9	A
409 DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE							
409-1 Promouvoir la sécurisation foncière massive sur l'étendue du territoire national							
409-1-1 Mettre en oeuvre le programme topographie foncière							
409-1-1-2 Documents topographiques fonciers informatisés, PLOFs Fiables élaborés et délimitation des terrains inventoriés							
409-1-1-2-R1	Nombre de documents topographiques numérisés	Nb	62 000	62 000	44 124	-17 876	NA
409-1-1-2-R2	Nombre de PLOF élaboré, validé et vérifié par commune	Nb	250	250	36	-214	NA
409-1-1-2-R3	Nombre de documents topographiques délivrées	Nb	74 000	74 000	87 656	13 656	A
409-1-1-2-R4	Nombre de plans réguliers effectués	Nb	32 340	32 340	8 721	-23 619	NA
409-1-1-2-R5	Nombre des opérations de bornages effectuées	Nb	32 340	32 340	14 030	-18 310	NA
409-1-2 Mettre en oeuvre le programme foncier national							
409-1-2-1 Propriété foncière sécurisée							
409-1-2-1-R1	Nombre de titres fonciers établis	Nb	32 340	32 340	7 113	-25 227	NA
409-1-2-1-R2	Nombre de parcelles jugées	Nb	3 000	3 000	149	-2 851	NA

409-1-3 Mettre en oeuvre la gestion foncière décentralisée

409-1-3-1	Guichets fonciers opérationnels performants, parcelles certifiées							
409-1-3-1-R1	Nombre de Communes accompagnées et appuyées à la mise en place de guichets fonciers	Nb	20	20	0	-20	NA	
409-1-3-1-R3	Nombre de guichets fonciers appuyés, suivis et contrôlés	Nb	400	400	215	-185	NA	
409-1-3-1-R5	Parcelles certifiées	Nb	500 000	500 000	35 564	-464 436	NA	

409-1-4 Moderniser l'administration foncière

409-1-4-1	Service foncier modernisé						
409-1-4-1-R2	Nombre de Guichets Uniques mis en place et/ou réhabilités	Nb	14	14	2	-12	NA
409-1-4-1-R3	Nombre de services fonciers restructurés et équipés en matériels (informatiques, techniques, mobiliers de bureaux)	Nb	14	14	1	-13	NA

610 TRAVAUX PUBLICS**020 ADMINISTRATION ET COORDINATION****020-1 Administration publique et territoriale efficiente et efficace****020-1-1 Optimiser la mobilisation des ressources financières, humaines et de technologie de l'information et le contrôle de gestion base sur les performances**

020-1-1-1	Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs						
020-1-1-1-R1	Taux d'exécution budgétaire Financement Propre	%	90	90	73	-17	NA
020-1-1-3	Investissements priorisés par année						
020-1-1-3-R2	Pourcentage de projet prioritaires ayant une ressources de financement	%	27	27	20	-7	NA
020-1-1-3-R3	Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis	%	100	100	100	0	A
020-1-1-7	Renforcement des capacités du professionnel des acteurs du secteur BTP						
020-1-1-7-R1	Pourcentage des Personnels touchés à la formation	%	25	25	34	9	A

020-1-2 Assurer le pilotage et la coordination des politiques de l'Etat en matière de travaux publics

020-1-2-2	Axes routiers liés au développement économique priorisés établis						
020-1-2-2-R2	Stratégie et Plan d'Action établie et à jour	Unité	1	1	1	0	A
020-1-2-2-R3	Proportion des zones économiques connectées aux réseaux routiers	%	65	65	65	0	A
020-1-2-3	Décisions administratives en matière de travaux publics assurées, bien appliquées et coordonnées						
020-1-2-3-R3	Taux d'appropriation des standards de services par le personnel des travaux publics	%	100	100	100	0	A

206 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES**206-1 Contribuer au développement socio-économique en desservant les pôles économiques et les zones de production****206-1-1 Construire et réhabiliter le réseaux routiers et les ouvrages d'art**

206-1-1-1	Routes nationales (RN) en bon etat						
206-1-1-1-R1	Pourcentage de routes nationales (RN) réhabilitées	%	60	60	5	-55	NA
206-1-1-1-R2	Linéaires de routes nationales (RN) construites	Km	800	800	63	-737	NA
206-1-1-1-R3	Pourcentage des communes désenclavés	%	55	55	45	-10	NA
206-1-1-1-R4	Longueur des routes réhabilitées et/ou construites	Km	300	300	422	122	A

206-1-1-1-R5	Routes rétablies après passage des catastrophes naturelles	%	100	100	100	0	A
206-1-1-2	Ouvrage d'art en bon état						
206-1-1-2-R2	Pourcentage des ouvrages d'art réhabilités et/ou construits	%	65	65	60	-5	NA
206-1-1-3	Voiries urbaines (VU) et routes communales (RC) en bon état						
206-1-1-3-R1	Pourcentage des voiries urbaines (VU) et routes communales (RC) réhabilitées	%	60	60	80	20	A
206-1-2	Construire et réhabiliter le réseaux routiers						
206-1-2-2	Désenclavement des zones déprimées et réculées						
206-1-2-2-R1	Routes rétablies après passage des catastrophes naturels	%	100	100	100	0	A
206-1-2-2-R2	Zones désenclavées	%	55	55	45	-10	NA
206-1-2-3	Efficacité et qualité de la circulation des biens et des personnes améliorés						
206-1-2-3-R1	Evolution de trafic sur les routes nationales non revetues	%	120	120	0	-120	NA
206-1-2-3-R3	Taux d'évolution de trafic sur les routes nationales revetues	%	125	125	0	-120	NA
206-1-2-3-R4	Longueur des routes réhabilitées et/ou reconstruites	Km	300	300	422	122	A
206-1-2-4	Zones déprimées et réculées désenclavées						
206-1-2-4-R1	Routes rétablies après passage des catastrophes naturels	%	100	100	100	0	A
206-1-2-4-R2	Pourcentage des communes désenclavées	%	55	55	45	-10	NA
206-1-3	Assurer l'intégration des dimensions sociales et environnementales						
206-1-3-1	Les projets routiers sont réalisés avec des mesures de sauvegarde environnementales et sociales appropriées						
206-1-3-1-R2	Proportion des études d'impacts environnementaux (EIE) relatifs aux projets routiers	%	70	70	80	10	A
206-1-3-1-R3	Proportion des Programmes d'engagement environnementaux (PrEE) relatifs aux travaux d'entretien routier	%	70	70	100	30	A
206-1-4	Maintenir le réseau des routes nationales (RN) et structurantes en bon état						
206-1-4-2	Pourcentage du réseau des routes nationales (RN) butimé en bon état						
206-1-4-2-R1	Pourcentage des Routes nationales revêtues non structurantes en bon état	%	50	50	40	-10	NA
206-1-4-2-R2	Pourcentage des Routes nationales structurantes en bon état	%	60	60	52	-8	NA
206-1-4-3	Progression du linéaire Km de routes en bon état						
206-1-4-3-R1	Pourcentage des routes nationales non-revêtues en bon état	%	30	30	9	-21	NA
206-1-5	Réhabiliter et/ou construire le réseau des routes nationales (RN)						
206-1-5-1	Linéaire de pont métallique installé						
206-1-5-1-R1	MI de pont métallique modulaire installé	MI	300	300	375	75	A
206-1-5-3	Progression du linéaire de routes nationales et unités d'ouvrages d'art réhabilités						
206-1-5-3-R2	Pourcentage des ouvrages d'art réhabilités et/ou construits	%	65	65	60	-5	NA

218 GESTION DU PATRIMOINE ROUTIER

218-1 Optimiser la maintenance du patrimoine à travers l'entretien courant et les mesures de sauvegarde du réseau routier

218-1-2 Maintenir le réseau routier et structurantes en bon état

218-1-2-2	Réseau routiers praticables toute l'année						
218-1-2-2-R1	Km des routes entretenues	Km	11 810	11 810	11 465,49	-344,51	NA
218-1-2-2-R2	Ouvrages d'art et de franchissement entretenus	Unité	20	20	21	1	A

620 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**021 ADMINISTRATION ET COORDINATION****021-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au ministère à travers une administration et une coordination efficace et efficiente pour l'atteinte de ses missions****021-1-1 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée**

021-1-1-1	Pilotage stratégique et opérationnel optimale des activités du ministère et de son administration						
021-1-1-1-R2	Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis	%	100	100	100	0	A
021-1-1-2	Administration de l'aménagement du territoire assuré						
021-1-1-2-R3	Nombre d'agents formés au sein de la direction générale de l'aménagement de territoire	Nb	60	60	274	214	A
021-1-1-2-R4	Pourcentage des résultats atteints par rapport à ceux prévus dans le contrat programme en matière de l'aménagement du territoire	%	100	100	31,57	-68	NA
021-1-1-3	Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs						
021-1-1-3-R2	Niveau d'efficience du fonds par rapport à l'atteinte des ojectifs du contrat programme	Niveau	efficience maximum	efficience maximum	Nd	Nd	Nd
021-1-1-3-R3	Taux d'exécution budgétaire	%	90	90	81,69	-8	NA
021-1-1-3-R5	Pourcentage des activités relevant du contrat programme et disposant de fonds de mise en oeuvre	%	100	100	100	0	A

207 AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES VILLES**207-1 Promouvoir le developpement équilibre du territoire national****207-1-1 Promouvoir la mise en valeur des territoires, d'équipement et de l'habitat**

207-1-1-1	Les Collectivités Territoriales Décentralisé sont dotées en infrastructures structurantes et en équipements de base						
207-1-1-1-R1	Nombre de Collectivités dotées d'infrastructures, d'équipements et de construction de logement sur la base de la nouvelle norme établies	Nb	12	12	8	-4	NA
207-1-1-1-R2	Nombre d'études entamées pour la mise en place des sites de logements	Nb	8	8	8	0	A
207-1-1-1-R3	Nombre de sites pouvant recevoir de logements	Nb	5	5	8	3	A
207-1-1-1-R4	Nombre de logements / appartements construits	Nb	450	450	0	-450	NA
207-1-1-2	Les zones à fortes potentialités de développement sont valorisées						
207-1-1-2-R2	Nombre d'études pour la mise en place de nouvelles villes	Nb	6	6	0	-6	NA
207-1-1-2-R5	Superficie de site viabilisé et aménagé (en Ha)	hectare	200	200	0	-200	NA
207-1-1-2-R7	Nombre de nouvelles villes / sites présentant des travaux de viabilisation	Nb	0	0	0		Autres
207-1-2	Renforcer la planification, l'organisation et la structuration des territoires						
207-1-2-1	Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés						

207-1-2-1-R3	Nombre de CTD (régions, districts, communes) dotés en outils de planification	Nb	63	63	5	-58	NA
207-1-2-2	Les Villes sont résilientes, sûres et forces motrices du développement économique						
207-1-2-2-R1	Nombre de territoires urbains et périurbains bénéficiaires de travaux d'urbanisme	Nb	230	230	116	-114	NA
207-1-2-2-R3	Nombre de communes urbaines ayant eu le renforcement de capacité et l'appui institutionnel	Nb	6	6	6	0	A
207-1-2-2-R5	ML de canaux curés chaque année	MI	9 000	9 000	8 000	-1 000	NA
207-1-2-3	Les informations sur l'Aménagement du Territoire sont capitalisées, diffusées et utilisées par tous les acteurs publics, privés et la population						
207-1-2-3-R1	Système de collectes et d'échanges de base de données territoriales opérationnel	Oui	non	non	non	non	NA
207-1-2-3-R2	IPAM fonctionnel	Oui	non	non	non	non	NA

640 GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

215 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

215-2 Mettre en œuvre et réaliser des projets structurants pour un développement humain durable

215-2-1 Planifier et coordonner les besoins et projets nationaux d'infrastructures dans les courts, moyens et longs termes

215-2-1-1 Durabilité, efficacité et efficience des infrastructures assurée

215-2-1-1-R1	Nombre de projets mis en œuvre suivant le document de planification et les dispositifs	Nb	1	1	2	1	A
--------------	--	----	---	---	---	---	---

215-2-2 Stimuler les échanges interrégionaux et nationaux

215-2-2-1 Des Projets d'Urgence Présidentiel Réalisés

215-2-2-1-R1	Nombre estimatif de population bénéficiaire des PUPs	Nb	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0	A
--------------	--	----	-----------	-----------	-----------	---	---

215-3 Promouvoir la bonne gouvernance et le développement du secteur infrastructure et équipement

215-3-1 Assurer une meilleur coordination du secteur infrastructure/équipement

215-3-1-1 Coordination et développement du secteur infrastructure et équipement assurés

215-3-1-1-R1	Nombre de régions recensées en matière d'infrastructure et équipements	Nb	1	1	0	-1	NA
215-3-1-1-R2	Nombre de régions dotées d'un plan régional des infrastructures et Equipements	Nb	5	5	0	-5	NA
215-3-1-1-R3	Nombre de document de politique élaboré	Nb	1	1	1	0	A

215-4 Optimiser l'entretien des routes dans les régions

215-4-1 Maintenir les réseaux routiers en bon état

215-4-1-1 Praticabilité des réseaux routiers toute l'année

215-4-1-1-R1	Pourcentage des communes accessible par voie de surface toute l'année	%	40	40	45	5	A
--------------	---	---	----	----	----	---	---

81 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecarts	Eval uatio n
812 EDUCATION						
067 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
067-1 Promouvoir la gestion et la gouvernance pour mieux transformer les ressources en résultats						
067-1-1 Améliorer la gouvernance au niveau du MENETP						
067-1-1-1	Pilotage, reporting et coordination au niveau Central améliorés					
067-1-1-1-R1	Taux d'engagement des dépenses au niveau central (hors solde, financement externe et DTI)	%	94	94	82,43	-11,57 NA
067-1-1-2	Pilotage et reporting au niveau régional amélioré					
067-1-1-2-R1	Taux d'engagement des dépenses au niveau régional (hors solde, financement externe et DTI)	%	97	97	91,25	-5,75 NA
067-1-2 Coordonner la mise en oeuvre de la politique nationale relative à l'enseignement technique et de la formation professionnelle						
067-1-2-1	Performance des directions centrales et régionales, les organismes rattachés et les établissements au sein du MENETP améliorée					
067-1-2-1-R1	Taux d'engagement des dépenses au niveau central et régional (hors solde, financement externe et DTI)	%	94	94	0	-94 NA
067-1-2-2	Politique et stratégies de l'ETFP définies avec les partenaires, mises en place et appliquées					
067-1-2-2-R1	Nombre de stratégies de la PNEFP mises en place et appliquées	Nb	5	5	0	-5 NA
067-1-2-3	Gestion du personnel administratif/formateurs et des ressources financières,matérielles et mobilières amélioré					
067-1-2-3-R1	Nombre de directions centrales et régionales dotées de matériels et mobiliers	Nb	4	4	0	-4 NA
313 EDUCATION PRESCOLAIRE						
313-1 Développer progressivement un enseignement préscolaire de qualité						
313-1-1 Etendre et améliorer l'offre publique d'enseignement préscolaire						
313-1-1-1	"Centres d'activités préscolaires" et "Espace d'Eveil communautaire" opérationnels					
313-1-1-1-R1	Pourcentage d'écoles primaires publiques et communautaires avec Centre d'Activités Préscolaire	%	52	52	50	-2 NA
313-1-2 Promouvoir la qualité de l'éducation préscolaire						
313-1-2-1	Educateurs du préscolaire certifiés					
313-1-2-1-R1	Pourcentage d'éducateurs certifiés	%	30	30	30	0 A
314 EDUCATION FONDAMENTALE DE 9 ANS						
314-1 Permettre à chaque enfant malgache d'âge scolaire, sans exclusion, de bénéficier d'une éducation fondamentale de 9 ans						
314-1-1 Promouvoir la qualité de l'EF						
314-1-1-1	Rendement scolaire de l'EF amélioré					
314-1-1-1-R1	Pourcentage des admis au BEPC	%	47	47	49,28	2,28 A
314-1-1-2	Enseignants et encadreurs de l'EF certifiés					
314-1-1-2-R1	Nombres d'enseignants et	Nb	5 581	5 581	3 114	-2 467 NA

83 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uatio n
830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE						
049 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
049-2 Assurer la bonne gouvernance des ressources du ministère						
049-2-1 Gerer de manière optimale la masse salariale						
049-2-1-1 Rémunération du personnel honorée à temps						
049-2-1-1-R1	Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	100	0 A
309 FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE						
309-1 Promouvoir l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle / développement de compétence pour une meilleure employabilité des formés						
309-1-1 Améliorer la qualité et la pertinence des formations						
309-1-1-1 Individus certifiés et insérés						
309-1-1-1-R1	Nombre d'individus certifiés et insérés	Nb	30 600	30 600	15 917	-14 683 NA
309-1-1-2 Cursus et Curricula de formation adaptés						
309-1-1-2-R1	Nombre de cursus et curricula de formation adaptés	Nb	10	10	6	-4 NA
309-1-2 Piloter l'Enseignement Technique et Professionnel						
309-1-2-1 Employabilité des apprenants amélioré						
309-1-2-1-R1	Taux d'insertion professionnelle	%	15	15	Nd	Nd Nd
309-1-3 Élargir l'accès à la formation à tout citoyen, quel que soit son niveau académique ou niveau de qualification professionnelle, y compris les personnes en situation de handicap						
309-1-3-1 Personnes formées à l'emploi potentiels et prévisibles						
309-1-3-1-R1	Nombre de personnes formées à l'emploi potentiel et prévisible	Nb	750	750	507	-243 NA
309-1-3-2 Personnes formées par rapport aux besoins en compétences exprimés						
309-1-3-2-R1	Pourcentage des personnes formées par rapport aux besoins en compétences exprimés	%	10	10	10	0 A

71 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

		Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uatio n	
710 SANTE								
024 ADMINISTRATION ET COORDINATION								
024-1 Développer la capacité organisationnelle et managériale du système de santé								
024-1-1 Garantir la mise aux normes des infrastructures administratifs et des équipements informatiques								
024-1-1-1	024-1-1-1-R1	Cadre de travail du personnel de santé publics amélioré Nombre de bureau administratif doté en materiel et mobilier de bureau	Nb	5	5	5	0	A
024-1-2 Assurer le pilotage du système de santé								
024-1-2-1	024-1-2-1-R1	Pilotage du système de santé assurée Taux de promptitude des RMA	%	65	65	82,6	18	A
024-1-4 Assurer la mobilisation des moyens pour le système de santé								
024-1-4-1	024-1-4-1-R1	Ressources financières et matérielles du système de santé mobilisées de façon efficiente Nombre des districts ayant des CSU opérationnelles	Nb	10	10	5	-5	NA
024-1-6 Assurer la disponibilité des informations sanitaires fiables								
024-1-6-1	024-1-6-1-R1	Assurance de la mobilisation des moyens humains du système de santé Pourcentage de CSB 2 sans medecins	%	40	40	35	-5	NA
505 LUTTE CONTRE LES MALADIES								
505-1 Promouvoir la lutte contre les maladies								
505-1-2 Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles y compris la prévention du handicap								
505-1-2-1	505-1-2-1-R1	Condition handicapante réduite Taux de depistage des facteurs de risques des MNT	%	20	20	13,8	-6	NA
505-1-3 Renforcer la lutte contre les maladies transmissibles,épidémiques et négligées								
505-1-3-1	505-1-3-1-R1	Surveillances épidemiologiques renforcées Pourcentage des distrctis supervisés en matiere de surveillance épidemiologique	%	25	25	28	3	A
505-1-3-3	505-1-3-3-R1	Prevention et prise en charge correcte des cas de paludisme, tuberculose et VIH/SIDA renforcées Pourcentage des cas de tuberculose prise en charge correctement	%	85	85	84,7	-0,30	A
505-1-4 Renforcer la lutte contre le paludisme								
505-1-4-1	505-1-4-1-R1	Prise en charge correcte des cas de paludisme renforcée Taux des TDR distribué	%	85	85	87	2	A
506 SURVIE ET DEVELOPPEMENT DE LA MERE ET DE L'ENFANT								
506-1 Assurer la survie de la mère et de l'enfant								
506-1-1 Renforcer la lutte contre les maladies évitables par la vaccination								
506-1-1-1	506-1-1-1-R1	Enfants de 0-11 mois complètement vaccinés Taux de couverture vaccinale pour toute antigene	%	92	92	92	0	A
506-1-2 Améliorer l'état de santé de la mère et du nouveau-né								
506-1-2-3	506-1-2-3-R1	Etat de santé de la mère et de l'enfant amélioré Taux d"accouchement aux formations sanitaires	%	36	36	36,5	0,50	A
506-1-4 Promouvoir la planification familiale								
506-1-4-1	506-1-4-1-R1	Utilisation des services de planification familiale augmentée Taux de couverture contraceptive	%	35	35	34,7	-0,30	NA

506-1-5 Renforcer la prévention et la prise en charge de la malnutrition

506-1-5-1 Prise en charge des enfants agés moins de 5 ans malnutries aigues assurées

506-1-5-1-R1	Taux d'insuffisance ponderale en consultation externe chez les enfants moins de 5 ans	%	9	9	2	-7	NA
--------------	---	---	---	---	---	----	----

508 FOURNITURE DE SOINS DE SANTE DE QUALITE**508-2 Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population aux services de qualité****508-2-1 Promouvoir l'offre de soins de qualité aux population**

508-2-1-1 Offre et accessibilité de la population aux services de santé de base de qualité améliorés

508-2-1-1-R1	Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB	%	50	50	47,4	-2,60	NA
--------------	---	---	----	----	------	-------	----

508-2-2 Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population aux formations sanitaires

508-2-2-1 Offre et accessibilité de la population au niveau des formations sanitaires assurés

508-2-2-1-R1	Pourcentage des FS pouvant offrir des soins de qualité	%	70	70	50	-20	NA
--------------	--	---	----	----	----	-----	----

508-2-3 Assurer la disponibilité des intrants de santé

508-2-3-1 Intrants de santé disponibles au niveau des formations sanitaires

508-2-3-1-R1	Taux de disponibilté des intrants de santé	%	100	100	100	0	A
--------------	--	---	-----	-----	-----	---	---

508-2-3-2 Approvisionnement continue en intrants des santé au niveau des formations sanitaires

508-2-3-2-R1	Taux de disponibilté des poches de sang au niveau des centres hospitaliers (district , region ,universitaire)	%	92	92	100	8	A
--------------	---	---	----	----	-----	---	---

508-3 Mettre aux normes les hôpitaux des régions et des districts**508-3-1 Assurer la prise en charge correcte des cas referes aux niveaux des hopitaux des regions et districts**

508-3-1-1 La prise en charge correcte au niveau des hôpitaux de référence est assurée

508-3-1-1-R1	Nombre des CHR/D/CHRR mises aux normes	%	2	2	13	11	A
508-3-1-1-R2	Nombre des CHR/D/CHRR mises aux normes	Nb	2	2	13	11	A

41 MINISTÈRE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
430 PECHE						
033 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
033-1 Bonne gouvernance du secteur halieutique						
033-1-1 Gérer de manière efficiente les ressources du Ministère						
033-1-1-1 Budget du Ministère bien géré						
033-1-1-1-R1	Taux d'absorption de budget	%	100	100	89,81	-10,19 NA
033-1-1-2 Situation administrative du personnel en règle						
033-1-1-2-R1	Personnel productif	Nb	750	750	740	-10 NA
033-1-2 Promouvoir une gouvernance transparente et responsable						
033-1-2-1 Gouvernance renforcée						
033-1-2-1-R1	Secteur halieutique développé	Nb	1	1	0,89	-0,11 NA
033-1-2-2 Textes législatifs mis à jour et respectés						
033-1-2-2-R1	Décrets et arrêtés d'application mis à jour	Nb	12	12	5	-7 NA
033-2 Assurer la bonne gouvernance des ressources du ministère						
033-2-1 Gérer de manière optimale la masse salariale						
033-2-1-1 Rémunération du personnel honorée à temps						
033-2-1-1-R1	Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	90,13	-9,87 NA
408 DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES						
408-1 Développement de la pêche et de l'aquaculture						
408-1-1 Accroître la productivité et améliorer la contribution économique du secteur						
408-1-1-1 Pêche et aquaculture développées						
408-1-1-1-R1	Taux de production augmenté	%	0,05	0,05	0,05	0 A
408-1-1-2 Activités au niveau régional consolidées						
408-1-1-2-R1	DRRHP consolidées	Nb	22	22	22	0 A
408-1-2 Gérer rationnellement et durablement et préserver les ressources halieutiques						
408-1-2-1 Environnement marin et lacustre sauvegardé et ressources protégées						
408-1-2-1-R1	Plan d'aménagement et de gestion élaboré	Nb	2	2	0	-2 NA
408-1-3 Satisfaction des besoins du marché national en produits halieutiques et accroissement significatif de l'exportation						
408-1-3-1 Commercialisation des produits appuyée						
408-1-3-1-R1	Guide de commercialisation des produits halieutiques élaborés	Nb	1	1	0	-1 NA
480 AGRICULTURE ET ELEVAGE						
061 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
061-1 Améliorer la gouvernance et l'environnement institutionnel du secteur agriculture et élevage						
061-1-1 Renforcer la capacité des acteurs pour la mise en oeuvre du PSAEP						
061-1-1-1 Performance améliorée						
061-1-1-1-R2	Acteurs formés	Nb	350	350	1 226	876 A
061-1-2 Améliorer le cadre institutionnel et règlementaire du secteur agriculture et élevage						
061-1-2-1 Gouvernance du secteur améliorée						
061-1-2-1-R1	Taux de performance annuel du Ministère	%	60	60	47	-13 NA
411 AGRICULTURE						
411-1 Développer l'Agriculture tournée vers le marché national et international						
411-1-1 Structurer le monde rural et faire des aménagements intégrés						
411-1-1-1 Infrastructures rurales viabilisées et mécanisation agricole promue						
411-1-1-1-R1	Superficies hydro-agricoles	Ha	20 000	20 000	71 262	51 262 A

	irriguées							
411-1-1-2	Services d'appui aux producteurs améliorés							
411-1-1-2-R1	Montant de subvention allouée aux producteurs	Millions d'ar	34 918	34 918	13 015	-21 903	NA	
411-1-2	Promouvoir des systèmes de production agricoles améliorés et compétitifs							
411-1-2-1	Conditions de vie des ménages producteurs améliorées							
411-1-2-1-R1	Nombre d'OP et ménages bénéficiaires	Nb	60 000	60 000	69 756	9 756	A	
412	ELEVAGE							
412-1	Développer l'Elevage orienté vers le marché							
412-1-1	Accroître la productivité et la production animale							
412-1-1-1	Filières d'élevage promues							
412-1-1-1-R1	Nombre d'éleveurs appuyés et encadrés	Nb	90	90	24 023	23 933	A	
412-1-2	Améliorer l'accès aux marchés nationaux et relancer l'exportation							
412-1-2-1	Produits d'élevage mis aux normes et améliorées							
412-1-2-1-R1	Nombre d'infrastructures normalisées mises en place	Nb	23	23	133	110	A	

51 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Eval
			Initiales	Finales	réalisées		uation
510 ENERGIE							
031 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
031-2 Renforcer les prestations de service public							
031-2-1 Promouvoir la productivité des agents du Ministère							
031-2-1-1 La contribution active des agents du Ministère dans l'Administration publique est mise en place							
031-1-1-1-R1	Directions et services contrôlés et suivis	Nb	23	23	0	-23	NA
031-2-1-1-R2	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	98	-2	NA
031-2-1-1-R3	Délai de traitement de dossiers	Jour	2	2	2	0	A
203 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ELECTRIQUES ET DES RESSOURCES D'ENERGIE LOCALES							
203-1 Développer les infrastructures électriques et ressources d'énergie locale							
203-1-1 Gérer durablement les ressources d'énergies locales							
203-1-1-1 Les énergies de substitution au bois énergie sont développées							
203-1-1-1-R1	Déchets agricoles transformés	%	1	1	0	-1	NA
203-1-1-1-R2	Déchets agricoles non transformés	%	1	1	0	-1	NA
203-1-1-1-R3	Biogaz	%	1	1	0	-1	NA
203-1-1-1-R4	Ethanol	%	4	4	0	-4	NA
203-1-1-2 La politique énergétique est bien cadrée							
203-1-1-2-R2	Master Plan Production	%	75	75	75	0	A
203-1-1-2-R3	Schéma directeur réseaux	%	75	75	50	-25	NA
203-1-1-2-R4	Code de réseaux et son décret d'application	%	25	25	25	0	A
203-1-2 Satisfaire la demande intérieure							
203-1-2-1 Accès à l'énergie durable pour tous							
203-1-2-1-R1	Taux d'accès en électricité	%	18	18	16	-2	NA
203-1-2-1-R2	Kits solaires distribués	Nb	110 000	110 000	5 500	-104 500	NA
203-1-2-2 Les ressources d'énergies localement disponibles sont utilisées efficacement							
203-1-2-2-R1	Réduction des heures de délestages	%	40	40	12	-28	NA
203-1-2-2-R2	Economie de bois	M3	2 000	2 000	0	-2 000	NA
203-1-2-2-R3	Taux d'accès en électricité	%	20	20	16	-4	NA
540 HYDROCARBURES							
204 DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PETROLIER ET DES BIOCARBURANTS							
204-1 Développement du secteur pétrolier et des biocarburants							
204-1-1 Encourager et faciliter l'exploitation des ressources d'hydrocarbures du pays							
204-1-1-1 Consommation des produits extraits et transformés localement							
204-1-1-1-R1	Produits extraits, transformés et consommés	M3	10 000	10 000	100	-9 900	NA
204-1-2 Préserver la sécurité de la population et l'environnement relatif à toutes opérations et installations							
204-1-2-1 Opérations sécurisées et sans incidents							
204-1-2-1-R1	Incidents signalés	unité	10	10	8	-2	A
204-1-3 Créer les conditions favorables aux nouveaux opérateurs et investisseurs afin de développer et diversifier les infrastructures							
204-1-3-1 Nouvelles infrastructures créées							
204-1-3-1-R1	ATP octroyée d'adultération	unité	40	40	43	3	A
204-1-4 Assurer l'égalité d'accès de tous les consommateurs à des produits et des services de qualité et de prix aux meilleures conditions							
204-1-4-1 Vente de produits de qualité aux meilleurs prix							

204-1-4-1-R1	Doléances reçus sur un supcon d'adultération	unité	75	75	21	-54	A
204-1-4-2	Distribution de proximité effective						
204-1-4-2-R1	Districts desservis	Nb	12	12	5	-7	NA

52 MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecarts	Eval	
			Initiales	Finales	réalisées		uation	
520 EAU ET ASSAINISSEMENT								
032 ADMINISTRATION ET COORDINATION								
032-1 Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources : humaines, financières et matériels								
032-1-1 Exécuter de manière optimale les dépenses de fonctionnement hors solde								
032-1-1-1 Bonne exécution des dépenses de fonctionnement								
	032-1-1-1-R1	Taux d'exécution des dépenses de fonctionnement hors solde	%	100	100	0	-100	NA
032-2 Assurer la bonne gouvernance des ressources du ministère								
032-2-1 Gérer de manière optimale la masse salariale								
032-2-1-1 Rémunération du personnel honorée à temps								
	032-2-1-1-R1	Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	0	-100	NA
032-3 Projet de renforcement des capacités matérielles et humaines								
032-3-1 Assurer le renforcement des capacités matérielles et humaines								
032-3-1-1 Bonne exécution des dépenses d'investissement								
	032-3-1-1-R1	Taux d'exécution des dépenses d'investissement	%	100	100	Nd	Nd	Nd
205 DEVELOPPEMENT DE L'ACCES A L'EAU ET AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT								
205-1 Assurer l'accès universel en matière d'eau potable, aux infrastructures d'assainissement et à la promotion de l'hygiène								
205-1-1 Améliorer l'accès aux infrastructures d'assainissement et à la promotion de l'hygiène								
205-1-1-1 Développement des infrastructures d'assainissement								
	205-1-1-1-R1	Travaux des infrastructures d'assainissement réalisés	%	100	100	77	-23	NA
205-1-1-2 Promotion de l'hygiène								
	205-1-1-2-R1	Zones sensibilisées	%	100	100	60	-40	NA
205-1-2 Améliorer l'accès à l'eau potable								
205-1-2-1 Dotation d'un moyen matériel au ministère								
	205-1-2-1-R1	Atelier de forage acquis	unité	1	1	0	-1	NA
	205-1-2-1-R2	Matériels techniques acquis	%	100	100	70	-30	NA
205-1-2-2 Appui technique et financier à la JIRAMA								
	205-1-2-2-R1	Camions bennes et à grues acquis	Nb	2	2	0	-2	NA
	205-1-2-2-R2	Citernes d'eau acquises	Nb	100	100	11	-89	NA
	205-1-2-2-R3	Nouvelles stations de traitement mobile mises en place	Nb	2	2	0	-2	NA
	205-1-2-2-R4	Travaux d'urgence de la JIRAMA réalisés	Nb	5	5	5	0	A
	205-1-2-2-R5	Matériels techniques affectés à la JIRAMA	%	100	100	70	-30	NA
	205-1-2-2-R6	Travaux d'AEP réalisés pour la JIRAMA	Nb	54	54	45	-9	NA
205-1-2-3 Adduction d'eau potable								
	205-1-2-3-R1	Travaux d'adduction d'Eau réalisés	%	100	100	90	-10	NA
205-1-3 Appuyer techniquement et financièrement les organismes rattachés								
205-1-3-1 Appui technique et financier au SAMVA								
	205-1-3-1-R1	Camions multibenness acquis pour le SAMVA	Nb	10	10	0	-10	NA
	205-1-3-1-R2	Bacs à ordures acquis pour le -	Nb	100	100	0	-100	NA

SAMVA							
205-1-3-1-R3	Taux de transfert de crédits	%	100	100	100	0	A
205-1-3-2	Appui technique et financier à l'AES						
205-1-3-2-R1	Taux d'exécution de crédits d'investissement	%	100	100	0	-100	NA
205-1-3-2-R2	Taux de transferts de crédits de fonctionnement	%	100	100	63	-37	NA
205-1-3-3	Appui technique et financier à l'ANDEA						
205-1-3-3-R1	Taux de transfert de crédits	%	100	100	99,23	-0,77	NA

53 MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecarts	Eval
			Initiales	Finales	réalisées		uation
530 MINES							
019 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
019-1 Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux							
019-1-1 Mise en oeuvre de la Politique Générale de l'Etat en matière de mines et des ressources stratégiques							
019-1-1-1	Amélioration de la performance de l'Administration minière						
019-1-1-1-R1	Taux d'efficacité de l'Administration minière	Taux	–	65	70	5	A
019-1-1-2	Gestion efficace et rationnelle des revenus et des flux monétaires dans le secteur extractif						
019-1-1-2-R1	Taux de réalisation de l'exécution budgétaire	%	–	90	99,43	9,43	A
019-1-1-2-R2	Taux de réalisation en matière de Marchés Publics	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R3	Taux de traitement des dossiers de poursuite	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R4	Taux de réalisation en matière de communication	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R5	Taux de réalisation en matière de GRH	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R6	Taux de réalisation des PTA respectifs des Directions interrégionales et/ou des Directions Régionales des Mines et Mines et des Ressources Stratégiques	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R7	Taux de réalisation annuel en matière de coordination, de suivi-évaluation, d'analyse, de contrôle des activités minières et d'audit interne	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R8	Taux de réalisation annuelle	%	–	100	100	0	A
019-1-1-2-R9	Taux de réalisation de l'e-gouvernance dans le secteur extractif	%	–	50	51	1	A
019-1-2 Restaurer le climat d'investissement attractif							
019-1-2-1	Instauration d'un cadre légal attractif et approprié à l'évolution du secteur et préservant l'intérêt national						
019-1-1-3-R1	Lettre de politique Nationale pétrolière élaborée	Nb	–	1	1	0	A
019-1-1-3-R2	Travaux préliminaires internes	Taux cumulé	–	15	16	1	A
019-1-1-3-R3	Textes d'applications du nouveau Code pétrolier	Taux cumulé	–	0			Autres
019-1-3 Valoriser le cadastre minier à Madagascar							
019-1-3-1	Mise à disposition d'un cadre juridique conforme à la politique de l'Etat et sécurisant les intérêts des opérateurs miniers						
019-1-3-1-R1	Taux de réalisation du draft du nouveau code minier	Taux	–	75	75	0	A
019-1-3-1-R2	Projets de textes d'application du code minier	Taux cumulé	–	0			Autres
019-1-4 Développer la filière pierres précieuses et pierres fines							
019-1-4-1	Gestion de proximité des activités minières						
019-1-4-1-R1	Nombre de Bureaux d'Administration Minière (BAM) opérationnels	Nb	–	5	5	0	A
019-1-5 Contrôler la chaîne de valeur d'or							
019-1-5-1	Maîtrise de la filière Or						

	019-1-5-1-R1	Centrale de l'or opérationnelle	Nb	–	1	1	0	A
019-1-6	Mettre en œuvre la stratégie d'acquisition d'or au profit de l'Etat							
	019-1-6-1	Constitution de réserves d'or nationales						
	019-1-6-1-R1	Unités de fonte locales fonctionnelles	Nb	–	4	0	-4	NA
019-1-7	Mettre en place d'une structure nationale d'achat d'or							
	019-1-7-1	Mise en place d'une structure nationale d'achat d'or						
	019-1-7-1-R1	Projet de texte sur le régime de l'or (taux de réalisation)	Taux cumulé	–	75	75	0	A
019-1-8	Mettre en œuvre les normes de transparence "initiative pour la transparence des Industries Extractives"							
	019-1-8-1	Amélioration du climat d'investissement dans le secteur extractif						
	019-1-8-1-R1	Note d'évaluation positive de la part de l'ITIE International	Statut attribué	pays conforme	pays conforme	0	0	NA
019-1-9	Améliorer l'environnement des mines et des ressources stratégiques							
	019-1-9-1	Sécurisation du flux des produits miniers						
	019-1-9-1-R1	Convention de collaboration établie avec diverses entités de contrôle, plan de contrôle et de sécurisation adopté	Nb	–	1	1	0	A
	019-1-9-1-R2	Nombre d'unités Régionales de la Police des mines mises en place et opérationnelles (nombre cumulés)	Nb	–	1	4	3	A
019-1-10	Améliorer l'environnement des mines et des ressources stratégiques							
	019-1-10-1	Cohérence des retombées économiques et sociales des grands Projets miniers existants aux attentes de l'Etat						
	019-1-10-1-R1	Nombre de grands projets miniers suivis	Nb	–	1	0	-1	NA
	019-1-10-2	Entrée en phase de construction et d'exploitation des Projets industriels en gestation						
	019-1-10-2-R1	Nombre de Projets d'exploitation à échelle industrielle implantés	Nb	–	2	0	-2	NA
019-1-11	Accroître la part du secteur extractif dans le Produit Intérieur Brut							
	019-1-11-1	Mécanisme de traçabilités, de transparence et de fluidité des opérations d'exportations des produits miniers						
	019-1-11-1-R1	Nombre de Guichets Unique d'exportation et/ou de recouvrement des revenus miniers opérationnels (nombre cumulé)	Nb	–	1	1	0	A
	019-1-11-2	Politique fiscale favorisant une synergie sectorielle						
	019-1-11-2-R1	Plateforme fiscale opérationnelle	Nb	–	0			Autres
217	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PETROLIER							
217-1	<u>Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux</u>							
217-1-1	Attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE)							
	217-1-1-1	Augmentation des Investissements Directs Etrangers (IDE)						
	217-1-1-1-R1	Taux de mise en place du portail informatif sur les activités pétrolières en amont	%	20	20	25	5	A
217-1-2	Valoriser les Blocs pétroliers et gaziers							
	217-1-2-1	Contrats de partage de production des Projets pétroliers renégociés à Madagascar						
	217-1-2-1-R1	Nombre de contrats de partage de production (CPP)renégociés	Nb	–	1	0	-1	NA
	217-1-2-2	Projets d'investissements pétroliers et gaziers nouvellement implantés à Madagascar						
	217-1-2-2-R1	Nombre de contrats de partage de production (CPP) conclus	Nb	–	0			Autres
217-1-3	Améliorer la contribution du secteur pétrolier							
	217-1-3-1	Accroissement des retombées socio-économiques des projets pétroliers						
	217-1-3-1-R1	Nombre des projets pétroliers impliqués	Nb	–	0			Autres
217-1-4	Restaurer le climat d'investissement attractif							
	217-1-4-1	Optimisation de la gestion des blocs pétroliers en superposition avec les sites protégés						
	217-1-4-1-R1	Taux de la réduction des superficies des aires protégées en superposition	%	–	30	30	0	A

avec des blocs pétroliers

609 DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

609-1 Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux

609-1-1 Contrôler la chaîne de valeur de l'or

609-1-1-1 Maîtrise de la filière or

609-1-1-1-R1	Centrale de l'or opérationnelle	Nb	-	1	1	0	A
--------------	---------------------------------	----	---	---	---	---	---

609-1-1-2 Constitution de réserves d'or nationales

609-1-1-2-R1	Unités de fonte locales fonctionnelles	Nb	-	4	0	-4	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

609-1-2 Mettre en œuvre une stratégie d'acquisition d'or au profit de l'Etat

609-1-2-1 Harmonisation de la commercialisation de l'or et traçabilité de l'or

609-1-2-1-R1	Quantité d'or acquis	Kg	-	200	177	-23	NA
--------------	----------------------	----	---	-----	-----	-----	----

609-1-2-1-R1	Antenne locale de l'ANOR	Nb	-	3	3	0	A
--------------	--------------------------	----	---	---	---	---	---

609-1-3 Contrôler et maîtriser les flux des produits miniers

609-1-3-1 Traçabilité des produits aurifères, métaux et substances miniers

609-1-3-1-R1	Nombre de structures de contrôle équipées en matériels spécifiques	Nb	-	3	3	0	A
--------------	--	----	---	---	---	---	---

609-1-3-1-R2	Quantité d'or enregistrée officiellement	Tonne	-	2	2,10	0,10	A
--------------	--	-------	---	---	------	------	---

609-1-4 Développer la filière pierres précieuses et pierres fines

609-1-4-1 Valeurs ajoutées générées par la transformation des produits miniers augmentées

609-1-4-1-R1	Nombre de zones bénéficiaires des ateliers communautaires de formation, de démonstration et de transformation des produits miniers	Nb	-	1	1	0	A
--------------	--	----	---	---	---	---	---

609-1-5 Professionnaliser les petits exploitants miniers nationaux

609-1-5-1 Base de données des petits exploitants miniers nationaux disponible

609-1-5-1-R1	Nombre des petits exploitants miniers identifiés et/ou recensés et formalisés	Nb cumulé	-	6 000	8 061	2 061	A
--------------	---	-----------	---	-------	-------	-------	---

609-1-6 Consolider et capitaliser les données géologiques de Madagascar

609-1-6-1 Identification des réserves minières aux fins d'incitation des investissements miniers nationaux et internationaux

609-1-6-1-R1	Bureau de Géologie Nationale mis en place et opérationnel	Nb	-	0			Autres
--------------	---	----	---	---	--	--	--------

609-1-6-2 Données géologiques et minières disponibles et capitalisées

609-1-6-2-R1	Taux de couverture géologique nationale amélioré	Taux cumulé	-	40	40	0	A
--------------	--	-------------	---	----	----	---	---

609-1-6-3 Amélioration de la visibilité et attractivités du secteur minier malagasy par la promotion du géo-tourisme

609-1-6-3-R1	Nombre de visiteurs escomptés	Nb	-	500	693	193	A
--------------	-------------------------------	----	---	-----	-----	-----	---

609-1-6-4 Exploitation minière sans enfants

609-1-6-4-R1	Taux de réalisation du processus (pourcentage cumulé)	Taux	-	30	30	0	A
--------------	---	------	---	----	----	---	---

609-1-7 Valoriser et gérer rationnellement le cadastre minier

609-1-7-1 Libération des périmètres miniers

609-1-7-1-R1	Nombre de carrés miniers renoncés	Nb	-	38 021	38 021	0	A
--------------	-----------------------------------	----	---	--------	--------	---	---

609-1-7-2 Projets miniers implantés soumis à un cahier des charges spécifiques

609-1-7-2-R1	Nombre de permis miniers octroyés par voie d'appel d'offres	Nb	-	0	0		Autres
--------------	---	----	---	---	---	--	--------

609-1-7-3 Apurement des dossiers de demande de permis miniers en instance

609-1-7-3-R1	Taux de traitement des dossiers de permis miniers	Taux cumulé	-	20	0	-20	NA
--------------	---	-------------	---	----	---	-----	----

609-1-8 Accroître la part du secteur minier dans le Produit Intérieur Brut

609-1-8-1 Amélioration du contrôle de la qualité et de la quantité des produits miniers

609-1-8-1-R1	Taux de mise en place du dispositif de dématérialisation	%	-	10	10	0	A
--------------	--	---	---	----	----	---	---

35 MINISTERE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
350 TOURISME						
040 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
<u>040-1 Mise en place d'une administration responsable et efficace</u>						
040-1-1 Amélioration de la qualité des services publics						
040-1-1-1 La prestation des services publics est renforcée						
040-1-1-1-R1	Taux d'exécution des services publics	%	100	100	100	0 A
618 ADMINISTRATION, NORMALISATION ET FORMALISATION DU SECTEUR TOURISME						
<u>618-1 Pérenniser un système d'administration et de gestion efficace du tourisme</u>						
618-1-1 Aménager et gérer efficacement les patrimoines touristiques et développer les compétences des métiers du tourisme						
618-1-2-1 Les patrimoines touristiques sont valorisés et promus						
618-1-2-1-R1	Nombre de patrimoines valorisés	Nb	13	13	0	-13 NA
618-1-1-2 L'emploi direct lié au tourisme a augmenté						
618-1-1-2-R1	Nombre d'emploi direct créés	Nb	66 750	66 750	48 767	-17 983 NA
619 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISME						
<u>619-1 Faire du tourisme un levier efficace de développement économique, social et environnemental pour Madagascar</u>						
619-1-1 Développer le tourisme national et renforcer la visibilité de la destination sur les marchés internationaux cibles						
619-1-1-1 Le nombre de touristes visitant Madagascar a augmenté						
619-1-1-1-R1	Nombre de touristes visitant Madagascar	Nb	340 000	340 000	68 110	-271 890 NA
619-1-1-2 Les vignettes touristiques ont augmentées						
619-1-1-2-R1	Montant de vignettes	Million d'ar	2 250	2 250	480,33	-1 769,67 NA
630 TRANSPORT						
022 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
<u>022-1 Assurer la coordination de l'ensemble du ministère et la bonne gestion des ressources</u>						
022-1-1 Assurer une meilleure coordination du secteur						
022-1-1-1 La bonne gestion du système des transports et de la météorologie est assurée						
022-1-1-1-R1	Nombre de marchés montés	Nb	25	25	46	21 A
208 TRANSPORTS ROUTIER ET FERROVIAIRE						
<u>208-1 Assurer l'accès des usagers aux infrastructures de transport moderne et de qualité</u>						
208-1-1 Développer les infrastructures de transport routier et améliorer le système de transport						
208-1-1-1 Infrastructures et moyens de production aux normes et service de qualité offert satisfaisant						
208-1-1-1-R1	Nombre de gares ferroviaires réhabilitées	Nb	4	4	5	1 A
208-1-1-1-R2	Nombre d'infrastructures de transport routier construites dans l'année	Nb	4	4	7	3 A
209 TRANSPORTS MARITIME, FLUVIAL ET AERIEN						
<u>209-1 Assurer un système des transports maritime, fluvial et aérien efficace contribuant au développement économique</u>						
209-1-1 Améliorer la gestion et la normalisation des infrastructures portuaires						
209-1-1-1 Capacité d'accueil des ports améliorée et infrastructures mises aux normes						
209-1-1-1-R1	Nombre de ports réhabilités et/ou aménagés	Nb	2	2	2	0 A
209-1-1-2 Navigation fluide Zones désenclavées, Fleuves navigables dotées d'infrastructures appropriées et Transport fluvial réglementé						
209-1-1-2-R1	Nombre de ports fluvial réhabilités	Nb	1	1	0	-1 NA

et/ou aménagés

209-1-2 Développer les voies aériennes

209-1-2-1 Infrastructures aéroportuaires mises aux normes

209-1-2-1-R1	Nombre des infrastructures aéroportuaires mise aux normes	Nb	2	2	2	0	A
--------------	---	----	---	---	---	---	---

680 METEOROLOGIE

211 DEVELOPPEMENT METEOROLOGIQUE

211-1 Développer des services hydrométéorologiques réduisant la vulnérabilité socio-économique à la variabilité du climat et au Changement climatique

211-1-1 Le système d'alerte en temps réel est mis en place et/ou renforcé

211-1-1-1 Les produits d'information climatologique adaptés aux secteurs clés sont disponibles

211-1-1-1-R1	Nombre de bulletins et avis d'alerte émis	Nb	98	98	2 866	2 768	A
--------------	---	----	----	----	-------	-------	---

32 MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
310 TRAVAIL ET LOIS SOCIALES						
824 PROMOUVOIR L'INSERTION ET LA RECONVERSION DU TRAVAIL						
824-2 Contribuer à la promotion du travail décent						
824-2-1 Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs vulnérables						
824-2-1-1 Mécanisme de transition des activités informelles vers celles des formelles effectif						
824-2-1-1-R1	Pourcentage des activités informelles recensées transformées en activités formelles	%	53	53	35	-18 NA
824-2-1-2 Visibilité de la promotion du travail décent améliorée						
824-2-1-2-R1	Augmentation de travailleurs en relation avec les entités oeuvrant sur la promotion du travail décent	%	27	27	15	-12 NA
824-2-2 Assurer la coordination de la mise en œuvre du programme pays pour le travail décent 2015-2019						
824-2-2-1 Synergie de la mise en œuvre du programme pays pour le travail décent 2015						
824-2-2-1-R1	Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	100	100	82	-18 NA
824-2-2-2 Promotion sociale des travailleurs assurée						
824-2-2-2-R1	Pourcentage des travailleurs recensés bénéficiant de promotion sociale	%	63	63	64	1 A
824-2-2-3 Programme pays pour le travail décent 2015-2019 évalué						
824-2-2-3-R1	Rapport d'évaluation du PPTD disponible	Nb	1	1	0	-1 NA
824-2-2-4 Programme pays pour le travail décent 2020-2024 élaboré						
824-2-2-4-R1	Nombre de documents PPTD 2020-2024 édités	%	100	100	0	-100 NA
824-2-2-5 Programme pays pour le travail décent 2020-2024 mis en œuvre						
824-2-2-5-R1	Nombre des missions de suivi	Nb	20	20	0	-20 NA
824-2-3 Réguler les flux migratoires, notamment par le renforcement de la coopération bilatérale et internationale en matière de migration professionnelle						
824-2-3-1 Madagascar impliqué dans le processus de recrutement et de gestion sous-régional, régional, bilatéral et international en matière de migration professionnelle						
824-2-3-1-R1	Nombre d'activités effectuées impliquant Madagascar dans le processus de recrutement et de gestion sous-régional, régional, bilatéral et international en matière de migration professionnelle	Nb	3	3	1	-2 NA
824-2-3-2 Flux migratoires bien régulés						
824-2-3-2-R1	Taux d'activités de régulation des flux migratoires effectuées	%	100	100	90	-10 NA
824-2-3-3 Un Plan National de Migration professionnelle élaboré, mis en oeuvre et effectivement suivi						
824-2-3-3-R1	Nombre d'actions menées dans le cadre de l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du Plan National de Migration professionnelle	Nb	30	30	1	-29 NA

826 PROMOTION DE L'INSPECTION ET DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL

826-1 Assurer le pilotage de l'administration du travail et la promotion du travail décent

826-1-1 Intensifier la lutte contre les pires formes de travail des enfants

826-1-1-1	Actions de lutte contre le travail des enfants harmonisées et renforcées							
826-1-1-1-R1	Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA	%	10	10	6	-4	NA	
826-1-2	Instaurer une administration de travail modernisée et proche des usagers							
826-1-2-1	Administration de proximité mise en place et modernisée en matière de travail et lois sociales							
826-1-2-1-R1	Taux de disponibilité et d'accès à l'information en matière du travail et lois sociales	%	100	100	25	-75	NA	
826-1-2-2	Textes relatifs au travail mis à jour et accessibles au public							
826-1-2-2-R1	Taux des textes mis à jour	%	100	100	25	-75	NA	
826-1-3	Parvenir à respecter les engagements de l'Etat malgache en matière de normes internationales du travail en faveur du travail décent							
826-1-3-1	Engagements de l'Etat malgache en matière de normes internationales du travail honorés							
826-1-3-1-R1	Pourcentage d'engagements respectés	%	100	100	0	-100	NA	
826-1-4	Promouvoir le travail décent par l'amélioration des conditions de travail et le rehaussement de niveau de la sécurité sociale des travailleurs							
826-1-4-1	Système de sécurité social existant modernisé et étendu aux travailleurs de l'économie informelle et indépendante							
826-1-4-1-R1	Taux de couverture de la sécurité sociale	%	35	35	3	-32	NA	
826-1-4-2	Programme de lutte contre le VIH et le SIDA dans le monde du travail établi							
826-1-4-2-R1	Pourcentage des entreprises, Ministère et Institution, Association et ONG possédant un Plan d'Action de Lutte	%	25	25	0	-25	NA	
826-1-5	Améliorer la productivité dans le monde du travail par la promotion du dialogue social							
826-1-5-1	Renforcement du dialogue social tripartite dans le monde du travail							
826-1-5-1-R1	Nombre de structures redynamisées et mises en place	Nb	16	16	0	-16	NA	
826-1-5-2	Promouvoir le dialogue social aux droits fondamentaux (INTRA)							
826-1-5-2-R1	Nombre des travailleurs formés	Nb	270	270	250	-20	NA	

320 FONCTION PUBLIQUE

015 ADMINISTRATION ET COORDINATION

015-1 Instaurer une administration efficace et harmonieuse au sein du MFPRATLS

015-1-1 Améliorer la capacité organisationnelle et managériale et asseoir la culture de l'excellence

015-1-1-1	Outils de planification appropriés par tous les départements du ministère						
015-1-1-1-R1	Nombre de départements bénéficiant le renforcement de capacité en matière de planification	Nb	3	3	1	-2	NA
015-1-1-2	L'informatisation répond aux besoins de gestion et d'accès à l'information du ministère						
015-1-1-2-R1	Taux d'accessibilité à l'information du Ministère	%	75	75	40	-35	NA
015-1-1-3	La gestion du personnel répond aux besoins d'excellence du ministère						
015-1-1-3-R1	Taux des dossiers traités à temps	%	90	90	90	0	A
015-1-1-4	Relevés de services automatisés						
015-1-1-4-R1	Nombre des actes codifiés et numérisés	Nb	15 000	15 000	5 000	-10 000	NA
015-1-1-5	Fluidité de la communication assurée						
015-1-1-5-R1	Taux de médiatisation de toutes les événements survenus au sein du MFPTLS	%	85	85	0	-85	NA
015-1-1-6	Harmonisation des textes d'ordre législatif et réglementaires rentrant dans les missions du MFPRATLS						
015-1-1-6-R1	Taux des textes harmonisés	%	100	100	95	-5	NA
015-1-1-7	Coordination de la gestion administrative, financière et technique des organismes rattaché						
015-1-1-7-R1	Gestion administrative, financière et technique des organismes rattachés coordonnés	%	100	100	100	0	A

015-1-2 Rendre effective la fonction publique de proximité

015-1-2-1	L'accès aux services de la fonction publique, du travail et des lois sociales est effectif sur tout le territoire								
015-1-2-1-R1	Nombre de régions ayant accès aux services de la Fonction Publique , du Travail et des Lois Sociales	Nb	23	23	23	0		A	
015-1-2-2	Marchés approuvées conformément à la loi n°2004								
015-1-2-2-R1	Taux de marchés approuvées	%	100	100	100	0		A	

128 REFORME DE L'ADMINISTRATION**128-1 Révaloriser l'administration publique en augmentant la performance des services publics à travers une coordination des projets de réforme de qualité****128-1-1 Contribuer à la simplification des procédures pour le traitement des dossiers administratifs et à l'orientation aux relations avec les usagers du service public**

128-1-1-1	Usagers du service public guidés et informés selon le type de services voulus								
128-1-1-1-R1	Taux de satisfaction des visiteurs au MTEFPLS comparé au nombre total de visiteurs recensé	%	30	30	5	-25		NA	

128-1-2 Contrôler le recrutement des agents non encadrés de l'Etat et aligner au poste budgétaire

128-1-2-1	Recrutement des agents non encadrés aligné aux postes budgétaires disponibles								
128-1-2-1-R1	Outil et cadre juridique relatifs aux contrôles administratifs de recrutement	%	100	100	25	-75		NA	
128-1-2-1-R2	Taux des agents non encadrés recrutés comparé aux postes budgétaires	%	50	50	0	-50		NA	
128-1-2-2	Le MTEFPLS dispose des documents relatifs à la planification des besoins en effectifs, emplois et compétences des ministères et institutions								
128-1-2-2-R1	Le MTEFPLS dispose des documents relatifs à la planification des besoins en effectif, emploi et compétence des ministères et institutions	%	30	30	0	-30		NA	
128-1-2-2-R2	Taux de plan GPEEC des ministères et institutions centralisés, étudiés et validés par le MTEFPLS	%	30	30	0	-30		NA	

128-1-3 Contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat

128-1-3-1	Les données relatives aux agents de l'Etat sont disponibles et exploitable dans un système informatisé en vue d'une gestion de ressources humaines de l'Etat plus saine								
128-1-3-1-R1	Taux d'intégration des données relatives aux agents de l'Etat dans un système informatisé	%	20	20	0	-20		NA	

131 PROMOUVOIR UNE FONCTION PUBLIQUE PROFESSIONNELLE MODERNE, INTEGRE ET CENTREE SUR LE SERVICE PUBLIC**131-1 Moderniser et coordonner la gestion de la fonction publique****131-1-1 Renforcer la réforme de l'Administration à travers les formations initiales et continues des agents de l'Etat (INFA)**

131-1-1-1	Réforme de l'Administration effective								
131-1-1-1-R1	Nombre des agents formés	Nb	1 300	1 300	1 300	0		A	

131-1-2 Assurer la coordination et le pilotage des actions relatives à la fonction publique pour la rendre plus performante

131-1-2-1	Synergie et cohérence des actions assurées								
131-1-2-1-R1	Nombre d'ateliers impliquant les syndicats et les DRH tenus	Nb	6	6	0	-6		NA	
131-1-2-1-R2	Nombre des actions menées dans le cadre de la vulgarisation et de la visibilité de la réalisation de la PNFOP	Nb	7	7	0	-7		NA	

131-1-3 Promouvoir l'approche par compétence dans la gestion des ressources humaines de l'Etat

131-1-3-1	Equivalence administratives des titres cohérente avec le classement hiérarchique des fonctionnaires							
131-1-3-1-R1	Taux d'incohérences identifiées	%	13	13	13	0	A	
131-1-3-2	Capacités des agents de l'Etat renforcées							
131-1-3-2-R1	Taux d'agents bénéficiant d'un renforcement de compétences	%	40	40	0	-40	NA	
131-1-3-3	Recrutement des agents de l'Etat assainis							
131-1-3-3-R1	Taux d'agent de l'Etat bénéficiant de renforcement des capacités	%	20	20	5	-15	NA	
131-1-3-3-R2	Taux d'incohérences identifiées	%	40	40	10	-30	A	
131-1-4	Promouvoir l'éthique et restaurer la discipline au sein de la fonction publique							
131-1-4-1	Règles déontologiques de l'administration respectées par les agents de l'Etat et système disciplinaire efficace							
131-1-4-1-R1	Taux de codes distribués par rapport au nombre des agents de l'Etat	%	40	40	7	-33	NA	
131-1-4-1-R2	Efectif des agents jugés par le Codis	Nb	50	50	37	-13	A	
131-1-5	Moderniser le système de gestion administrative des carrières des agents de l'Etat							
131-1-5-1	Système et outils de gestion administrative des carrières des agents de l'Etat modernisés							
131-1-5-1-R1	Taux de mise en place d'une base de données fiable	%	25	25	14	-11	NA	
131-1-5-1-R2	Nombre des dossiers traités	Nb	20 000	20 000	14 256	-5 744	NA	
131-1-6	Garantir l'amélioration de la qualité des services publics et le renforcement des capacités des agents de l'Etat (ENAM)							
131-1-6-1	Qualité des services publics et capacités des agents de l'Etat dans les normes de programme de formation organisé suivant le recadrage pédagogique							
131-1-6-1-R1	Formation suivant les normes appropriées par les agents de l'Etat	%	100	100	80	-20	NA	

330 EMPLOI

607 PROMOUVOIR LA CROISSANCE ECONOMIQUE PAR L'EMPLOI DECENT

607-1 Promouvoir l'emploi décent et productif

607-1-1 Renforcer les capacités des actifs (jeunes, sans emploi, salariés, auto)

607-1-1-1 Valorisation des compétences des actifs

607-1-1-1-R1 Nombre d'actif ciblés Nb 4 700 4 700 0 - 4 700 NA

607-1-2 Identifier les besoins en formations et réaliser les formations

607-1-2-1 Formation continue et Perfectionnement Professionnel des Jeunes assurés sur les métiers ruraux et l'entrepreneuriat

607-1-2-1-R1 Nombre des jeunes formés sur les métiers urbains et ruraux Nb 1 000 1 000 0 - 1 000 NA

607-1-3 Mettre en relation les demandeurs d'emploi et les offres d'emploi reçues

607-1-3-1 Demandeurs d'emploi et offre d'emploi reçus

607-1-3-1-R1 Accord de partenariat signé Nb 150 150 2 -148 NA

607-1-3-2 Informations sur le MT disponible

607-1-3-2-R1 Accord de partenariat signé % 50 50 0 -50 NA

607-1-4 Promouvoir l'emploi décent par l'intensification du partenariat public

607-1-4-1 Partenariat public privé sensibilisé

607-1-4-1-R1 Accord de partenariat signé Nb 1 1 0 -1 NA

607-1-5 Améliorer le cadre juridique en matière d'emploi et augmenter le nombre de jeunes et groupes vulnérables insérés sur le marché du travail

607-1-5-1 Politique nationale de l'emploi, mise à jour et disponible

607-1-5-1-R1 Nombre de projet de loi mis à jour et validé Nb 1 500 1 500 0 - 1 500 NA

607-1-5-1-R2 Nombre des personnels formés Nb 1 500 1 500 0 - 1 500 NA

607-1-5-1-R3 Information sur l'emploi disponible Nb 1 500 1 500 2 671 1 171 A

607-1-5-2 L'insertion des jeunes et des groupes vulnérables dans le salariat et la création de leur propre entreprise est facilitée

607-1-5-2-R1 Nombre des jeunes chômeurs qualifiés à un emploi potentiel Nb 1 500 1 500 38 -1 462 NA

607-1-6 Promouvoir l'employabilité de la population active et la création d'emploi

607-1-6-1	Informations sur les formations et les métiers facilitées							
607-1-6-1-R1	Jeunes et groupes vulnérables formés	Nb	6 800	6 800	200	-6 600	NA	
607-1-6-2	Centres de Formations professionnelles mis en place							
607-1-6-2-R1	Centres de Formations professionnelles sont mis en place	Nb	8	8	8	0	A	
607-1-6-3	Jeunes sensibilisés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi							
607-1-6-3-R1	Jeunes sensibilisés et formés	Nb	1 500	1 500	200	-1 300	NA	
607-1-6-4	Suivre et évaluer les projets en cours							
607-1-6-4-R1	Nombre de jeunes recadrés	Nb	150	150	20	-130	NA	
607-1-6-5	Productivité des PME, des artisans, des agriculteurs est améliorée							
607-1-6-5-R1	Jeunes formés et bien encadrés en PME, en artisanat, en agriculture	%	50	50	11	-39	NA	
607-1-6-6	L'Agence Nationale pour l'Emploi créé							
607-1-6-6-R1	Agence Nationale pour l'Emploi créé	Nb	2	2	0	-2	NA	
607-1-6-7	Système d'information sur le Marché du travail mis en place et opérationnel							
607-1-6-7-R1	Information sur le Marché du travail mis en place et opérationnel	%	50	50	6	-44	NA	
607-1-6-8	Legislation en faveur de la promotion de l'emploi améliorée et harmonisée suivant les orientations de l'IEM							
607-1-6-8-R1	Politique Nationale sur l'Emploi et élaboration des textes sur l'emploi mise à jour	Nb	3	3	0	-3	NA	
607-1-7	Mettre en relation le monde professionnelle , le marché du travail et un système d'information sur l'emploi							
607-1-7-1	Système de bases de données opérationnel et à jour							
607-1-7-1-R1	Bases de données opérationnel et à jour	%	50	50	50	0	A	
607-1-7-2	Informations nécessaires à la promotion de l'emploi et à l'insertion professionnelle produites et diffusées							
607-1-7-2-R1	Jeunes informés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi	Nb	15 000	15 000	280	-14 720	NA	
607-1-A	Informations sur le MT disponible							
607-1-A-1	Informations sur le MT disponible							
607-1-A-1-R1	Accord de partenariat signé	%	50	50	50	0	A	

84 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Finales	Valeurs réalisées	Ecarts	Eval uatio n
840 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR						
028 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
028-1 Contribuer à l'amélioration de la performance de l'administration et la coordination de l'enseignement supérieur						
028-1-1 Assurer le pilotage et coordination des activités de l'enseignement supérieur						
028-1-1-1	Pilotage et coordination des activités de l'enseignement supérieur améliorée					
028-1-1-1-R1	Taux d'engagement des dépenses hors solde en pourcentage	%	20	20	72,19	52,19 A
028-1-1-1-R2	Taux d'engagement des dépenses hors solde	%	15	15	88,51	73,51 A
028-1-1-2	Réduction des tensions sociales					
028-1-1-2-R1	Nombre de grève et menaces de grève par universités réduites	Nb	1	1	0	-1 A
028-1-1-3	Système d'information et de la communication amélioré					
028-1-1-3-R1	Nombre de système d'information opérationnel	Nb/an	4	4	6	2 A
028-1-2 Améliorer la gestion de ressources de l'enseignement supérieur						
028-1-2-1	Gestion normalisée du patrimoine mobilier et immobilier					
028-1-2-1-R1	Nombre d'antennes évaluées	Nb	14	14	1	-13 NA
028-1-2-2	Performance et productivité du personnel amélioré					
028-1-2-2-R1	Délai du traitement des dossiers	heures	48	48	72	24 NA
028-1-2-3	Performance et productivité du personnel					
028-1-2-3-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	99,07	2,07 A
310 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR						
310-1 Contribuer à la remise aux normes du système d'enseignement supérieur						
310-1-1 Assurer un enseignement supérieur de qualité et accessible						
310-1-1-1	Conditions d'accueil améliorées					
310-1-1-1-R1	Nombre d'antennes évaluées	Nb	14	14	3	-11 NA
310-1-1-2	Effectivité du système LMD					
310-1-1-2-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	99,51	2,51 A
310-1-1-3	Assurer la relève des enseignants					
310-1-1-3-R1	Nombre de relève enseignant recruté et opérationnel	Nb	230	230	0	-230 NA
310-1-2 Assurer l'employabilité des formés et des diplômés de l'enseignement supérieur						
310-1-2-1	Opérationnalisation des diplômés dans le milieu professionnel					
310-1-2-1-R1	Délai entre obtention du pourcentage diplôme et embauche / nombre de pôle stage and job organisés chaque année /nombre d'ateliers sur l'entreprenariat organisé chaque année	%	15	15	2	-13 NA
850 RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
050 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
050-1 Contribuer à l'amélioration de la performance de l'administration et la coordination de la recherche scientifique						
050-1-1 Assurer la coordination des activités de la recherche scientifique						
050-1-1-1	Piloter, planifier et coordonner l'ensemble des activités de la recherche scientifique					
050-1-1-1-R1	Taux d'engagement des dépenses hors solde en pourcentage	Nb	5	5	98,62	93,62 A
050-1-2 Améliorer la gestion des ressources de la recherche scientifique						
050-1-2-1	Performance et productivité du personnel amélioré					
050-1-2-1-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	99,89	2,89 A

311 RECHERCHE SCIENTIFIQUE

311-1 Mettre la recherche scientifique au service du développement socio-économique

311-1-1 Valoriser la recherche et l'innovation

311-1-1-1 Résultats de recherche valorisés

311-1-1-1-R1	Nombre de brevet déposé à l'OMAPI	Nb	17	17	Nd	Nd	Nd
--------------	-----------------------------------	----	----	----	----	----	----

311-1-1-2 Partenariat développé

311-1-1-2-R1	Nombre d'accords de partenariat conclu	Nb	8	8	34	26	A
--------------	--	----	---	---	----	----	---

311-1-2 Mettre en œuvre les quatre (4) plans directeurs de recherche (PDR)

311-1-2-1 Programmes /Projets de recherche relative aux 4 PDR en adéquation avec les besoins du développement ficelé

311-1-2-1-R1	Taux d'accès à l'information	%	97	97	97	0	A
--------------	------------------------------	---	----	----	----	---	---

34 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecarts	Eval uatio n
340 INDUSTRIE						
051 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
051-1 Promouvoir la bonne gouvernance						
051-1-1 Instaurer une administration publique orientée vers l'efficacité						
051-1-1-1 Avantages pécuniaires du personnel assurés						
051-1-1-1-R1	Taux d'engagement des frais médicaux	%	100	100	97	-3 NA
051-1-1-2 Ressources financières du Ministère utilisées à bon escient						
051-1-1-2-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	98	100	89	-11 NA
051-1-1-3 Les activités en lien avec les finances, la logistique et les services médicosociaux sont effectivement exécutées						
051-1-1-3-R1	Nombre de dossiers traités	Nb	100	10	15	5 A
051-1-1-4 Activités du ministère coordonnées						
051-1-1-4-R1	Nombre de STAFF meetings	Nb	0	15	36	21 A
051-1-1-5 Rétablissement de la confiance des usagers et des citoyens envers le ministère						
051-1-1-5-R1	Nombre de doléances relatives à la corruption reçues et traitées	Nb	0	20	17	-3 A
051-1-1-6 Organisation et qualité des services améliorées, anomalies détectées						
051-1-1-6-R1	Nombre de cas étudiés et les rapports y afférents	Nb	3	6	5	-1 NA
051-1-1-7 Le MICA est en règle avec les différentes organisations internationales auxquelles elle appartient						
051-1-1-7-R1	Taux d'engagement des contributions internationales	%	98	100	92	-8 NA
051-1-1-8 Transferts pour charges de services publics effectués						
051-1-1-8-R1	Taux d'engagement des dépenses de transfert aux établissements publics (EP)	%	98	100	92	-8 NA
051-2 Disposer d'une administration plus efficace et efficiente						
051-2-1 Assurer l'utilisation rationnelle et efficace des ressources matérielles et financiers						
051-2-1-1 Les activités des DRICA						
051-2-1-1-R1	Nombre de rapport d'activités émises	Nb	22	20	22	2 A
051-2-1-2 Personnel indemnisés et effectivement payés						
051-2-1-2-R1	Taux d'engagement des dépenses d'indemnités	%	98	100	97	-3 NA
051-2-1-3 Coordination et suivi efficaces des activités ainsi que des réalisations du MICA assurés						
051-2-1-3-R1	Nombre de fiches de suivis et de rapports sur la performance	Nb	3	4	5	1 A
051-2-1-4 Outils performants et disponibles						
051-2-1-4-R1	Nombre de fiches d'interventions en maintenance et assistance informatiques effectuées	Nb	0	200	133	-67 NA
051-2-1-5 Ressources humaines bien gérées et dynamisées						
051-2-1-5-R1	Nombre de dossiers RH traités	Nb	10	10	3 432	3 422 A
051-2-1-6 Les activités et réalisations du ministère connues du public						
051-2-1-6-R1	Nombre de parutions médiatiques du MICA	Nb	500	150	170	20 A
051-2-1-7 Procédures de passation des marchés transparentes						
051-2-1-7-R1	Nombre de marchés et conventions passées par rapport au PPM	Nb	10	14	35	21 A
051-2-1-8 Horizon partenariale du MICA élargie						
051-2-1-8-R1	Nombre de réunions de partenaires	Nb	3	2	3	1 A

051-2-2 Améliorer le cadre juridique et institutionnel pour le secteur privé et les industriels et assurer sa mise en application

051-2-2-1 Textes législatives et réglementaires du domaine industriel vulgarisés et facilement accessibles

051-2-2-1-R1	Nombre de textes traités, étudiés et/ou soumis en conseil	Nb	1	10	79	69	A
--------------	---	----	---	----	----	----	---

605 INDUSTRIALISATION**605-1 Doter Madagascar d'un tissu industriel dynamique et compétitif****605-1-1 Remettre à niveau le tissu industriel malagasy**

605-1-1-1 Compétitivité des industries locales améliorée

605-1-1-1-R1	Nombre de zones industrielles entamées	Nb	3	3	2	-1	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

605-1-1-2 Opérateurs sensibilisés sur l'éco-responsabilité

605-1-1-2-R1	Nombre de sociétés sensibilisées et accompagnées	Nb	0	5	10	5	A
--------------	--	----	---	---	----	---	---

605-1-1-3 Dechets industriels réduits

605-1-1-3-R1	Nombre de plaintes environnementales gérées et nombre d'engagement environnementaux évalués	Nb	0	17	11	-6	NA
--------------	---	----	---	----	----	----	----

621 DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE**621-1 Faire du secteur privé le principal vecteur de la croissance économique et de la création d'emplois****621-1-1 Instaurer un environnement propice aux activités entrepreneuriales et aux investissements**

621-1-1-1 L'environnement entrepreneurial des coopératives est amélioré

621-1-1-1-R1	Nombre de stratégies mise en œuvre	Nb	0	2	2	0	A
--------------	------------------------------------	----	---	---	---	---	---

360 COMMERCE**037 ADMINISTRATION ET COORDINATION****037-1 Promouvoir la bonne gouvernance**

037-1-1 Instaurer une administration publique orientée vers l'efficacité et l'efficacité

037-1-1-1 Activités du ministère coordonnées

037-1-1-1-R1	Nombre de dossiers traités	Nb	100	10	15	5	A
--------------	----------------------------	----	-----	----	----	---	---

037-1-1-2 Les activités en lien avec la finance, la logistique et les services médico sociaux sont effectivement exécutées

037-1-1-2-R1	Nombre de dossiers traités	Nb	10	10	15	5	A
--------------	----------------------------	----	----	----	----	---	---

037-1-1-3 Le MICA est en règle avec les différentes organisations internationales auxquelles elle appartient

037-1-1-3-R1	Taux d'engagement des contributions internationales	%	98	100	93	-7	NA
--------------	---	---	----	-----	----	----	----

037-1-1-4 Avantages pécuniaires du personnel assurés

037-1-1-4-R1	Taux d'engagement des frais médicaux	%	98	100	93	-7	NA
--------------	--------------------------------------	---	----	-----	----	----	----

037-1-1-5 Transferts pour charges de service publics effectués

037-1-1-5-R1	Nombre d'EPN subventionnées	Nb	2	6	7	1	A
--------------	-----------------------------	----	---	---	---	---	---

037-1-1-6 Taux de ressources financières utilisées à bon escient

037-1-1-6-R1	Taux d'engagement budgétaire	%	98	100	79	-21	NA
--------------	------------------------------	---	----	-----	----	-----	----

614 COMMERCE INTERIEUR**614-1 Renforcer la compétitivité nationale et la sécurité des consommateurs**

614-1-1 Assurer l'assainissement du marché et la protection des consommateurs

614-1-1-1 Les consommateurs sont protégés par les lois et les dispositifs

614-1-1-1-R1	Nombre de textes sur le dispositif juridique de la protection des consommateurs	Nb	1	2	2	0	A
--------------	---	----	---	---	---	---	---

614-1-1-2 Sécurité des consommateurs préservée et environnement concurrentiel promu

614-1-1-2-R1	Taux de produits respectant les dispositifs en vigueur	%	60	75	75	0	A
--------------	--	---	----	----	----	---	---

614-1-1-3 L'approvisionnement en PPN est amélioré

614-1-1-3-R1	Taux d'évolution de la création de	%	100	100	100	0	A
--------------	------------------------------------	---	-----	-----	-----	---	---

		la SPM (state procurements of Madagascar)							
614-1-1-4	Le marché est contrôlé								
614-1-1-4-R1	Nombre de régions ou les contrôles du marché sont effectués	Nb	0	22	22	0	A		
614-1-1-5	Les instruments de mesure réglementés sont vérifiés								
614-1-1-5-R1	Nombre d'instruments de mesure vérifiés	Nb	700	700	5 234	4 534	A		
614-1-1-6	Promotion commerciale appuyée et marché sécurisé								
614-1-1-6-R1	Nombre de dossiers sur les affaires commerciales traités	Nb	0	10	2 225	2 215	A		

615 COMMERCE EXTERIEUR

615-1 Renforcer l'intégration progressive de Madagascar dans l'économie régionale et internationale

615-1-1	Développer les échanges extérieurs								
615-1-1-1	Madagascar est intégré dans les marchés internationaux								
615-1-1-1-R1	Nombre de structures maison de la vanille entamées	Nb	0	1	1	0	A		
615-1-1-2	L'accès aux marchés internationaux est facilité								
615-1-1-2-R1	Nombre de problèmes de barrières non tarifaires résolus	Nb	0	20	5	-15	NA		

862 CULTURE ET ARTISANAT

616 ARTISANAT

616-1 Faire de l'artisanat un avant-garde dans le processus de développement et valoriser les potentiels artisanaux dynamique et viable

616-1-1 Renforcer la chaîne de valeur de l'artisanat malagasy

616-1-1-1	Les métiers artisanaux ainsi que les artisans sont professionnalisés								
616-1-1-1-R1	Nombre de cotes des métiers artisanaux entamées	Nb	0	1	0	-1	NA		
616-1-1-2	Circuit de distribution des produits artisanaux fluide et produits artisanaux mis en valeur								
616-1-1-2-R1	Taux d'avancement de la conception d'un site web	%	0	5	25	20	A		
616-1-1-3	Métiers d'artisans promus et professionnalisés								
616-1-1-3-R1	Nombre de chambres des métiers mises en place	Nb	0	1	0	-1	NA		
616-1-1-4	Artisans professionnels et produits compétitifs								
616-1-1-4-R1	Nombre de cartes d'artisans éditées	Nb	0	150 000	703	-149 297	NA		

44 MINISTERE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Evalu ation
440 ENVIRONNEMENT						
017 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
017-1 Améliorer les cadres de travail environnement, écologie et forêts						
017-1-1 Améliorer les cadres techniques matériels et humains						
017-1-1-1 Les bâtiments sont réhabilités et /ou construit						
017-1-1-1-R1	Batiments administratifs du MEEF réhabilité et/ou construit	Nb	2	2	0	-2 NA
017-1-1-2 Les cadres techniques, matériels et humain du MEEF sont améliorés						
017-1-1-2-R1	Techniciens forestiers et environnementaux sortants de l'école d'Angavokely	Nb	15	15	0	-15 NA
017-1-1-2-R2	Thèmes disposés	Nb	30	30	36	6 A
017-2 Améliorer les cadres de travail environnement et développement durable						
017-2-1 Améliorer les cadres techniques matériels et humains						
017-2-1-1 Les cadres techniques, matériels et humains du MEDD sont renforcés						
017-2-1-1-R1	Formations dispensées	Nb	3	3	0	-3 NA
017-2-1-1-R2	Thèmes dispensés	Nb	30	30	0	-30 NA
017-2-1-2 Batiments administratifs du MEDD sont réhabilités et / ou construits						
017-2-1-2-R1	Batiments administratifs du MEDD réhabilités et/ou construits	Nb	2	2	5	3 A
017-2-2 Opérationnaliser le dispositif de formation pour le MEDD						
017-2-2-1 Dispositif de formation opérationnel pour le MEDD						
017-2-2-1-R1	Techniciens forestiers et environnementaux sortant de l'école d'Angavokely	Nb	15	15	0	-15 NA
701 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES						
701-1 Développer le réflexe environnementale						
701-1-1 Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programme, projet de développement						
701-2-1-1 La stratégie de lutte contre les menaces environnementales est promu						
701-2-1-1-R1	Plaintes environnementales traitées	Nb	40	40	34	-6 NA
701-2 Protéger, conserver et valoriser durablement le capital naturel et les écosystèmes						
701-2-1 Développer la gestion rationnelle et durable des écosystèmes et des ressources naturelles						
701-2-1-1 La gestion rationnelle et durable des écosystèmes et des ressources naturelles est développée						
701-2-1-1-R2	Formation en planification	Nb	1	1	1	0 A
701-2-1-1-R4	Pépinières opérationnelles	Nb	200	200	546	346 A
701-2-1-1-R6	Contrôles effectués	Nb	550	550	1 200	650 A
701-2-1-1-RA	Superficie réboisée/restaurée	ha	40 000	40 000	45 003	5 003 A
701-2-1-1-RB	Suivis écologiques effectués	Nb	64	64	123	59 A
704 MAINTIEN DES FONCTIONS ECOLOGIQUES DES ECOSYSTEMES MALAGASY						
704-1 Assurer l'intégrité des écosystèmes malagasy						
704-1-1 Promouvoir le mécanisme de financement innovant basé sur la valorisation des biens et services écosystémiques						
704-1-1-1 Les mécanismes de financements innovant et durable sont développés et vulgarisés						
704-1-1-1-R1	Systèmes PSE testées	Nb	1	1	2	1 A
704-1-1-1-R2	Guides de PSE élaborées	Nb	1	1	1	0 A
704-2 Promouvoir les conditions pour le maintien des écosystèmes et le développement durable						
704-2-2 Promouvoir l'économie verte et bleue						
704-2-2-1 Bonnes pratiques pour l'économie verte promues						
704-2-2-1-R1	Filières vertes promues	Nb	5	5	3	-2 NA
704-2-3 Développer une stratégie de partenariat pour le développement durable						
704-2-3-2 Stratégie de partenariat développé						

	704-2-3-2-R1	Protocole de partenariat signé	Nb	3	3	19	16	A
704-2-4	Intégrer le concept de développement durable							
	704-2-4-3	Intégration de la dimension environnementale						
	704-2-4-3-R1	Activités d'IEC environnementales promues	Nb	17	17	17	0	A
	704-2-4-3-R2	Structure de l'intégration du développement durable renforcée (CER,CIME)	Nb	8	8	0	-8	NA
	704-2-4-4	Les investissements sont compatibles avec l'environnement						
	704-2-4-4-R1	Textes sur la mise en compatibilités des investissements avec l'environnement mis à jour et adoptés	Nb	0	0			Autres
	704-2-4-4-R2	Evaluation et suivi environnemental réalisé	Nb	50	50	18	-32	NA

66 MINISTERE DES POSTES , DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
660 POSTE ET TELECOMMUNICATION						
023 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
023-1 Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que la politique sectorielle du ministère						
023-1-1 Assurer le pilotage de la politique du ministère						
023-1-1-1 Ministère bien piloté et bien coordonné						
023-1-1-1-R1	Moyenne de taux de réalisation de tous les GAC	%	80	80	74,09	-5,91 NA
023-1-2 Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières, humaines et matérielles						
023-1-2-1 Ressources humaines, matérielles et financières bien gérées						
023-1-2-1-R1	Taux de Satisfaction des GAC	%	100	100	70	-30 NA
214 APPUI A L'EXTENSION DE LA COUVERTURE POSTALE						
214-1 Améliorer la couverture postale						
214-1-1 Assurer la régulation du secteur postal						
214-1-1-1 Autorité de régulation installée						
214-1-1-1-R1	Autorité opérationnelle	Nb	1	1	0	-1 NA
214-1-1-2 Concurrence au niveau du secteur postal garantie						
214-1-1-2-R1	Bureaux des opérateurs suivis et contrôlés	Nb	20	20	22	2 A
214-1-2 Faire assurer le service postal universel						
214-1-2-1 Bureaux de poste opérationnels dans la zone rurale						
214-1-2-1-R1	Bureaux opérationnels	Nb	10	10	36	26 A
670 TIC						
043 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
043-1 Améliorer l'efficacité et la qualité des services des télécommunications et du développement numériques						
043-1-1 Mettre en œuvre le développement numérique						
043-1-1-1 Agence nationale du numérique (A2N) mise en place						
043-1-1-1-R1	Textes législatifs, réglementaires ou Documents Techniques	Nb	1	1	0	-1 NA
043-1-2 Offrir un système de communication efficace et abordable						
043-1-2-1 Points d'accès opérants mise en place						
043-1-2-1-R1	Nombre total de point d'accès opérants	Nb	158	158	26	-132 NA
210 DEVELOPPEMENT DES RESEAUX D'ACCES AUX TIC DANS LES ZONES RURALES						
210-1 Développer des réseaux d'accès aux TICS						
210-1-1 Assurer un système de communication efficace et abordable						
210-1-1-1 Points d'accès opérationnels						
210-1-1-1-R1	Nombre total de point d'accès opérationnel	Nb	30	30	36	6 A

76 MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
762 DEVELOPPEMENT SOCIAL						
066 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
<u>066-1 Contribuer à l'amélioration de la performance de l'administration</u>						
066-1-1 Renforcer la gestion des ressources humaines						
066-1-1-1 Agents du ministère opérationnels						
066-1-1-1-R1	Taux d'assiduité des agents du Ministère	%	90	90	90	0 A
066-1-2 Améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat						
066-1-2-1 Gestion normalisée du patrimoine mobilier et immobilier						
066-1-2-1-R1	Taux du patrimoine de l'état dont la situation est régularisée	%	25	25	5	-20 NA
066-1-3 Renforcer le système d'information du ministère						
066-1-3-1 Couverture optimale des directions en termes système d'information						
066-1-3-1-R1	Taux des directions dotés d'un système d'information opérationnel	%	30	30	30	0 A
066-1-4 Planifier et coordonner les activités du ministère						
066-1-4-1 Performance et productivité améliorée						
066-1-4-1-R1	Taux de réalisations des activités planifiées	%	10	10	7	-3 NA
828 POPULATION ET DEVELOPPEMENT						
<u>828-1 Inclure la population au processus de l'émergence</u>						
828-1-2 Appuyer les initiatives communautaires pour l'émergence						
828-1-2-1 Capital humain intégré au processus de l'émergence						
828-1-2-1-R1	Nombre des associations appuyées et mobilisées	Nb	300	300	0	-300 NA
828-1-3 Mettre en place un système de protection adaptés aux besoins de l'enfant						
828-1-3-1 Système de prévention et de prise en charge des enfants en situation difficile amélioré						
828-1-3-1-R1	Nombre d'enfants pris en charge	Nb	35 000	35 000	64 419	29 419 A
<u>828-2 Promouvoir le développement social de la population</u>						
828-2-1 Mettre en place un cadre et système de protection adaptés aux besoins de l'enfant						
828-2-1-1 Système de prévention et de prise en charge des enfants en situation difficile, vulnérables et privés de soins parentaux amélioré						
828-2-1-1-R1	Taux de dispositifs d'accueil et d'appui opérationnel	%	25	25	25	0 A
828-2-3 Réduire l'exclusion sociale des personnes en situation de handicap et des personnes âgées						
828-2-3-1 Droits des personnes âgées valorisés						
828-2-3-1-R1	Nombre de PA bénéficiaires	Nb	8 000	8 000	13 710	5 710 A
828-2-3-2 Droits des personnes en situation de handicap (PSH) promus						
828-2-3-2-R1	Nombre de séance de sensibilisation effectué	Nb	150	150	100	-50 NA
829 GENRE ET DEVELOPPEMENT						
<u>829-1 Améliorer le statut socio-économique et juridique de la femme</u>						
829-1-1 Renforcer l'appui aux victimes de violences basées sur le genre						
829-1-1-1 Prise en charge et accompagnement des victimes renforcée						
829-1-1-1-R2	Nombre de femmes appuyés	Nb	4 000	4 000	4 312	312 A
829-1-2 Renforcer les mécanismes existants pour la promotion du genre						
829-1-2-1 Mécanismes pour la promotion du genre renforcés						
829-1-2-1-R2	Nombre de dispositifs de prise en charge opérationnels	Nb	4	4	13	9 A

830 PROTECTION SOCIALE**830-1 Réduire le nombre de la population en situation d'extrême pauvreté****830-1-1 Renforcer le mécanisme existant relatif aux programmes de protection sociale**

830-1-1-1 Cadre de référence relatif aux programmes de protection sociale amélioré

830-1-1-1-R1	Nombre de cadre de référence opérationnel	Nb	2	2	2	0	A
--------------	---	----	---	---	---	---	---

830-1-2 Prendre en charge et accompagner les ménages très pauvres et victimes de chocs

830-1-2-1 Ménages victimes de chocs appuyés

830-1-2-1-R1	Nombre de ménages bénéficiaires appuyés	Nb	10 000	10 000	622 375	612 375	A
--------------	---	----	--------	--------	---------	---------	---

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
			Initiales	Finales			
750 JEUNESSE							
045 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
045-1 Améliorer la qualité de la gouvernance du secteur jeunesse et sport							
045-1-1 Renforcer l'efficacité de l'administration de la jeunesse et des sports							
045-1-1-2 Service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel							
045-1-1-2-R1	Nombre de service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel	Nb	2	2	0	-2	NA
045-1-1-3 Services centraux et déconcentrés du ministère dotés en bâtiments et équipements adéquats							
045-1-1-3-R1	Nombre des Bâtiments et équipements adéquats	Nb	7	7	1	-6	NA
045-1-1-4 Système de gestion des moyens et des ressources du ministère amélioré							
045-1-1-4-R1	Taux d'efficacité des moyens et des ressources du Ministère	%	100	100	100	0	A
045-1-2 Renforcer la compétence nationale dans les domaines de la jeunesse et des sports à tous les niveaux							
045-1-2-1 Cadres en administration de la jeunesse et des sports formés avec des dispositifs de perfectionnement professionnel continu (PPC)							
045-1-2-1-R1	Nombre de manuel de formation élaboré avec des dispositifs de perfectionnement professionnel continu (PPC)	Nb	80	80	192	112	A
045-1-2-2 Cadres sportifs formés avec des dispositifs de perfectionnement professionnel continu (PPC) en partenariat avec le mouvement sportif							
045-1-2-2-R1	Nombre de manuel de formation élaboré avec des dispositifs de perfectionnement professionnel continu (PPC)	Nb	70	70	0	-70	NA
045-1-2-3 Techniciens locaux/communautaires dans les domaines de la jeunesse et des sports formés avec des dispositifs de perfectionnement professionnel continu au niveau régional et local (formation décentralisée)							
045-1-2-3-R1	Nombre de techniciens locaux/communautaires dans les domaines de la jeunesse et des sports sont formés avec des dispositifs de perfectionnement professionnel continu au niveau régional et local (formation décentralisée)	Nb	300	300	150	-150	NA
045-2 Renforcer l'efficacité de l'administration de la jeunesse et des sports							
045-2-1 Améliorer la qualité des services centraux et déconcentrés du ministère de la jeunesse et des sports							
045-2-1-1 Suivi -évaluation des moyens et des ressources du Ministère amélioré							
045-2-1-1-R1	Nombre des Services centraux et déconcentrés du Ministère où la gestion des moyens et des ressources est améliorée	Nb	1	1	1	0	A
045-2-1-2 Services centraux et déconcentrés du ministère construits, réhabilités et équipés							
045-2-1-2-R1	Nombre de services centraux et déconcentrés du Ministère construits, réhabilités et équipés	Nb	30	30	0	-30	NA
045-2-1-3 Mettre en place un Service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel							
045-2-1-3-R1	Nombre de service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel	Nb	2	2	0	-2	NA

045-2-2 Développer les partenariats nationaux et internationaux pour le secteur jeunesse et sports

045-2-2-1 Négocier et conclure de conventions de partenariat internationales, nationales et régionales

045-2-2-1-R1	Nombre de conventions de partenariat internationales, nationales et régionales pour le secteur Jeunesse et Sports conclues	Nb	25	25	0	-25	NA
--------------	--	----	----	----	---	-----	----

312 JEUNESSE ET LOISIRS**312-1 Promouvoir le développement soutenu et durable de la jeunesse malgache en diapason avec les objectifs du développement durable****312-1-1 Accroître le taux de participation des jeunes dans la consolidation de la paix et le développement durable**

312-1-1-1 Accroissement de la proportion des jeunes engagés et responsabilisés au service du civisme, de la citoyenneté et de la paix

312-1-1-1-R1	Nombre de proportion des jeunes engagés et responsabilisés au service du civisme, de la citoyenneté et de la paix	Nb	100 000	100 000	60 000	-40 000	NA
--------------	---	----	---------	---------	--------	---------	----

312-1-2 Assurer la promotion des emplois-jeunes

312-1-2-1 Centres de jeunes capables d'assumer efficacement leur mission d'insertion socio-économique des jeunes

312-1-2-1-R1	Nombre de centres de jeunes capables d'assumer efficacement leur mission d'insertion socioéconomique des jeunes	Nb	22	22	4	-18	NA
--------------	---	----	----	----	---	-----	----

312-1-2-2 Jeunes entrepreneurs formés

312-1-2-2-R1	Nombre des jeunes entrepreneurs	Nb	900	900	200	-700	NA
--------------	---------------------------------	----	-----	-----	-----	------	----

312-1-3 Réduire les risques et les fléaux portant atteinte à la pleine jouissance des droits et au bien être social des adolescents et des jeunes

312-1-3-1 Adolescents et des jeunes protégés contre les fléaux de toutes sortes (tabagisme, traite de personnes, violence basées sur le genre, drogue, prostitution infanto-juvénile...)

312-1-3-1-R2	Nombre des adolescents et des jeunes protégés contre les fléaux de toutes sortes (tabagisme, traite de personnes, violences basées sur le genre, drogue, prostitution infanto-juvénile...)	Nb	100 000	100 000	100	-99 900	NA
--------------	--	----	---------	---------	-----	---------	----

312-1-3-2 Adolescents et des jeunes éduqués et accompagnés en matière de la santé de reproduction

312-1-3-2-R1	Nombre des adolescents et des jeunes éduqués et accompagnés en matière de la santé de reproduction	Nb	100 000	100 000	100 000	0	A
--------------	--	----	---------	---------	---------	---	---

312-1-3-3 Environnement juridico-politique et culturel favorable à la promotion de la santé de reproduction des adolescents (SRA) institué et fonctionnel

312-1-3-3-R1	Nombre d'environnement juridico-politique et culturel favorable à la promotion de la santé de reproduction des adolescents (SRA) institué et fonctionnel	Nb	1	1	0	-1	NA
--------------	--	----	---	---	---	----	----

312-2 Promouvoir l'autonomisation des jeunes et exploiter pleinement le dividende démographique**312-2-1 Développer de centre de jeunes publics, privés et communautaires pour la santé, la consolidation de la paix et le développement durable**

312-2-1-1 Centre de jeunes dotés d'un plan de développement quadriennal axé vers l'emergence

312-2-1-1-R1	Nombre de centres de jeunes dotés d'un plan de développement quadriennal axé vers l'emergence	Nb	265	265	0	-265	NA
--------------	---	----	-----	-----	---	------	----

312-2-2 Assurer la promotion de l'entrepreneuriat et des emplois-jeunes via centre de jeunes

312-2-2-1 Concours de meilleurs Projets d'entrepreneuriat des jeunes organisés

312-2-2-1-R1	Evénements promouvant les emplois-jeunes de type "salon des	Nb	6	6	0	-6	NA
--------------	---	----	---	---	---	----	----

	emplois" organisés							
312-2-2-1-R2	Sites de reforestation économique pour emplois-jeunes installés (agroforesterie, unité de transformation, circuits de commercialisation)	Nb	22	22	2	-20	NA	
312-2-2-1-R3	Meilleurs projets d'entrepreneuriat urbain et rural appuyés	Nb	88	88	30	-58	NA	
312-2-2-2	Jeunes en entrepreneuriat des centres formés et encadrés							
312-2-2-2-R1	Nombre de centres de jeunes en entrepreneuriat formés et accompagnés	Nb	10	10	10	0	A	

780 SPORTS

301 SPORTS

301-1 Promouvoir le développement soutenu et durable du sport et des activités physiques et motrices

301-1-1 Améliorer la santé et le bien être social des enfants et des personnes adultes grace aux bienfaits des activités physiques et motrices (charte internationale révisée de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, UNESCO 2015)

301-1-1-1	Enfants ayant accès à des services d'éducation motrice de qualité (en milliers)							
301-1-1-1-R1	Nombre d'enfants ayant accès à des services d'éducation motrice de qualité (en milliers)	Nb	120 000	120 000	0	-120 000	NA	
301-1-1-2	Fonctionnaires et des agents de l'Etat ayant accès aux services du sport d'entretien de qualité (en milliers d'individus)							
301-1-1-2-R1	Nombre des fonctionnaires et des agents de l'Etat ayant accès aux services du sport d'entretien de qualité (en milliers d'individus)	Nb	66 000	66 000	1 000	-65 000	NA	
301-1-1-3	Villages transformés en "zones de paix et de prospérité" grâce au potentiel mobilisateur et fédérateur du sport							
301-1-1-3-R1	Nombre des villages transformés en « zones de paix et de prospérité » grâce au potentiel mobilisateur et fédérateur du sport (Sport pour tous)	Nb	44	44	10	-34	NA	

301-1-2 Assurer l'émergence des viviers considérables et intarissables des jeunes talents sportifs à l'échelon régional et local

301-1-2-1	Capacité des fédérations en charge du sport scolaire et du sport universitaire renforcée dans le cadre de la préparation de la relève sportive							
301-1-2-1-R1	Nombre des fédérations en charge du sport scolaire et du sport universitaire renforcée dans le cadre de la préparation de la relève sportive	Nb	100	100	0	-100	NA	
301-1-2-2	Ecoles, des communautés, des églises dotées d'une école de sport et de la vie (ESV) autonome et performante							
301-1-2-2-R1	Nombre des écoles, des communautés, des églises dotées d'une Ecole de Sport et de la Vie (ESV) autonome et performant	Nb	100	100	10	-90	NA	
301-1-2-3	Enfants et des jeunes malgaches ayant accès à des services d'encadrement sportif continu							
301-1-2-3-R1	Nombre des enfants et des jeunes malgaches ayant accès à des services d'encadrement sportif continu	Nb	20 000	20 000	Nd	Nd	Nd	
301-1-2-4	Jeunes talents sportifs malgaches encadrés et accompagnés vers le haut niveau							
301-1-2-4-R1	Nombre des jeunes talents sportifs malgaches encadrés et accompagnés vers le haut niveau	Nb	1 000	1 000	0	-1 000	NA	

301-1-3 Garantir le développement soutenu et coordonne du sport de haut niveau pour faire en sorte que Madagascar devienne une grande nation sportive émergente en Afrique

301-1-3-1	Athlètes accompagnés et traités avec le statut des athlètes de haut niveau							
301-1-3-1-R1	Nombre d'athlètes accompagnés et traités avec le statut des athlètes de haut niveau	Nb	40	40	40	0	A	
301-1-3-2	Athlètes malgaches performant aux compétitions internationales (ratio entre nombre des athlètes participants et les palmarès obtenus)							
301-1-3-2-R1	Le taux de performance des athlètes malgaches aux compétitions internationales (ratio entre nombre des athlètes participants et les palmarès obtenus)	%	10	10	10	0	A	
301-1-3-3	Fédérations sportives dotées d'infrastructures aux normes et d'équipements de qualité							
301-1-3-3-R1	Nombre des fédérations sportives dotées d'infrastructures aux normes et d'équipements de qualité	Nb	3	3	1	-2	NA	
301-2	Assurer l'émergence du sport de haut niveau, de l'éducation physique de qualité et du sport santé							
301-2-1	Promouvoir le développement soutenu et durable du sport de haut niveau: sport émergence 2024							
301-2-1-1	Jeunes athlètes ayant accès à un encadrement sportif et à un enseignement de qualité							
301-2-1-1-R1	Nombre de jeunes athlètes ayant accès à un encadrement sportif et à un enseignement de qualité	Nb	180	180	44	-136	NA	
301-2-2	Promouvoir l'émergence des citoyens en bonne santé, actifs et compétents suivant les recommandations de l'UNESCO							
301-2-2-1	Collectivités, communautés, et écoles SAINES ET ACTIVES (Education Physique de Qualité, Sport santé)							
301-2-2-1-R1	Nombre des collectivités, des communautés, des écoles SAINES ET ACTIVES (Education Physique de Qualité, Sport-santé)	Nb	22	22	10	-12	NA	

37 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecarts	Eval uatio n
			Initiales	Finales			
370 COMMUNICATION							
030 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
030-1 Procéder à la coordination et à l'évaluation de la performance à tous les niveaux de l'organisation							
030-1-1 Coordonner et appuyer les actions de la mise en œuvre des projets de développement du système d'information de la NTIC du MCRI							
030-1-1-1	Les actions programmées du ministère appropriées aux moyens alloués (ressources matérielles et financières) et mises en synergie						
030-1-1-1-R1	Nombre des actions prioritaires du ministère	Nb	46	46	46	0	A
030-1-2 Assurer l'utilisation rationnelle et rentable des ressources allouées en faisant développer les dispositifs de la planification et du suivi-évaluation							
030-1-2-1	Utilisation optimale et efficace du budget de fonctionnement						
030-1-2-1-R1	Taux d'exécution budgétaire	%	77	77	77	0	A
030-1-3 Gérer et déployer d'une manière efficiente les ressources humaines du ministère							
030-1-3-1	Agents recrutés en EFA et ECD régularisés						
030-1-3-1-R1	Nombre de rapports d'activités disponibles	Nb	15	15	15	0	A
030-1-3-1-R2	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	0	A
030-1-4 Gérer efficacement les patrimoines du ministère							
030-1-4-1	La liste et la situation de patrimoine du ministère répertoriées au niveau central, régional et la procédure de mise à jour entamée						
030-1-4-1-R1	Nombre de terrain, immeubles, infrastructures recensés	Nb	30	30	30	0	A
212 MEDIA							
212-1 Contribuer au développement des médias et la libre circulation des informations auprès de la population							
212-1-1 Elaborer une politique stratégique de communication institutionnelle au service de développement							
212-1-1-1	Des informations, de base de données, des textes réglementaires et des outils de développement sont collectées, capitalisés, vulgarisés et diffusés en vue d'une meilleure prise de décision en matière d'aménagement du territoire						
212-1-1-1-R1	Nombre de dispositifs d'autorégulation et de régulation de médias opérationnels	Nb	30	30	30	0	A
212-1-2 Améliorer l'accès des citoyens à l'information et aux programmes de qualité (mettre les technologies../CNV							
212-1-2-1	Des centres d'informations de référence redynamisés (ANTA,...)						
212-1-2-1-R1	Nombre de documents de projets élaborés	Nb	5	5	5	0	A
212-1-2-2	Des centres et des corps d'animation rurale redynamisés						
212-1-2-2-R1	Nombre des émissions TVM diffusées	Nb	150	150	150	0	A
212-1-2-3	Education relative au bon usage des moyens de communication						
212-1-2-3-R1	Degré de satisfaction	%	20	20	20	0	A
212-1-2-4	Les acteurs de média capable d'exercer le métier dans la règle de l'art (éthique et déontologie)						
212-1-2-4-R1	Taux d'information accessibles au citoyens	%	50	50	50	0	A
212-1-2-5	Les citoyens sont éduqués au civisme, à la citoyenneté, à la paix sociale et au développement						
212-1-2-5-R1	Nombre des informations, de base de données, des textes réglementaires et des outils de développement collectées, capitalisées, vulgarisées et diffusées	Nb	10	10	10	0	A
212-1-2-6	Qualité de programme et de production répondant aux attentes des auditeurs et des téléspectateurs						
212-1-2-6-R1	Nombre de support de	Nb	60	60	60	0	A

communication répondant au
"pourquoi" et au "comment faire"
conçus

212-1-3 La communication au service du développement

212-1-3-1	Promotion du pluralisme des opinions et de la diversité culturelle dans les contenus médiatiques							
212-1-3-1-R1	Taux d'avancement	%	45	45	45	0	A	
212-1-3-2	Remettre à niveau les responsables de publication et les forces de l'ordre en matière de droit et de pratique démocratique							
212-1-3-2-R1	Nombre des formations dispensés	Nb	5	5	5	0	A	

212-1-4 Recadrage du code de la communication médiatisée et de la structure de régulation de l'audiovisuel

212-1-4-1	Recadrage de la structure de régulation de l'audiovisuel						
212-1-4-1-R1	Taux d'avancement	%	50	50	50	0	A
212-1-4-2	Révision du code de la communication						
212-1-4-2-R1	Taux d'avancement	%	75	75	75	0	A

212-1-5 Réguler les médias professionnels

212-1-5-1	Le cadre juridique et réglementaire régissant les médias est mis en application à travers un processus inclusif						
212-1-5-1-R1	Nombre des agents dont la situation administrative est régularisée	Nb	90	90	90	0	A
212-1-5-2	Les dispositifs d'autorégulation (ordre de journalistes) et de régulation (ANRCM, observatoire de la presse,...) des médias sont réformés et opérationnels						
212-1-5-2-R1	Taux d'implantation	%	75	75	75	0	A
212-1-5-3	Les textes régissant les métiers dans le secteur communication sont disponibles et respectés par tous les acteurs (patrons de presse, journalistes, maisons de production, agences de publicités, etc.)						
212-1-5-3-R1	Taux de personnes touchées par les médias	%	65	65	65	0	A

213 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES RADIO ET TELEVISION

213-1 Développer les infrastructures audio-visuelles

213-1-1 Construire de nouveaux sites techniques

213-1-1-1	Des stations modernes appropriées à la NTIC						
213-1-1-1-R1	Nombre des nouveaux sites techniques construits	Nb	20	20	20	0	A

213-1-2 Procéder au lancement de procédure de la numérisation des studios

213-1-2-1	Des infrastructures techniques de communication développées et des matériels audio-visuels rédéployés rationnellement						
213-1-2-1-R1	Nombre des infrastructures techniques, matériels et des locaux de l'ORTM réhabilités	Nb	120	120	120	0	A
213-1-2-2	L'audiovisuel public (TVM/RNM) est préparé à la migration numérique						
213-1-2-2-R1	Taux d'avancement du basculement vers la numérique	%	25	25	20	-5	NA

862 CULTURE ET ARTISANAT

831 CULTURE

831-1 Le secteur de la culture joue pleinement son rôle de catalyseur du développement et est économiquement dynamique

831-1-1 La culture joue pleinement le rôle de catalyseur du développement

831-1-1-1	Le patrimoine culturel - matériel et immatériel est conservé et valorisé						
831-1-1-1-R1	Nombre de biens culturels classés en patrimoine national	Nb	493	493	0	-493	NA
831-1-1-1-R2	Nombre de biens culturels classés en patrimoine mondial	Nb	4	4	0	-4	NA
831-1-1-1-R3	Nombre de personnes prenant part aux actions de conservation, de valorisation et de capitalisation de biens culturels	Nb	800 000	800 000	800 000	0	A

831-1-1-2	Les actions culturels sont plus étendus et plus visibles							
831-1-1-2-R1	Nombre et variétés d'actions culturelles répertoriées	Nb	150	150	150	0	A	
831-1-1-2-R2	Nombre de secteurs intégrant la culture dans leurs stratégies	Nb	10	10	10	0	A	
831-1-2	Le secteur de la culture est économiquement dynamique							
831-1-2-1	Le secteur de la culture est davantage plus structuré et l'industrie culturelle se développe							
831-1-2-1-R1	Valeur ajoutée moyenne des entreprises culturelles	Ar	7 000 000	7 000 000	1 000 000	-6000000	NA	
831-1-2-2	Les biens culturels (œuvres artistiques, biens culturels patrimoniaux, ...) et les droits y afférents sont protégés							
831-1-2-2-R1	Nombre de plaintes concernant l'utilisation abusives et le trafic de biens culturels enregistrées	Nb	100	100	100	0	A	
831-1-2-3	Les métiers de la culture se professionnalisent							
831-1-2-3-R1	Nombre d'entreprises culturelles actives	Nb	250	250	250	0	A	
831-2	Renforcer l'identité nationale							
831-2-1	Valorisation du patrimoine, des traditions et de la culture malagasy							
831-2-1-1	Patrimoine, traditions et culture malagasy valorisé							
831-2-1-1-R1	Taux d'avancement	%	15	15	15	0	A	
831-2-1-1-R2	Taux d'avancement réhabilitation des 4 sites à Sainte Marie	%	25	25	25	0	A	
831-2-1-1-R3	Taux d'avancement réhabilitation du Rovav'Antananarivo	%	40	40	100	60	A	
831-2-2	Création de structures de renforcement de l'identité nationale							
831-2-2-1	Structures de renforcement de l'identité nationale mise en place							
831-2-2-1-R1	Taux d'avancement centre international culturel	%	25	25	25	0	A	
831-2-2-1-R2	Taux d'avancement ANAC	%	25	25	80	55	A	
831-3	Promotion de la culture							
831-3-1	Création de structures de promotion de la culture							
831-3-1-1	Structures de promotion de la culture créé							
831-3-1-1-R1	Nombre des centres culturels construits	Nb	5	5	5	0	A	
831-3-1-1-R2	Nombre d'évènements mettant en exergue la particularité culturelle de Madagascar	Nb	10	10	10	0	A	
831-3-2	Redynamisation des activités culturelles							
831-3-2-1	Une journée citoyenne de nettoyage mensuelle							
831-3-2-1-R1	Nombre des activités culturels	Nb	30	30	30	0	A	

13 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Évaluation
			Initiales	Finales			
130 GENDARMERIE NATIONALE							
009 ADMINISTRATION ET COORDINATION							
009-1 Promouvoir/Instaurer une administration efficace et efficiente au sein de la Gendarmerie Nationale							
009-1-1 Assurer le bon fonctionnement de l'administration							
009-1-1-1	Stratégies et directives périodiques de l'échelon stratégique élaborées						
009-1-1-1-R1	Nombre Stratégies et Directives élaborées	unité	2	2	2	0	A
009-1-1-1-R2	Nombre de plan stratégique et directives opérationnelles conçus	Nb	45	45	16	-29	NA
009-1-1-2	Système de gestion des ressources de la gendarmerie amélioré (modernisé)						
009-1-1-2-R1	Nombre des systèmes d'informations opérationnels (bases des données et applications en hausse)	unité	7	7	7	0	A
009-1-2 Régagner la confiance de la population							
009-1-2-1	Structure opérationnelle de lutte contre la corruption au sein de la Gendarmerie élargie						
009-1-2-1-R1	Nombre de textes de création et de mise en place des différentes structures	unité	2	2	5	3	A
009-1-2-2	Traitement des plaintes contre le personnel en hausse						
009-1-2-2-R1	Taux de traitement des plaintes contre personnels	%	75	75	87	12	A
009-2 Promouvoir/Instaurer une administration efficace et efficiente au sein de la Gendarmerie Nationale							
009-2-1 Assurer le bon fonctionnement de l'administration							
009-2-1-1	Coordination des actions stratégiques et opérationnelles efficaces						
009-2-1-1-R1	Nombre de plan stratégique et directives opérationnelles conçus	Nb	45	45	16	-29	NA
009-2-1-1-R2	Nombre des activités mixtes réalisées	Nb	50	50	50	0	A
009-2-1-1-R3	Nombre de rapport ou compte rendu de suivi et d'évaluation effectués	Nb	4	4	4	0	A
009-2-1-2	Moyens utilisés rationnellement						
009-2-1-2-R1	Ratio effectif de la GN au niveau central	%	7	7	11	4	A
009-2-1-2-R2	Taux d'absorption du budget	%	95	95	98,70	3,70	A
009-2-2 Lutter contre la corruption							
009-2-2-1	Plaintes et doléances contre le personnel de l'armée traitées						
009-2-2-1-R1	Taux de traitement des doléances traitées	%	85	85	85,20	0,20	A
009-2-2-1-R2	Taux de traitement des plaintes contre le personnel de l'Arme	%	65	65	67	2	A
009-2-2-2	Phénomène de corruption endiguée						
009-2-2-2-R1	Nombre de contrôles des officiers effectués	Nb	1485	1485	1 071	-414	NA
009-2-2-2-R2	Nombre de séances de sensibilisation en matière LCC effectuée	Nb	1023	1023	500	-523	NA
009-2-2-2-R3	Taux d'application du standard de service	%	80	80	80	0	A

108 INTERVENTION SPECIALE ET OU MIXTE

108-1 Rétablir et maintenir l'ordre et la sécurité publics**108-1-1 Renforcer la capacité opérationnelle des unités dans les zones d'insécurité**

108-1-1-1 Sécurité améliorée

108-1-1-1-R1	Nombre d'opérations de sécurisation effectuée	Nb	15	15	15	0	A
--------------	---	----	----	----	----	---	---

108-1-1-1-R2	Nombre d'interventions de l'USAD	Nb	36	36	36	0	A
--------------	----------------------------------	----	----	----	----	---	---

108-1-2 Maitriser l'ordre public en milieu rural et urbain

108-1-2-1 Ordre public maîtrisé

108-1-2-1-R1	Nombre de pré-positionnements effectués	Nb	552	552	588	36	A
--------------	---	----	-----	-----	-----	----	---

108-1-2-1-R2	Nombre d'interventions dans le cadre du M.O	Nb	276	276	282	6	A
--------------	---	----	-----	-----	-----	---	---

108-2 Rétablir et maintenir l'ordre public et la sécurité pour le développement**108-2-1 Maitrisés l'ordre public en milieu rural et urbain**

108-2-1-1 Foyers de trouble à l'ordre public maîtrisés

108-2-1-1-R1	Pourcentage des interventions réussies	%	70	70	97	27	A
--------------	--	---	----	----	----	----	---

108-2-2 Renforcer le dispositif opérationnel des unités dans les zones d'insécurité accrue

108-2-2-1 Sécurité retrouvée

108-2-2-1-R1	Pourcentage des opérations réussies	%	75	75	97	22	A
--------------	-------------------------------------	---	----	----	----	----	---

121 SECURITE ET ORDRE PUBLICS**121-1 Faire sentir une nette amélioration de la situation sécuritaire****121-1-1 Maitriser le phénomène de vols de bœufs et des actes de banditisme**

121-1-1-1 Cas de vols de bœufs réduits

121-1-1-1-R1	Nombre des opérations ponctuelles effectuées	Nb	72	72	74	2	A
--------------	--	----	----	----	----	---	---

121-1-1-1-R2	Nombre des boeufs de commerce contrôlés	Nb	4 000	4 000	500 683	496 683	A
--------------	---	----	-------	-------	---------	---------	---

121-1-1-1-R3	Nombre des patrouilles de surveillance effectuée	Nb	14 000	14 000	15 448	1448	A
--------------	--	----	--------	--------	--------	------	---

121-1-1-1-R4	Taux de recuperation des boeufs volés	%	6	6	66,64	60,64	A
--------------	---------------------------------------	---	---	---	-------	-------	---

121-1-1-1-R5	Nombre des quartiers mobiles formés	Nb	32 000	32 000	24 821	-7 179	NA
--------------	-------------------------------------	----	--------	--------	--------	--------	----

121-1-1-2 Cas d'actes de banditisme réduits

121-1-1-2-R1	Nombre d'armes contrôlées	Nb	900	900	18 149	17 249	A
--------------	---------------------------	----	-----	-----	--------	--------	---

121-1-1-2-R2	Nombre de trafiquants arrêtés	Nb	180	180	349	169	A
--------------	-------------------------------	----	-----	-----	-----	-----	---

121-1-1-2-R3	Nombre de controles armement effectués	Nb	625	625	1 689	1 064	A
--------------	--	----	-----	-----	-------	-------	---

121-1-1-2-R4	Nombre auteurs AB arrêtés	Nb	600	600	624	24	A
--------------	---------------------------	----	-----	-----	-----	----	---

121-1-2 Sécuriser la circulation des personnes, des biens et services sur les routes

121-1-2-1 Attaques sur les axes RN réduites

121-1-2-1-R1	Nombre de surveillances des axes routiers effectuées	Nb	10 220	10 220	21 950	11 730	A
--------------	--	----	--------	--------	--------	--------	---

121-1-2-1-R2	Nombre d'interventions ponctuelles sur les axes routiers	Nb	2 400	2 400	2 458	58	A
--------------	--	----	-------	-------	-------	----	---

121-1-3 Démenteler les réseaux de kidnapping

121-1-3-1 Cas de kidnapping réduits

121-1-3-1-R1	Nombre de personnes fichées dans la base de données	Nb	405	405	1 537	1 132	A
--------------	---	----	-----	-----	-------	-------	---

121-1-3-1-R2	Nombre d'auteurs de kidnapping arrêtés	Nb	225	225	89	-136	NA
--------------	--	----	-----	-----	----	------	----

121-2 Instaurer un climat de sécurité pérenne favorable aux développements**121-2-1 Lutte contre le terrorisme et les criminalités transnationales organisées**

121-2-1-3 Ressources naturelles nationales protégées

121-2-1-3-R1	Nombre de trafiquants arrêtés	Nb	60	60	488	428	A
121-2-2	Rendre effective et permanente la police de proximité						
121-2-2-1	Surveillance préventive assurée						
121-2-2-1-R1	Taux de couverture spatiale	%	25	25	55,56	31	A
121-2-2-2	Surveillance répressive efficace						
121-2-2-2-R1	Nombre d'individus arrêtés	Nb	50 000	50 000	29 676	-20 324	NA

125 FORMATION

125-1 Améliorer la couverture et le professionnalisme du personnel de la GN

125-1-1 Augmenter le ratio Gendarmerie / Population

125-1-1-1 Capacité opérationnelle des élèves gendarmes recrutés actuellement satisfaisantes à la sortie

125-1-1-1-R1	Taux de réalisation du programme de formation	%	90	90	95	5	A
125-1-1-1-R2	Nombre de cadres et des instructeurs recyclés	Nb	150	150	259	109	A

125-1-2 Améliorer le professionnalisme du personnel au sein de la GN

125-1-2-1 Formation continue du personnel assurée

125-1-2-1-R1	Taux de réalisation des activités des stages de formation	%	90	90	95	5	A
125-1-2-1-R2	Nombre de stages de formations planifiés	Nb	24	24	67	43	A

125-1-2-2 Culture du meritocratie promue

125-1-2-2-R1	Nombre de concours organisés	Nb	40	40	44	4	A
125-1-2-2-R2	Nombre de lettres de félicitation allouées à l'occasion des stages de formation	Nb	72	72	7	-65	NA

125-2 Améliorer l'efficacité de la Gendarmerie nationale

125-2-1 Améliorer le professionnalisme du personnel

125-2-1-1 Personnel de la Gendarmerie formé continuellement

125-2-1-1-R1	Taux de participation du personnel de la gendarmerie à la formation sur terrain	%	60	60	60	0	A
--------------	---	---	----	----	----	---	---

125-2-1-2 Stages et formations organisés répondant aux besoins de la Gendarmerie

125-2-1-2-R1	Nombre de participants aux différents stages	unitaire	2 280	2 280	3037	757	A
--------------	--	----------	-------	-------	------	-----	---

125-2-2 Augmenter le ratio gendarmerie / population

125-2-2-1 Elèves gendarmes recrutés annuellement recevant la formation requise

125-2-2-1-R1	Nombre élèves -gendarmes sorties/ nombre recrutés	unitaire	1 150/ 1 200	1 150/ 1 200	1184/1200	34	A
--------------	---	----------	--------------	--------------	-----------	----	---

11 HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT (HCDDDED)

		Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
910 DEMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE							
832 DEMOCRATIE							
832-1 <u>Consolider une démocratie typiquement malgache</u>							
832-1-1 Contribuer à la sensibilisation des influences extérieures positives sur la démocratie du pays							
832-1-1-1	Les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays sont renforcés						
832-1-1-1-R1	Nombre de publications - développement normatif	Nb	20	20	10	-10	NA
832-1-1-1-R2	Nombre de participations - mouvement mondial	Nb	2	2	0	-2	NA
832-1-2 Protéger les valeurs et l'identité malgache dans le respect des valeurs démocratiques							
832-1-2-1	L'intégration des valeurs et de l'identité malgache dans la démocratiques est priorisée						
832-1-2-1-R1	Nombre de réflexions publiées	Nb	6	6	4	-2	NA
832-2 <u>Promouvoir la gouvernance représentative et responsable</u>							
832-2-1 Participer activement à l'organisation des élections libres et transparentes							
832-2-1-1	La promotion des élections libres et transparentes est renforcée						
832-2-1-1-R1	Nombre de sensibilisations - participer à l'élection	Nb	50	50	10	-40	NA
832-2-1-1-R2	Nombre des dossiers traitées - infractions électorales	%	1000	1000	10	-990	NA
832-2-1-1-R3	Nombre d'assistance électorale	Nb	40	40	10	-30	NA
832-2-2 Promouvoir le gouvernement efficace et réactif							
832-2-2-1	La gestion des affaires publiques est améliorée						
832-2-2-1-R1	Nombre d'audits réalisés	Nb	40	40	1	-39	NA
832-2-2-2	Le renforcement des contrôles des services publics est priorisé						
832-2-2-2-R1	Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles	Nb	10	10	10	0	A
832-3 <u>Renforcer la société civile et la participation populaire</u>							
832-3-1 Participer à l'instauration de la décentralisation effective							
832-3-1-1	L'instauration de la décentralisation effective est priorisée						
832-3-1-1-R1	Nombre de renforcements - capacité des responsables régionaux	Nb	11	11	2	-9	NA
832-3-2 Renforcer les médias dans une société démocratique							
832-3-2-1	La promotion de la liberté de la presse est effective						
832-3-2-1-R1	Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions	%	100	100	25	-75	NA
832-3-2-1-R2	Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias	Nb	5	5	1	-4	NA
832-4 <u>Renforcer la citoyenneté et les garanties juridiques</u>							
832-4-1 Accompagner les institutions dans la promotion et la protection des droits civils et politiques							
832-4-1-1	La protection effective de la population est renforcée						
832-4-1-1-R1	Nombre des mesures de prévention	Nb	100	100	10	-90	NA
832-4-2 Participer activement au développement de l'état de droit et de l'accès à la justice							
832-4-2-1	La promotion de l'indépendance de la justice est renforcée						
832-4-2-1-R1	Nombre d'interventions	Nb	100	100	30	-70	NA
832-4-2-2	L'instauration de l'État de droit est renforcée						
832-4-2-2-R1	Nombre d'interpellations	Nb	100	100	40	-60	NA
832-4-2-2-R2	Nombre d'interventions positives sur les responsables publics	Nb	40	40	10	-30	NA

92 COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME (CNIDH)

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation	
			Initiales	Finales				
920 DROITS DE L'HOMME								
069 ADMINISTRATION ET COORDINATION								
<u>069-1 Rehausser le niveau de Madagascar en matière de défense des droits de l'Homme à travers la CNIDH</u>								
069-1-1 Renforcer la capacité institutionnelle en matière de défense des droits de l'Homme								
069-1-1-1 La défense des droits de l'Homme se développe dans le Pays								
	069-1-1-1-R1	Nombre des outils et instruments pour la défense des droits de l'Homme conçus	Nb	5	5	4	-1	NA
	069-1-1-1-R2	Nombre de participation aux manifestations, réunions et conférences régionales honorées	Nb	10	10	0	-10	NA
	069-1-1-1-R3	Nombre de textes vérifiés	Nb	20	20	0	-20	NA
	069-1-1-1-R5	Nombre de Conventions internationales ratifiées	Nb	2	2	0	-2	NA
069-1-1-2 Les antennes régionales sont mises en place								
	069-1-1-2-R1	Nombre d'antennes régionales installées	Nb	0	0	0		Autres
069-1-2 Renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention de la torture								
069-1-2-1 Le mécanisme de prévention à la torture est mise en oeuvre								
	069-1-2-1-R1	Nombre d'atelier de concertation sur la prévention à la torture organisé	Nb	5	5	1	-4	NA
<u>069-2 Promouvoir et protéger les droits de l'Homme et prévenir la torture à Madagascar, à travers une approche transversale pour la mise en oeuvre du Plan pour l'Emergence de Madagascar (PEM)</u>								
069-2-1 Renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention de la torture								
069-2-1-1 Le mécanisme de prévention de la torture est mis en oeuvre								
	069-2-1-1-R1	Nombre d'ateliers de sensibilisation sur la prévision de la torture	Nb	10	10	1	-9	NA
069-2-2 Renforcer la capacité institutionnelle en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme								
069-2-2-1 En matière d'administration: la connaissance et l'appropriation des droits de l'Homme sont améliorées dans les zones cibles								
	069-2-2-1-R1	Nombre de descentes effectuées dans les zones cibles	Nb	10	10	4	-6	NA
069-2-3 Contribuer à la consolidation de la paix et sécurité à travers la promotion et la protection des droits de l'Homme								
069-2-3-1 La participation de la CNIDH dans le processus d'homologations des Dina est effective								
	069-2-3-1-R1	Nombre de participations dans le processus d'homologation des Dina	Nb	2	2	0	-2	NA
069-2-4 Contribuer à la lutte contre la corruption à travers la promotion et la protection des droits de l'Homme								
069-2-4-1 Les interpellations sur des cas de corruption aboutissent à des effets positifs								
	069-2-4-1-R1	Nombre d'interpellations émises sur les cas de corruption	Nb	20	20	0	-20	NA
834 PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME								
<u>834-1 Réduire la violation des droits de l'Homme à Madagascar, dans tous ses aspects</u>								
834-1-1 Sensibiliser et assurer le respect des droits de l'homme à Madagascar								
834-1-1-1 La connaissance en matière des droits de l'Homme par la population Malagasy est améliorée								
	834-1-1-1-R1	Nombre d'acteurs publics oeuvrant dans les droits de l'Homme ayant reçu un	Nb	200	200	500	300	A

	renforcement de capacité							
834-1-1-1-R2	Nombre d'émissions audio et audio-visuelles diffusées	Nb	6	6	6	0	A	
834-1-1-1-R3	Nombre de séances de sensibilisation effectuées	Nb	5	5	2	-3	NA	
834-1-2	Accompagner les victimes de la torture							
834-1-2-1	Les cas de torture sont réduits							
834-1-2-1-R1	Nombre de lieux de détention, de mise en garde à vue et d'établissements pénitentiaires visités	Nb	30	30	2	-28	NA	
834-1-3	Identifier, collecter et traiter les cas de violation des droits de l'Homme dans le pays							
834-1-3-1	Les victimes de violation des droits de l'Homme obtiennent des conseils et sont dirigés et accompagnés durant le processus à suivre pour défendre leur droit							
834-1-3-1-R1	Nombre de dossiers traités et résolus	Nb	120	120	109	-11	NA	
834-1-4	Conseiller et orienter les victimes vers la conciliation							
834-1-4-1	Les victimes sont conciliées en vue de la réparation de leurs droits, y compris en matière de torture							
834-1-4-1-R1	Nombre d'ateliers de concertation sur la prévention de la torture organisés	Nb	2	2	2	0	A	

93 HAUTE COUR DE JUSTICE

	Unités	Valeurs cibles Initiales	Valeurs cibles Finales	Valeurs réalisées	Ecart	Eval uation
930 HAUTE COUR DE JUSTICE						
070 ADMINISTRATION ET COORDINATION						
070-1 Assurer la gestion optimale des ressources de la Haute Cour de Justice dans le souci de préserver son indépendance						
070-1-1 Assurer le bon fonctionnement de la Haute Cour de Justice						
070-1-1-1 Budget de la Haute Cour de Justice exécuté conformément aux priorités et au taux de régulation des dépenses						
070-1-1-1-R1	Taux d'exécution du budget de la Haute Cour de Justice	Taux	98	98	98	0 A
070-1-1-2 Capacités humaines et matérielles de la Haute Cour de Justice renforcées						
070-1-1-2-R1	Niveau de respect de la norme minimale en matière de mise à disposition de ressources humaines et matérielles de la Haute Cour de Justice	%	70	70	70	0 A
070-2 Promouvoir une justice indépendante et souveraine						
070-2-1 Assurer le fonctionnement optimal de l'Institution et préserver son indépendance						
070-2-1-1 Capacités humaines et matérielles de la Haute Cour de Justice renforcées						
070-2-1-1-R1	Taux d'exécution du budget de la Haute Cour de Justice	Taux	98	98	98	0 A
070-2-1-2 Bon fonctionnement de la Haute Cour de Justice						
070-2-1-2-R1	Niveau de respect de la norme minimale en matière de mise à disposition de ressources humaines et matérielles de la Haute Cour de Justice	%	70	70	54,60	-15,40 NA
835 POUVOIR JURIDICTIONNEL A L'ENDROIT DES HAUTES PERSONNALITES / GOUVERNANTS						
835-1 Contribuer au renforcement de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit						
835-1-1 Accélérer et simplifier les procédures de traitement des dossiers au niveau des cours et tribunaux						
835-1-1-1 Effectivité du jugement des requêtes sur les actes commis par les hautes personnalités / Gouvernants liés à l'exercice de leurs fonctions						
835-1-1-1-R1	Taux des requêtes jugées au niveau de la Haute Cour de Justice	Taux	50	50	25	-25 NA